

La perception du public face aux enseignants

1. Introduction

L'évolution de notre société est nécessaire à notre futur et à notre bonheur. Cette évolution dépend de l'éducation solide d'un peuple, surtout dans un monde où la compétition mondiale prend la relève. L'éducation est donc la clé du succès pour combattre la pauvreté, développer l'économie, répandre la culture d'un peuple et faire progresser les communautés d'un pays (Baillargeon, 2001, p. 81-82).

Selon Nelson Mandela : « L'éducation est l'outil le plus puissant qui puisse être utilisé pour changer le monde. Parfois, il revient à une génération de faire preuve de grandeur. Vous pouvez être cette génération ». Également, Terry Price, présidente de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, nous dit : « À moins que nous ne nous attaquions aux inégalités qui existent sur le plan de la richesse entre les pays du monde et les disparités grandissantes entre les gens au sein de tous les pays, notre monde ne sera jamais un endroit sûr ». Finalement, Koffi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations unies, nous signale que : « Nous devons faire plus que de parler de notre avenir. ., nous devons commencer à le créer dès maintenant ». Du point de vue de plusieurs, il est donc nécessaire de se pencher sur l'éducation de nos jeunes.

Si on se fie aux dires du président Larry Booi, de l'Association des enseignants de l'Alberta (ATA) (Communiqués de presse 2001 03 29 à 2002 03 07), vu l'importance de l'éducation dont le but est de changer le monde, combattre l'inégalité et créer notre avenir, nous nous demandons alors pourquoi les enseignants ont tant de peine à recevoir le support requis concernant les conditions de travail et les ressources nécessaires pour leurs salles de classe. Pourquoi les enseignants sont-ils allés en grève pendant environ trois semaines en février 2002, à Edmonton, Alberta.? (Communiqués de presse 2002 02 01 et 2002 02 21). En guise de soutien pour faire face à ces difficultés, les enseignants et les parents ont manifesté devant l'Assemblée législative d'Edmonton; ils ont écrit des lettres au ministre de l'Éducation et au premier ministre de l'Alberta; ils sont allés les rencontrer pour leur expliquer la situation périlleuse dans le domaine de l'éducation et de l'école. Mais en vain; selon les enseignants, ils n'ont reçu aucun support. On se demande alors pourquoi les enseignants et les parents n'ont pas eu le support nécessaire de la part du gouvernement. Pourquoi est-ce que le public ne s'est pas révolté ? Quel est le rôle des médias qui ont

influencé cette indifférence ? Quelle est la perception, quelles sont les attitudes et les attentes du public face aux enseignants dans la presse, avant, pendant et après la grève? Quel est le problème et pourquoi avons-nous cette perception et ces attitudes envers les enseignants?

1.1 *La problématique*

La problématique est centrée sur la perception du public face aux enseignants, avant, pendant et après la grève. Pour approfondir cette question, mon étude vise premièrement à découvrir l'image que le public se fait des enseignants à partir des lettres envoyées à l'éditeur du *Edmonton Journal* entre janvier 2001 et janvier 2003. Deuxièmement, j'aimerais décrire le profil des enseignants tels qu'ils sont perçus par le public et ensuite, discerner, à partir de la compilation des écrits, comment se forme la perception du public. Je souhaiterais aussi comprendre le rôle et l'influence que les médias ont dans l'opinion publique. Enfin, je terminerai avec une analyse documentaire sur les conditions de travail des enseignants.

1.2 *L'objet d'analyse*

Les objectifs de mon étude sont :

- Identifier et décrire les attitudes, les attentes et la perception du public face aux enseignants rapportées dans les médias, avant, pendant et après la grève.
- Faire ressortir les thèmes pertinents aux enseignants dans les journaux entre janvier 2001 et janvier 2003 en plus d'analyser les résultats d'après la compilation des écrits.

Les questions suivantes ont guidé le processus de la collecte des données : Quels sont les antécédents et la raison d'être de la grève en Alberta en février 2002? Quels sont les effets et les impacts de la grève sur les parents, les élèves, le public et les enseignants? Quelles sont les attentes du public vis-à-vis des enseignants? Quels sont les conflits qui ressortent de l'image que le public se fait des enseignants? Quel est le rôle des médias dans la perception du public à l'égard des enseignants et comment se forme l'opinion publique? Comment celle-ci influence-t-elle la société? Quel est le rôle de la pression sur cette opinion publique? À partir d'une analyse des catégories de l'opinion publique, nous développerons le profil des enseignants, de leur profession et de leur travail. Finalement, l'évaluation et l'analyse des découvertes permettront d'évaluer et de comprendre le problème.

1.3 La population cible

L'étude documentaire est faite à partir de lettres envoyées à l'éditeur du *Edmonton Journal*. Celui-ci fournit un reportage exhaustif, politique et commercial aux gens d'Edmonton, capitale de l'Alberta. Il fait partie d'une organisation appelée CanWest Global Communication Corporation. Cette organisation représente 250 journaux quotidiens et hebdomadaires et distribue ses produits à travers le Canada atteignant, chaque jour, 5 millions de consommateurs tant à la maison qu'au travail. Ses valeurs sont de servir le client, d'obtenir la qualité et l'excellence, de gagner, mais de gagner justement, avec intégrité et honnêteté, de donner aux citoyens, grâce à la connaissance, l'habileté de donner en retour à la communauté. Son but est de transformer, d'éclairer et d'entretenir les gens partout afin d'améliorer leur qualité de vie. (www.canwestmediaworks.com)

1.4 La pertinence et la justification de la recherche

Cette étude est reliée à une période de la grève qui a eu un impact général sur l'opinion publique à l'égard des enseignants. L'importance de cette recherche n'est basée que sur le fait que sans une bonne éducation, nous n'avons aucune chance de réussite dans la vie et comme société, du point de vue économique, social et politique.

1.5 La portée de la recherche

Il est donc primordial que nous cherchions une solution à ces problèmes sérieux. Sinon, nous risquons une pénurie sévère d'enseignants, car les enseignants quittent la profession en grand nombre. La portée de la recherche permettra de trouver des solutions en vue de prévenir la pénurie de bons enseignants. Il devient alors primordial de mettre sur pied des programmes visant à solutionner ce problème.

Également, la grève reflète la résolution d'un problème comportant des antécédents. La grève des enseignants a duré 18 jours à Edmonton, en Alberta. Selon les enseignants, les antécédents menant à la grève (Communiqués de presse de l'ATA 2001 08 27 et 2001 04 27) sont les suivants : les fonds budgétaires sont coupés et les enseignants travaillent de longues heures pour compenser ce besoin. Les écoles n'ont pas de ressources suffisantes pour les classes. Mais ce problème semble être mal compris par le grand public. Il est donc essentiel de comprendre d'abord la perception du public et l'impact de ses opinions par rapport aux enseignants, avant, pendant et après une période de grève. Quels sont les effets de l'une sur l'autre? Y a-t-il un changement dans l'opinion publique entre ces trois périodes?

1.6 *La question de la recherche*

La question de la recherche de cette étude est donc : quelles sont les idées du public face aux enseignants, avant, durant et après la grève entre janvier 2001 et janvier 2003 à Edmonton, en Alberta?

1.7 *La méthodologie de la recherche*

Cette recherche est une analyse documentaire des lettres reçues au *Edmonton Journal* afin de faire ressortir les opinions publiques par rapport aux attentes, aux attitudes, aux conflits, aux effets, aux impacts de la grève, au rôle des médias dans son déclenchement et à son influence sur l'opinion publique; elle vise aussi à découvrir le profil des enseignants, de leur profession et de leur travail en plus de celui de leur formation et des besoins de celle-ci. Les critères utilisés pour faire ressortir les catégories de ma recherche se veulent comme suit : les lettres envoyées à l'éditeur du *Edmonton Journal* ont été étudiées et mises en catégories selon les thèmes abordés; elles ont ensuite été divisées en quatre sections : parents, élèves, public et enseignants. Ces critères sont centrés sur les enseignants afin de comprendre l'image que le public s'en fait. Les thèmes utilisés et les catégories de ma grille varient selon les sujets retrouvés. Les propos qui en sont ressortis davantage sont : les enseignants, leurs conditions de travail, leurs salaires, leurs études, le développement pédagogique, les vacances, les activités parascolaires, le gouvernement, les médias et la société.

1.8 *La limite de la recherche*

Ma recherche s'est limitée à un événement qui est la grève des enseignants de l'Edmonton Public Schools entre le 4 et le 21 février 2002, à Edmonton, en Alberta. La compilation des données s'est faite à partir des lettres expédiées à l'éditeur du *Edmonton Journal*. De plus, cette étude s'arrête notamment à la page de « Letters to the Editor » du journal pour la période de janvier 2001 à janvier 2002, car ce journal fournit un reportage politique et commercial à la capitale de l'Alberta, Edmonton. Elle touche différentes couches de la société : les professionnels, les gérants à tous les niveaux, les cols blancs, les cols bleus, les commis de bureau et les artistes. Également, l'éducation des lecteurs va du secondaire ou moins aux universitaires et aux personnes ayant fait des études collégiales. Le niveau salarial des lecteurs se situe entre 30 000\$ et plus de 75 000\$ et l'âge des lecteurs varie entre 18 et 50 ans et + tant hommes que femmes; donc, cette étude couvre une vaste population d'Edmonton. Il est fort probable que le contenu des lettres du

Calgary Herald (journal de Calgary) variera, car cette ville a une communauté différente; cependant, le *Calgary Herald* fait partie de la même organisation que le *Edmonton Journal* qui est CanWest Global Communications Corporation; donc, il est possible que les résultats soient semblables.

1.9 Le plan du mémoire

Le chapitre 1 introduit le sujet; le chapitre 2 présente la compilation des écrits expliquant le rôle de l'opinion publique, du gouvernement, des médias; il donne aussi les raisons de la grève et la situation des enseignants pour faire un lien entre l'impact de l'opinion publique sur les conditions de travail des enseignants. Le chapitre 3 explique la méthodologie et la description des données récoltées; le chapitre 4 comprend la conclusion et enfin, les recommandations.

2. La compilation des écrits

Pour porter attention aux difficultés auxquelles les enseignants disent avoir à faire face, par exemple, de longues heures (ATA, Research Monograph 37, 1999) et l'intégration des élèves ayant des difficultés d'apprentissage (ATA, 2002, p. 5), en guise de soutien, les enseignants et les parents ont manifesté devant l'Assemblée législative d'Edmonton; ils ont écrit des lettres au ministre de l'Éducation et au premier ministre de l'Alberta; ils sont allés les rencontrer pour leur expliquer la situation périlleuse dans le domaine de l'éducation et des écoles. Selon eux (ATA, 2002, p. 57-58), ils n'ont reçu aucun support. Une grève des enseignants s'en est suivie et a duré environ trois semaines.

Ces événements sont ressortis dans les lettres envoyées à l'éditeur où les auteurs ont donné leur opinion afin d'informer le public de leurs frustrations, des conflits et de leurs inquiétudes; d'autres lettres parlent des enseignants, du comportement du gouvernement et de celui de l'Association des enseignants de l'Alberta (ATA); ceci a fait boule de neige. Dès lors, il est primordial de saisir l'opinion publique et de comprendre quel rôle elle joue dans la société.

2.1 *L'opinion publique*

2.1.1 *Qu'est-ce que l'opinion publique?*

D'après la définition de Harwood L. Childs, l'opinion publique est une collection d'opinions du public qui sont des attitudes personnelles provenant de la nature de la personnalité qui évolue avec l'interaction dynamique de la personne et de son environnement (1965). Ce processus d'interaction commence dès la naissance et continue jusqu'au décès produisant ainsi des personnalités, des attitudes et des opinions toujours changeantes. Il y a trois éléments de base dans le processus de la formation de l'opinion : la personne, son environnement et l'interaction entre les deux.

Dans le processus de la formation de l'opinion chez l'individu, les facteurs sont : les stéréotypes, la perception, l'identification, les motifs, les frustrations, les conflits, les tensions, l'anxiété, le sentiment de culpabilité, les habitudes, les complexes, les fixations, le cadre de référence, la dissonance, le croisement de la pression, la défense de l'orgueil (ego), les rationalisations, les valeurs et le traumatisme. Les attributs tangibles et intangibles de la personne sont utilisés comme facteurs pour expliquer la personnalité, l'attitude et l'opinion (Harwood L. Childs, 1965, p. 110-111).

Irving Crespi (1989) nous avise que l'opinion publique est quelque chose qui existe réellement et est prête à être mesurée objectivement; donc, nous avons une mesure valide sur la pensée du public par rapport au sujet du moment (Crespi, 1989, p. 6).

J. David Kenamer (1992) donne comme définition de base que l'opinion publique est une opinion efficace qui rejoint les décideurs qui essaient de l'identifier pour décider comment réagir à celle-ci. Elle peut se manifester par des expressions d'opposition ou de support dans le but d'influencer les idées des politiciens (Lemert, 1981, p. 42-43).

La définition de la masse, d'après Blumer (1990) et autres sociologues, est le fait qu'un grand nombre de gens du peuple font ou pensent à faire quelque chose presque en même temps. Une caractéristique essentielle de la masse est la coïncidence—Les gens choisissent de la faire en même temps ou presque en même temps, ayant chacun leurs propres raisons, sans réaliser combien d'autres personnes le font ou pensent au même sujet. Les individus de masse sont déconnectés de presque tous les autres membres de la masse et leur communication directe est minimale ou non existante pendant la période du comportement de la masse. De plus, les gens de la masse sont désengagés et séparés du système politique (Kenamer, 1992, p. 43).

La définition de l'opinion de masse est la vue des gens sur quelque objet psychologique qu'ils ont en commun. Leurs vues vers l'objet peuvent ou ne peuvent être les mêmes. Quand l'opinion de masse concerne un sujet public, elle est la matière première sur laquelle les politiciens construisent leurs impressions de l'opinion publique. La masse est désengagée du processus politique et des constructions ou perceptions des politiciens. Seuls quelques membres d'une masse veulent ou sont capables de participer. Généralement, la participation politique de quelque façon que ce soit est nécessaire pour que son opinion devienne visible aux politiciens (Kenamer, 1992, p. 43-44).

La participation politique peut signifier : envoyer des lettres à l'Assemblée législative, participer aux démonstrations, signer des pétitions, mettre des rubans jaunes autour des arbres, etc. Également, Kenamer (1992) nous signale qu'écrire des lettres à l'Assemblée législative peut causer des obstacles parce que pas adressées au bon endroit ou parce que ça démontre un manque de confiance en soi pour faire connaître son opinion et ses sentiments à un politicien. Comme peu de personnes écrivent des lettres, les politiciens se fient aux opinions visibles pour se faire une idée de l'opinion publique. Les opinions publiques peuvent atteindre les politiciens de bien d'autres façons, soit par des coups de

téléphone, des pétitions, des autocollants sur les autos, des démonstrations, des lettres envoyées à l'éditeur dans les journaux, ce qui requiert un acte de participation politique; ainsi, on laisse de côté les autres membres de cette masse invisible aux politiciens. Une façon non participative pour que les opinions de masse puissent devenir visibles est par des coups de téléphone ou des sondages par entrevues personnelles pour ensuite faire connaître les résultats aux politiciens.

À plusieurs reprises, une majorité déterminée a utilisé une meilleure organisation et a mis beaucoup d'effort pour que l'opinion publique dominante prenne le dessus à propos d'une politique controversée. Dans ce cas, les ressources ne sont pas distribuées également dans notre société. Quelques personnes ont une plus grande habileté que d'autres pour rendre leurs vues visibles aux politiciens. Ces derniers répondent aux intensités des ressources pour se faire une idée de l'opinion publique. Les opinions sont alors pesées et non comptées.

Les opinions publiques efficaces atteignent les politiciens de deux manières :

1. À travers les élections.
2. À travers un cadre influent durant une longue période sous une variété de formes (voir Lemert, 1981, chapitre 2). Ce cadre influent peut changer sur une période de temps et peut devenir moins standardisé et davantage un motif à la dispute ; il peut inclure des données de sondages passifs, manquer un dossier historique pour faire des comparaisons faciles et même être caractérisé par peu de ressources. Un petit nombre de participants peuvent écraser les ressources mises de côté pour le processus d'information sur les opinions et donner une impression dévastatrice aux politiciens du cadre influent (Kennamer, 1992, p. 43-47).

De son côté, Ruddock (2001) nous signale que l'opinion publique n'est pas simplement une chose à être mesurée, mais bien un phénomène social dont la forme et la fonction doivent être interprétées et débattues.

Herbst (1993) nous offre cinq versions de ce qu'est l'opinion publique :

1. C'est le vouloir général d'une communauté politique (Shafritz, cité dans Herbst, 1993, p. 438).
2. Ce sont des opinions attribuées par les médias à un public ignorant (Shafritz, cité dans Herbst, 1993, p. 438).

3. Ce sont les croyances de différents publics (Plano et Greenbert, cité dans Herbst, 1993, p. 438).
4. C'est l'opinion de la majorité (Garrison, cité dans Herbst, 1993, p. 438).
5. C'est le résultat des élections, des référendums et des sondages (Smith et Zurcher, cité dans Herbst, 1993, p. 438).

Les cinq versions ne peuvent pas être vues comme des alternatives, car aucune de ces versions n'est exhaustive ou indépendante l'une de l'autre. C'est pour cette raison que chacune de ces cinq définitions contient un grain de validité et aucune ne saisit toutes les formes et fonctions qu'assume l'opinion publique (Ruddock, 2001, p. 76-77).

Crespi nous informe que l'opinion publique se développe et se fait sentir par les communications transmises aux membres du public en général, aux groupes d'intérêt spéciaux et aux leaders politiques. Elle se construit à partir d'opinions individuelles qui se développent et qui prennent leur signification et leur force dans les communications. Ces communications se font en rapport avec une situation spécifique dans laquelle les intérêts et/ou les valeurs personnelles et celles des groupes se font sentir comme étant en jeu. Ainsi, l'opinion publique est un processus social en fluctuation, toujours changeante dans sa clarification, sa direction et sa réaction déterminante à la suite des expériences personnelles et des appels de ceux qui ont le contrôle ou l'accès aux communications de masse (Crespi, 1989, p. 131).

Michèle Mattelart (1981) définit l'opinion publique comme celle d'un citoyen ou d'une citoyenne de type moyen. Elle dit : « Cet individu abstrait, dans le sens qu'il n'appartient ni à la réalité ni à une classe, est donc "au service de l'inertie sociale" (Mattelart, 1981, pp. 33-34) et représente la norme sur laquelle les changements sociaux s'opèrent et sont médiatisés. C'est à partir du maintien de cette norme, de ce profil de base que s'instaure l'équilibre entre l'information et la fiction dans les médias (Martin, 1991, p. 367).

D'après Hall Jamieson et Kohrs Campbell (1992), le média de masse fait partie de tout le processus de communication. Il rejoint le public hétérogène dans son ensemble de façon anonyme avec rapidité et de façon transitoire. Les messages publics sont générés par des sources organisées impersonnelles. La plupart des communications des médias de masse se produisent intimement et individuellement au centre de petits groupes (Hall Jamieson et Kohrs Campbell, 1992, p. 7).

Irving Crespi nous explique que l'opinion publique sert à prédire ce que la nation pense (Crespi, 1989, p. 1).

Tout a commencé avec la première guerre mondiale (1914-1918) par la « mobilisation des consciences » ou le « bourrage de crâne » (Mattelart, 2002, p. 40). Une dose de rumeurs, de nouvelles fabriquées et de clichés truqués sont mis en circulation. Les secteurs du cinéma, de la fabrication et du commerce sont regroupés par les militaires pour fonder une société. L'idée est d'utiliser ce dispositif pour faire la propagande afin d'assurer le contrôle du marché intérieur dominé par les firmes étrangères (Mattelart, 2002, p. 40-41).

C'est ainsi que se fonde le rôle de la presse dont le but est de mobiliser les civils et de les convaincre d'une opinion. Celle-ci fait rentrer la propagande. Comme la guerre demande l'adhésion de tous les civils, il est devenu nécessaire de convaincre la population de façon continue (Bertho Lavenir, 2000, p. 6). Au début de la guerre, le manque d'information contribue à la parution d'articles marqués d'un chauvinisme des plus excessifs, surtout dans les feuillets nationalistes et les journaux populaires (Bertho Lavenir, 2000, p. 15).

Woodrow Wilson, alors président des Etats-Unis, est le premier à utiliser les techniques de la propagande pour sa campagne électorale en 1916. Son but est d'engager la population pacifiste dans la guerre européenne pour l'amener à une position hystérique et belliciste prête à détruire les Allemands (Chomsky et McChesney, 2000). Sa réussite l'a encouragé à créer une autre véritable psychose, le « péril rouge » connu sous le nom de communisme afin d'éliminer les problèmes dangereux de la liberté de la presse et de la liberté d'expression politique. Cette psychose a presque détruit les syndicats. Ce sont les médias et le milieu des affaires qui appuient, organisent et patronnent cette campagne avec succès grâce aux intellectuels progressistes qui inspirent un chauvinisme extrême (Chomsky et McChesney, 2000, p. 17-18).

C'est en 1922 que Walter Lippman, un Américain, fonde la première théorie sur l'opinion publique. Son expérience avec la propagande lui apprend que la nature de l'information et les stéréotypes empêchent les gouvernements et les peuples de s'entendre. Il rédige ainsi une campagne systématique de désinformation pour le public américain (Mattelart, 2002, p. 42).

Ruddock (2001) nous dit également que, comme les Etats-Unis sont entraînés dans la deuxième guerre mondiale, l'administration Roosevelt a de la difficulté à persuader les Américains de descendance allemande et italienne de se battre contre leurs familles; il faut donc changer leurs attitudes rapidement et de façon efficace pour renverser les années de socialisation des citoyens, car le succès de la guerre dépend de leur participation dans les affaires européennes. En 1940, la communication est devenue un moyen pour mouler le tournant national. Des écoles de recherche sont mises en place dans de nombreuses universités américaines prestigieuses pour servir les buts de l'État (Ruddock, 2001, p. 47-48).

Également, Chomsky et McChesney (2000) nous apprennent que l'élite politique et celle des affaires a un mépris complet pour la population et ne recule devant rien, comme mentir et falsifier la réalité pour fabriquer l'opinion publique. C'est l'industrie gigantesque des relations publiques, avec le soutien des médias et des personnalités les plus influentes du monde journalistique qui jouent un rôle important dans le système de propagande. Chomsky affirme que « la propagande est à la société démocratique ce qu'est la matraque à l'État totalitaire » (Chomsky et McChesney, 2000, p. 8-9).

C'est le ministre britannique chargé de la propagande qui invente ensuite la « manipulation de la pensée de la plus grande partie du monde », car il est plus important de contrôler l'opinion des « membres les plus intelligents de la société » américaine qui, à leur tour, répandront la propagande. Le ministre réalise alors que lorsque l'opinion publique est appuyée par les classes cultivées, la propagande de l'État peut avoir des effets considérables (Chomsky et McChesney, 2000, p.19).

Lippman, reconnaissant l'impact de la propagande, appelle ça « une révolution dans l'art d'exercer la démocratie ». Cet art pourrait « fabriquer le consentement » pour obtenir l'adhésion de la population grâce à ses techniques de propagande, car « le bien commun est une notion qui échappe complètement à l'opinion publique » et il est mieux géré et compris par la « classe spécialisée d'hommes responsables » (Chomsky et McChesney, 2000, p. 20).

Pour ce faire, la façon de s'y prendre est de se mettre au service du pouvoir, de la communauté des affaires, et d'avoir comme objectif de guider les masses stupides vers un monde incompréhensible pour elles. Lippman développe ainsi sa théorie de la démocratie progressive dans laquelle un groupe, la classe des spécialistes, gèrera les affaires d'intérêt

général. Elle analysera, administrera, décidera et dirigera les plans politiques, économiques et idéologiques. Ce groupe fera partie des élites et indiqueront aux autres que faire. Lippman nomme la majorité de la population : le « troupeau dérouté ». Le travail de la classe des spécialistes consistera à se protéger contre « les piétinements et les rugissements du troupeau dérouté », de le dompter sans lui permettre d'exercer la violence, de le piétiner et de le détruire sans aucun droit à l'action, car il pourrait causer des problèmes. Cependant, de temps à autre, ces spectateurs auront le droit de donner l'appui à un membre de la classe des spécialistes. Cet appui se fera aux temps des élections, puis le troupeau dérouté se retirera sans faire partie de l'action. Voici les règles d'une société démocratique.

Le devoir du groupe spécialisé est de fabriquer le consentement. Ainsi, les médias, l'enseignement et la culture doivent être séparés pour fournir à la classe politique et aux décideurs une vision de la réalité tout en inculquant des dogmes appropriés. Les spécialistes intéressés à servir les intérêts du pouvoir le font discrètement en assimilant les dogmes et les doctrines pour servir leurs intérêts (Chomsky et McChesney, 2000, p. 23-26).

Selon George Kennan, peu de personne savent raisonner et la plupart des gens sont dominés par leurs émotions et leurs impulsions. Ainsi, ceux qui le savent doivent créer des « illusions nécessaires et des « simplifications abusives, mais émotionnellement convaincantes » pour guider les simples d'esprit naïfs. Comme la société se libéralise et se démocratise, il faut recourir à la propagande (Chomsky et McChesney, 2000, p. 26-27).

Ainsi, la mission des relations publiques est de « contrôler l'opinion publique ». En 1935, lorsque les travailleurs remportent leur première victoire, le système démocratique se montre défaillant et révèle qu'il est possible pour les gens de s'organiser; pourtant, les attentes sont de garder les gens atomisés, séparés les uns des autres et de les isoler. Le fait de s'organiser pourrait amener l'action politique, ce qui serait dangereux. C'est alors que le patronat prend des mesures draconiennes pour empêcher les travailleurs de remporter une victoire législative et la communauté des affaires investit énormément d'argent pour couper court à ces déviations démocratiques par l'usage de la propagande. Le procédé est de monter la population contre les grévistes en les présentant à la population comme des agitateurs dangereux et opposés au bien commun et ce, à l'aide des médias qui sont contrôlés par la communauté des affaires. Cette technique, appelée la « formule de

Mohaw Valley », est employée pour briser les grèves. Elle a beaucoup d'effet sur l'opinion publique à l'aide d'un slogan dépourvu de sens. Celui-ci a pour but de détourner l'attention du problème ou de la question importante. Comme ce système est très efficace, il continue de nos jours. Ainsi, il importe d'empêcher la population de s'organiser, de regarder la télévision isolément pour leur bourrer le crâne avec l'objectif d'acquérir des biens matériels ou de vivre aisément selon l'image de la télévision. Seules les valeurs d'américanisme et d'harmonie comptent dans la vie. De plus, il faut effrayer le troupeau dérouté par des menaces de destruction et le distraire. Ainsi, les syndicats s'affaiblissent, la riche culture ouvrière décline et les mouvements populaires sont détruits. Chomsky et McChesney nous apprennent que la plupart des gens ne prennent plus la peine de voter, car cela n'a aucun sens et la population est incitée à se divertir (Chomsky et McChesney, 2000, p. 29-37).

Ainsi, de la « propagande », on passe au « bourrage de crâne ». Le conflit met aux prises des nations où tout le monde sait lire et où la grande presse joue le rôle d'un média de masse touchant tous les membres de la communauté nationale. Pendant le conflit, les institutions qui règlent les relations entre les médias et la vie politique se transforment. La censure s'installe et les bureaux de propagande se créent. L'information stratégique devient un monopole militaire. Les parlements sont bâillonnés, les commissions d'enquête deviennent confidentielles, mais le peuple doit être informé sans cesse pour l'inciter à participer au combat. Les discours et les images, préparés différemment, tombent sur le terrain, et les pays engagés dans les conflits ne réagissent pas de la même manière. Les pires excès de la propagande viennent de l'imbécillité des gazettes nationalistes. Les bureaux de la propagande, situés aux Etats-Unis et en Angleterre, sont très efficaces en cette matière (Bertho Lavenir, 2000, p. 6-7).

Martin nous indique alors que les deux guerres mondiales ont démontré que la propagande est une arme puissante à la persuasion. Tout ce qu'il faut est de transmettre un message avec assez d'insistance et rempli d'intensité émotive. L'approche des fonctionnalistes, où une société est fondée sur le consensus, reflète un équilibre entre l'interdépendance des individus et leurs besoins personnels différents. Cette approche a dominé en Amérique du Nord au 20^e siècle et a eu une grande influence (Martin, 1991, p. 50-51).

Norman Baillargeon (2001) nous apprend ensuite que les institutions dominantes participent et se maintiennent par la propagande en se servant de leur pouvoir pour opprimer; ils sont les premiers à détruire et à réfuter les outils de libération auxquels ils ont un accès privilégié : les faits, la raison, la vérité, la clarté, l'éducation, etc. Baillargeon (2001) nous informe que la montée des inégalités et l'exclusion n'ont pas échappé aux pays les plus riches. Les revenus des salariés stagnent ou déclinent et la richesse se concentre de plus en plus à un nombre restreint de mains. Le Canada avait promis en 1989 d'éliminer la pauvreté chez les enfants avant l'an 2000. Le Canada a maintenant 463 000 plus de pauvres (2001) et un enfant sur cinq vit dans la pauvreté. Les soupes populaires se sont multipliées depuis dix ans et dans les trois dernières décennies, la mondialisation de l'économie apparaît.

Il nous explique que ce mouvement repose sur une forte intervention de l'État dans l'économie en plus d'une sévère restriction de la circulation des capitaux et des efforts pour accroître le libre-échange. Ce changement a résulté en une montée économique à dominance spectaculaire, au démantèlement des programmes sociaux et à la promotion de la concurrence partout dans notre quotidien. Une idéologie dissimule un modèle d'économie réglementée pour assurer la socialisation des risques et des coûts et la privatisation des profits, sans parler d'une propagande intensive. Cette idéologie transforme les programmes sociaux et les dépenses publiques en péchés économiques graves qui causent tous nos maux. Chez les pauvres, les subventions génèrent une dépendance déplorable qui finit dans les poches des maîtres et de leurs entreprises.

Ceci constitue, par le monde des affaires et les institutions économiques transnationales ou étatiques qui le servent, une véritable attaque contre la démocratie et l'idée de la participation du public dans ses affaires.

Les médias, contrôlés par des cartels, jouent un rôle fondamental dans la préparation et l'adaptation des esprits aux nouvelles réalités. Tout est caché au public et au contrôle démocratique. L'école et l'université ont désormais des missions de transformation et de valeurs constitutives, données par ces mêmes forces, pour les mêmes raisons et les mêmes objectifs. La préparation et l'adaptation des esprits aux nouvelles réalités se fait par la propagande.

2.1.2 Comment et pourquoi l'opinion publique est-elle formée ?

Chomsky et McChesney (2000) nous expliquent comment et pourquoi l'opinion publique est formée. Comme la population n'a aucune raison de s'engager dans les interventions militaires à l'étranger pendant la première guerre mondiale, celle-ci est mobilisée parce qu'effrayée par des propagandes. La population favorise les programmes sociaux plutôt que l'armement; donc, il faut la distraire, il faut aussi la priver, par tous les moyens, de s'organiser et l'isoler de ceux qui partagent les mêmes opinions. Certaines institutions, telles les Églises, ont été impossibles à détruire; c'est là que, par les discours, une bonne partie de l'opposition est née aux États-Unis. De plus, les syndicats sont devenus presque inexistantes et non politisés.

Durandin (1993), de son côté, nous explique que : « La propagande a pour but d'influencer les personnes et les groupes :

- Soit pour les faire agir dans un sens donné, par exemple, voter pour un candidat.
- Soit, au contraire, pour les rendre passifs et les dissuader de s'opposer à certaines actions menées par le pouvoir ou par un groupe antagoniste ».

La propagande tente à influencer et vise à modifier la conduite de l'interlocuteur à travers ses opinions. L'information est un moyen utilisé pour influencer un interlocuteur. Le propagandiste donnera ou retiendra certaines informations et imaginera de fausses informations dans le but de faire agir l'interlocuteur de la manière désirée.

Le deuxième moyen pour influencer la population est la connaissance des désirs et des craintes de celle-ci. Le fait frappant de la propagande est l'accusation mutuelle de mentir. Cette accusation est très fréquente et en est un signe indirect.

Les propagandistes se dissimulent pour inspirer la confiance et ont recours à la propagande « noire » pour cacher le véritable message tout en l'attribuant à une autre source. La propagande et la publicité ont comme but d'influencer les personnes. La publicité influence le domaine commercial alors que la propagande influence les problèmes politiques, idéologiques ou d'intérêt général. Mais depuis deux ou trois décennies, la propagande s'inspire des « marchés ». Avant de lancer une campagne, on procède par des enquêtes auprès de la population pour connaître son opinion, ses désirs, ses comportements, et l'« image » qu'elle se fait d'elle-même, du produit ou du candidat proposé à l'achat ou à leurs suffrages. Ensuite, on élabore différents messages « cibles ».

Bertho Lavenir nous divulgue que le contrôle officiel de l'information se fait par deux types d'institutions :

Premièrement, la censure empêche les informations non autorisées de circuler; ensuite, les institutions de propagande diffusent les nouvelles ou les commentaires souhaités par le gouvernement (Bertho Lavenir, 2000, p. 8). Ces institutions contrôlent l'information pour façonner l'opinion et pour préserver ou construire un consensus national.

Une autre transformation des médias se fait pendant les années 1980 avec l'évolution des chaînes de télévision privées privilégiant les scandales et les ragots. Dans l'adversité, ces chaînes vont chercher les adversaires du candidat sur son propre terrain afin de trouver les failles dans le passé des personnages publics et ainsi lancer une chasse à l'homme pleine d'intérêt pour le public.

La presse écrite nationale sérieuse, liée aux élites, surveille méticuleusement et de façon permanente. Également, la télévision de masse sert à distraire. Pour rester près des électeurs, les présidents se prêtent au jeu, perdant ainsi une partie de leur aura et l'opinion oscille entre la passivité et le rejet lorsque l'image d'un homme public est altérée (Bertho Lavenir, 2000, p. 264-265).

Ainsi, la lutte n'est jamais terminée, car le troupeau n'est pas complètement dompté. En 1930, il s'était rebellé et avait été ramené à l'ordre. Encore une fois en 1960, une nouvelle protestation, appelée la « crise de la démocratie » avait eu lieu parce qu'une grande partie de la population s'organisait, agissait et essayait de s'impliquer dans la politique. La solution était de ramener la population à l'apathie, à l'obéissance et à la passivité, mais là n'était pas la résolution du problème; ainsi, on a changé la politique. Après les années 1960, plusieurs efforts sont faits pour guérir et vaincre cette maladie (Chomsky et McChesney, 2000, p. 39-43).

Pour y arriver, on commence tout d'abord par falsifier l'histoire pour se protéger et se défendre. Depuis la guerre du Vietnam, l'histoire a été réécrite, car trop de gens commençaient à comprendre et plusieurs soldats et jeunes militaient pour la paix. Pour l'imposer, le système de l'éducation et les médias tombent sous un contrôle servant à enfouir la réalité et à l'ensevelir sous des couches de mensonges (Chomsky, McChesney, 2000, p. 45-47).

Ensuite, la culture dissidente s'est répandue et elle prospère depuis les années 1960. C'est dans les années 1970 que la situation a progressé et que de grands mouvements sont

nés, tels les écologistes, les féministes et les antinucléaires. Grâce à ces mouvements, les mentalités ont évolué et des changements importants se sont produits; malgré la propagande, il y a eu un éveil social.

Comme les gens réfléchissent davantage et que le scepticisme envers le pouvoir augmente, les attitudes se transforment lentement. Il devient alors urgent de faire le transfert. Avec le mouvement féministe, le fait de s'organiser, de renforcer ses opinions et de faire des échanges produit des bénéfices. Ce danger à la démocratie doit disparaître, car si les organisations se développent, les gens ne seront plus branchés sur leur écran de télévision et risquent de développer des pensées (Chomsky, McChesney, 2000, p. 49-52).

Comme l'éveil social devient dangereux, on décide de faire défiler les ennemis pour détourner l'attention du peuple, car l'évolution des États-Unis conduit à de plus en plus de problèmes sociaux et économiques menant à une situation catastrophique. Les gens au pouvoir n'ont aucune intention de les résoudre. Aucun plan n'existe pour remédier à ces problèmes. Sous George Bush, trois millions d'enfants sont tombés sous le seuil de la pauvreté, la dette a monté, le niveau d'instruction s'est détérioré et les salaires sont redescendus au niveau des années 1950. Comme les programmes à la télé ne captivent plus autant les gens, il devient alors indispensable de fabriquer des ennemis, d'effrayer le peuple, de le terroriser, de l'intimider pour qu'il ne voyage plus et s'enferme (Chomsky, McChesney, 2000, p. 53-56).

Ceux au pouvoir contrôlent le système de communication pour maintenir la dominance et celle-ci fait partie du pouvoir politique et économique. Moins de deux douzaines de compagnies gigantesques contrôlent la majorité des médias de masse dont le but est de maximiser leurs profits. Ce contrôle est presque invisible dans les médias, si bien que les intellectuels et la population s'en inquiètent très peu.

Ce contrôle privé des médias et des moyens de communication a des effets négatifs dans la vie politique d'une démocratie. Il appauvrit et conduit les citoyens à devenir dépolitisés, apathiques et égoïstes. Les intérêts financiers et commerciaux de la société américaine influencent fortement le contenu de l'information, car les géants des médias fournissent une bonne partie de l'information en plus d'être très puissants et d'avoir un pouvoir politique et économique considérable. Ces obstacles politiques sont mondialisés et infranchissables (Chomsky, McChesney, 2000, p. 82-85).

2.1.3 Quel est le rôle de l'opinion publique?

Crespi (1989) nous informe que George Gallup a développé le sondage comme un outil impartial et fiable visant à éclairer le leadership d'après les résultats du sondage public qui donnent le « mandat du peuple » à suivre pour la nation : « legislators, educators, experts, and editors, as well as ordinary citizens. can have a more reliable measure of the pulse of democracy. » (Crespi, 1989, p. 3-4). Gallup a observé que l'opinion publique dérive des valeurs contribuées par chaque individu dans la vie politique parce qu'il veut avoir une voix sur la décision de son destin. Donc, dans ce sens, l'opinion publique est le pouls de la démocratie. Les sondages servent de pont entre le peuple et les leaders politiques (Crespi, 1989, p. 8-9). Pour Samuel Stouffer, un sociologue, les sondages représentent un instrument de mesure très utile à la démocratie.

Kenamer (1992, p. 2) nous informe que Bernard Cohen (1973) a remarqué que le rôle de l'opinion publique dans la gouvernance amène machinalement à l'hypothèse que le public règne ou participe dans le développement de la politique (p. 20) et donne l'impression que l'opinion est absorbée par osmose dans le système politique (p. 11). Pour la gouvernance, les sondages servent de mesure de l'opinion publique dans une société de masse (Crespi, 1989, p. 11). D'après Jerome S. Bruner, les sondages redressent l'équilibre et sont pour les citoyens ordinaires un moyen de faire entendre leurs voix (Crespi, 1989, p. 8).

Kenamer (1992) nous avise que, dans la vie américaine, les mesures, les discussions et l'intérêt sur l'opinion publique sont devenus incessants et que c'est une catégorie de nouvelles et un point de vue utilisés par le journalisme de compétition. Le public est donc constamment informé sur ses propres opinions de la politique étrangère à sa préférence de chiens et de chats (Kenamer, 1992, p. 1).

2.1.4 Comment l'opinion publique influence-t-elle la société?

Selon Crespi (1989, p. 93-95), les sondages sont largement utilisés pour manipuler le public. Pour les médias, le rôle des nouvelles, en faisant des sondages, est d'encourager le débat public afin de connaître sa pensée qui a une portée déterminante. Les résultats du contenu des analyses et des sondages sont ensuite comparés pour évaluer les similarités entre le média et les programmes publics. Puis, suit le sondage de l'opinion publique pour s'assurer que les gens voient les questions de la journée comme importantes (Rogers et al, 1993). Ces sondages d'opinion publique sont utilisés pour critiquer les travaux des autres qui ont utilisé les mêmes outils (Ruddock, p. 91).

Durant les élections, les groupes intéressés mettent de la pression en utilisant les moyens de communication traditionnels, comme des lettres et des lettres aux journaux, ce qui permet un contact direct avec les représentants élus. Pour que les résultats des sondages enrichissent les débats publics, ils doivent être rapportés au public de façon appropriée et significative (Crespi, 1989, p. 93- 95).

2.1.5 Quels sont les effets de l'opinion publique et son rôle dans le public?

Kenamer (1992) nous explique que le vote est plus visible et qu'il est le signe le plus concret de l'opinion publique, mais la plupart d'entre nous votons avec une vague notion de la position des candidats sur différents sujets, car les campagnes sont dépourvues de problèmes et d'information politique (Joslyn, 1990).

2.1.6 Quelle est la distinction entre la mesure du sondage et de l'opinion?

La distinction entre la mesure, les intentions de vote et les opinions sur différents sujets se fait comme suit : les opinions sur différents sujets ont une composante behavioriste concrète et peuvent influencer le comportement d'une façon très significative. Ce sont des jugements sur un sujet et non des déclarations sur les intentions d'agir (Crespi, 1989, p. 65-66).

Les politiciens ont donc utilisé des techniques de surveillance du public en incluant des groupes focaux, en suivant les sondages et, électroniquement, les réunions de ville qui sont graduellement devenues partie intégrante de la gouvernance. Depuis peu, l'usage de l'opinion publique est mesurée et est le point central pour les politiciens en ce qui concerne la gouvernance. Les politiciens sont sensibilisés aux résultats pour encadrer et communiquer les options des politiques publiques.

2.1.7 Qui utilise les sondages et pourquoi ?

Les sondages sont surtout utilisés par les politiciens, les hauts fonctionnaires et les groupes d'intérêts spéciaux pour développer des campagnes électorales et promouvoir des politiques particulières, mais rarement pour formuler les politiques (Crespi, 1989, p. 90). Ces sondages servent à planifier et à évaluer les campagnes électorales, les activités de relations publiques et les sollicitations, c'est-à-dire les pressions. Ils produisent des informations utiles pour ceux qui cherchent à mouler et à manipuler l'opinion publique (Crespi, 1989, p. 91). Les enquêtes façonnent la conscience collective plutôt que de refléter la diversité des opinions et des désirs et constituent une aide à prendre la décision

en vue du pouvoir. Puis, les journaux publient les résultats d'enquêtes pour stimuler les débats.

Depuis longtemps, les dirigeants cherchent à connaître l'opinion de leurs administrés. En considérant les opinions comme un « fait social », on observe seulement sa répartition. Cela entraîne l'acceptation de la diversité et la reconnaissance du droit à la liberté d'opinion et d'expression. La publication des résultats renseigne le public sur sa propre opinion ou ses opinions et donne l'impression que le pouvoir et les citoyens sont sur un pied d'égalité.

L'émergence des sondages est un signe de liberté d'opinion et d'expression et soulève de nombreuses controverses. Les critiques sont concernées par le pouvoir d'influence des sondages. On craint que la publication des résultats influence et manipule l'opinion publique. Les résultats des sondages truqués peuvent être mis en circulation pour infléchir le comportement des électeurs et peuvent même être inventés de toutes pièces (Durandin, 1993, p. 219- 225).

Ainsi, un nombre de dirigeants politiques ou du monde des affaires s'efforcent de prendre le contrôle des organismes de sondage pour se renseigner les premiers sur l'opinion publique et gérer leurs programmes en conséquence; ils pourront alors tenter d'influencer ladite opinion en choisissant les objets d'enquête, la nature des questions posées, l'interprétation des résultats et la décision de les publier ou non. Dans ces conditions, le problème important est la tromperie.

2.1.8 Comment les sondages sont-ils utilisés pour manipuler ?

Durandin (1993) nous explique qu'une enquête d'opinion par sondage est une opération complexe qui comprend une multiplicité de relations entre les partenaires, ce qui multiplie les occasions de tricherie. Dans la publication, le promoteur a la liberté de publier les résultats. Le public est alors débordé de sondages et n'a pas accès à l'ensemble des sondages ni à un échantillon représentatif de l'ensemble. Tout est communiqué en masquant les données analysées à son insu. Ces sondages serviront peut-être à le manipuler.

Également, la notion de propriété des sondages est discutable, car le gouvernement commande un sondage, payé avec l'argent des contribuables et servira aux intérêts particuliers politiques ou commerciaux. Ce sont le gouvernement et les groupes d'intérêts les plus puissants qui peuvent enquêter et utiliser les résultats pour prendre la décision

dans l'intérêt de la collectivité ou pour des fins de propagande. Le public n'a aucune voix au chapitre; pourtant, il en est le destinataire principal. On lui fera découvrir les résultats déformés, comme provenant de lui, d'autres sources ou recueillies auprès de lui.

Le fait d'écrire aux journaux et aux dirigeants politiques ou à d'autres personnalités révèle un mouvement d'opinion. C'est l'expression de crainte, de protestation et de sentiments d'indignation ou de reconnaissance et d'admiration. Tout peut être imité. Les pétitions ou les cohortes de lettres sont signées d'un mouvement social. Elles fournissent un moyen pour tromper l'opinion sur elle-même. De fausses lettres seront écrites et on s'efforcera de faire croire au public que les lettres sont écrites par les signataires, de leur propre initiative.

Pour ce faire, plusieurs procédés sont employés. Les principaux sont des lettres (réelles ou inventées) simplement citées, des lettres fabriquées et des lettres réelles suscitées.

En ce qui concerne les lettres citées, l'abondance de lettres est propice à la tromperie du public sur sa propre opinion : il suffit de faire un choix et d'évoquer les lettres dans le sens voulu en exagérant au besoin leur nombre et en parlant à peine des autres. C'est un mensonge de nature statistique. Ces lettres fabriquées de toutes pièces produisent l'effet de propagande voulu; elles servent à blâmer les opposants et à louer le pouvoir. Les lettres et les pétitions adressées aux dirigeants ou aux journaux font croire au public qu'il y a une opinion majoritaire au sujet d'un problème donné. C'est l'équivalent de faux sondages.

Également, les manifestations « spontanées » servent à alerter l'opinion publique. En fait, il n'y a pas de manifestations absolument spontanées, car les grandes manifestations sont préparées en déterminant le thème; elles sont filmées et diffusées à la télévision. Comme il y a des manifestations truquées, il est difficile de porter un jugement sur la spontanéité des manifestations, car on est confronté à la psychologie des foules pour susciter l'enthousiasme ou de saintes colères (Durandin, 1993, p. 225-254).

Andy Ruddock (2001) nous dit que les effets des médias sont divisés en deux parties. La première est l'impact des médias sur le comportement et la deuxième est que l'opinion publique a le pouvoir d'influencer la pensée des gens.

La raison d'être des médias est d'influencer directement le revenu de l'entreprise dont la survie dépend de plus en plus des revenus publicitaires. Également, la presse, la

radio et la télévision font des sondages pour repérer les informations. À cause de leur dépendance des revenus, les journaux sont devenus des forces antidémocratiques de la société, car les dirigeants des médias courtisent les riches et se désintéressent du reste de la population.

De plus, le conglomérat des médias censure et déforme le journalisme pour servir ses propres intérêts :

«..La majorité de la population croit toujours à l'existence d'une « presse libre »; elle considère encore le gouvernement comme le seul ennemi possible de cette liberté. Il n'est pas étonnant que les géants des médias ont fait et font toujours la promotion énergique de cette conception de la liberté de presse,..un fait rarement remarqué. » (Chomsky et McChesney, 2000, p. 112-119).

Les puissantes organisations neutralisent l'opinion publique, obscurcissent le débat et sèment la confusion dans la population. Même les maisons d'édition ont été regroupées par les compagnies.

« André Schiffin, l'ancien éditeur du *Random House*, écrit que « la course au profit étouffe notre production culturelle comme un masque de fer ». Il conclut en disant que nous pourrions fort bien avoir des compagnies qui sont des « fournisseurs de culture, convaincus que la pensée unique convient à tous » (Schiffin, 1996, p. 2932).

De plus, Bertho Lavenir (2000) nous informe que Noam Chomsky a analysé la façon dont les médias s'expriment, leur attitude et comment la presse rapporte l'attentat; il tire des conclusions sévères sur la démocratie américaine :

« The public is exposed to powerful persuasive messages from above and is unable to communicate meaningfully through the media in response to these messages... Leaders have usurped enormous amount of political power and reduced popular control over the political system by using the media to generate support, compliance, and just plain confusion among the public. »

Herman et Chomsky reprochent aux médias d'être au service des grandes compagnies américaines pour servir leurs intérêts et leur vue du Département de l'État à l'étranger. Durant les années 1980, les grands journaux nationaux, le *New York Times* et le *Washington Post* sont devenus puissants et sensibles aux débats entre le Congrès et la Maison-Blanche (Bertho Lavenir, 2000, p. 258-259).

Bertho Lavenir (2000) nous explique également que les livres, les journaux et la radio sont assez puissants pour déterminer le destin d'une communauté.

Depuis un siècle, les démocraties parlementaires ont besoin de la presse pour faire fonctionner les institutions. La presse d'opinion traditionnelle s'adresse à la bourgeoisie aisée, informe le citoyen, permet le choix de vote, représente les parties et autorise le débat d'idées, mais surveille le gouvernement et dénonce les abus.

Les journalistes, à leur tour, étalent les divergences entre les opinions de masse et l'opinion publique efficace. Ils écartent les opinions politiques des citoyens ordinaires et retiennent l'information mobilisée lors d'une controverse et la cachent aux citoyens ordinaires. On évite les reportages sur des questions sans réponse et la participation populaire est découragée en ignorant les questions. Les gens de l'intérieur du cercle connaissent les pratiques ou les propositions controversées, alors que le restant d'entre nous l'apprenons trop tard pour faire une différence. Également, les médias calment la question du marché en gardant des vides énormes inexprimés entre les nouvelles médiatiques du secteur public et privé. La technique est de déplacer le problème ailleurs en le rendant moins saillant; ainsi, les journalistes réduisent la motivation à la participation. Cette stratégie rend l'opinion élite plus efficace et plus facile.

Parallèlement, le reportage du secteur public est agressif et défavorable et se fait sur la police, le feu, les écoles publiques, les collèges locaux ou l'université et un grand nombre d'agences (des gouvernements local, provincial et fédéral). Par contre, le reportage du secteur privé est basé sur le travail, le comportement du consommateur et d'autres types d'activité économique. À moins que le gouvernement ne soit impliqué, les médias vont éviter de répandre la définition du « public » à ce comportement. Le reportage couvrira la main d'œuvre, le logement, les loisirs, les modes de vie, etc. Le point de vue central des médias est défini étroitement par rapport au secteur « public » (Kennamer, 1992, p. 52).

De plus, les nouvelles médiatiques ont comme rôle d'introduire les résultats du sondage analytique de l'opinion publique par les candidats et les groupes d'intérêts spéciaux dans le but de convertir le public à leur point de vue. D'après Crespi, ce genre de sondage contribue davantage à la manipulation du public plutôt qu'au bien du public (Crespi, 1989, p. 108).

La qualité de l'information est remplacée par la quantité. Les chroniques sont nombreuses, telles la politique, la télévision, les livres, les personnes âgées, les télématiques, etc. Beauchamp nous apprend que :

« La presse est passée de la fonction de critique à la fonction de chronique.

L'opinion sur les faits remplace l'observation documentée; le choix des sujets est basé sur le gouvernement individuel des journalistes et non sur les besoins d'information du public » (Beauchamp, 1988, p. 83).

Martin (1991), Beauchamp (1988) et Mackie (1983) nous avisent que ceux qui contrôlent l'information décident de l'idéologie à suivre et servent d'agents de socialisation de notre société (Beauchamp, p. , Mackie, 1983, p. 216), alors que les bulletins d'information ont l'habileté de former nos perceptions et d'influencer nos croyances et nos attitudes.

Pour les spectateurs, il devient crucial d'être conscients des inégalités sur les connaissances et le pouvoir qui existent entre ceux qui produisent et contrôlent l'information dans leurs propres intérêts et dans l'intérêt de ceux qui consomment. Noam Chomsky et Robert W. McChesney (2000), comme Baillargeon (2001), nous expliquent que le mécanisme de la production de l'information aux Etats-Unis se répercute mondialement. Alors que Hall Jamieson et Kohrs (1992, p. 98) comme Martin (1991) nous avisent que les informations forment nos visions du monde, tels le sexisme et le racisme (Martin, 1991, p. 5).

Collette Beauchamp (1988) et Marlene Mackie (1983) nous précisent que le monde de l'information est un univers masculin et que la domination masculine s'étend au-delà de la salle des nouvelles. Celle-ci contrôle la définition sociale de l'information et très peu de femmes ont des positions de pouvoir dans cette société patriarcale. La discrimination sexuelle fait la nouvelle dans les journaux et les nouvelles se concentrent sur les besoins des hommes alors que les informations sur le mouvement de libération des femmes sont analysées sous une perspective masculine. L'activité des femmes est sous-estimée, ce qui renforce l'idée qu'elles sont moins importantes. Beauchamp et Mackie nous apprennent que ces hommes ont : « plusieurs façons de concevoir le rôle et l'image de la femme, mais qu'ils exigent une féminité » et cette féminité doit être soumise à des règles de programmation qui leur sont particulières (Mattelart, 1981, p. 40).

Beauchemin affirme qu'ils ont surtout réduit les femmes au silence : on vous écoute, mais on n'accorde aucune crédibilité à vos paroles : « En information, . . . la subjectivité masculine a un parti pris; comme elle prend ses assises sur les valeurs du pouvoir, de l'argent et de la compétition, elle provoque un déséquilibre de l'information en faveur des élites en place » (Beauchamp, 1988, p. 147 à 150).

Mackie (1983) indique que les informations télévisées et écrites doivent plaire au "chef de famille". « Une fois encore, les hommes sont considérés comme la norme et les femmes comme une déviation à cette norme » (Mackie, 1983, p. 216).

De son côté, Martin (1991) nous informe qu'Armande Saint-Jean (1989) a constaté que le contenu des informations ne couvre pas la réalité des femmes, telles les difficultés qu'elles rencontrent (Saint-Jean, 1989, p. 8). Elle nous avise que chaque médium nous communique certaines valeurs, certaines croyances, certains mythes ou préjugés fondés sur les tendances économiques, politiques et idéologiques qu'il supporte.

L'information des médias est souvent produite pour un public cible, isolé des autres. Les producteurs des médias de masse ont des outils sophistiqués pour mesurer l'audience et se renseigner avec précision sur les caractéristiques de leurs spectateurs.

Également, ils construisent la réalité de la même façon que nous construisons notre propre vision du monde qui est basée sur nos observations et nos expériences. Donc il est impossible de comparer leurs constructions à notre propre réalité. Les spectateurs interprètent ou négocient les significations présentées et le résultat de cette interaction selon leurs besoins, leur quotidien, leur attitude raciale et sexuelle ainsi que leur environnement familial et culturel.

Les effets des médias de masse ont des implications sociales et politiques. Ils renforcent la légitimité existante et ont un impact sur notre vie familiale et nos loisirs. La forme du médium a amené des changements sociaux et culturels comme l'imprimé a changé la façon de penser des peuples sur l'oral et l'écrit (Martin, (1991), p. 1-11).

Michèle Mattelart (1981) et Beauchamp indiquent ensuite que le rôle politique des médias se trouve dans la reproduction de la coexistence harmonieuse des différentes classes sociales et des groupes sociaux de la société. Les médias réduisent les tensions en démontrant que chacun a un rôle à jouer et que la société doit retrouver sa cohésion en légitimant l'opinion publique.

Beauchemin (1988) indique à son tour que les médias soutiennent l'idéologie de la guerre des puissances occidentales, alimentent le racisme, les rumeurs et le spectacle. Le plus inquiétant est que l'information est devenue une sorte de divertissement centré sur le spectacle, la violence, la misère, le sensationnalisme médiocre, vulgaire et voyeur qui prime sur l'histoire globale et la perte de sens de l'histoire d'une nation. Selon Edward Herman et Noam Chomsky (1988), la liberté et la démocratie sont en danger.

Également, Tom Patterson nous dit que les électeurs sont mal informés et mal équipés pour choisir le meilleur candidat et les politiciens et ont de la difficulté à s'identifier à eux, car le système des nouvelles est caractérisé par plus de fragmentation et de formats tabloïds. Les journaux prennent de plus en plus les propriétés associées à la télévision et l'industrie a besoin d'explorer le mal causé par la mentalité du marketing. Les journaux ont trop d'importance dans le fonctionnement de la démocratie (p. 62-63).

Maurice Mégret indique à son tour qu'aux techniques d'influence scientifiques, l'utilisation de la psychologie est étroitement liée à la manipulation et à la désinformation (Durandin, 1993, p. 208-216).

2.1.9 L'établissement de l'ordre du jour

Le pouvoir du média, selon McCombs et Shaw (1993), est dû à son habileté à diriger l'attention du public vers certains événements ou questions en isolation. Le paradigme a progressé à tel point que le pouvoir de déterminer ce que les gens pensent est influencé par les pressions institutionnelles qui disent aux gens à quoi penser : « Both the selection of objects for attention and the selection of frames for thinking about these objects are powerful agenda-setting roles » (McCombs and Shaw, 1993, p. 63).

Edelstein (1993) élabore également sur le fait que le média donne le cadre d'interprétation en suggérant les raisons du problème et les solutions potentielles dans le processus; il identifie cinq types de problèmes : le besoin des conditions, la privation, le blocage, le conflit et l'incertitude. Les événements sont présentés dans le média comme l'une de ces conditions et les types de questions signalées au public par les médias comme étant saillants, peuvent aussi avoir un attrait persuasif.

Aux Etats-Unis, Herman et Chomsky (1988) notent plusieurs liens et intérêts communs entre le média, le gouvernement et le secteur de la corporation aux Etats-Unis qui préviennent la liberté de faire circuler l'information. Pour le développement de la

connaissance politique et l'opinion publique, les conséquences d'une telle relation sont comme suit :

«...our aim is to explore public opinion in more depth by asking people not only what they think, but what they know. Since knowledge provides a basis on which opinions are constructed, we can thereby see what informs public knowledge. The role of the media is instrumental in this context, not so much indirectly swaying opinion one way or another, but in providing a very particular knowledge base. Our concern is to explore the nature of this knowledge base, and to see whether it is informed, uninformed or misinformed (Lewis et al, 1999, p.1).

Parallèlement, la plupart des nouvelles « officielles » sont acheminées, premièrement par le gouvernement; et les journalistes utiliseront ensuite, autant que possible, d'autres sources. Le gouvernement et les sources d'affaires sont les plus accessibles aux journalistes.

Shoemaker et Reese (1991) nous disent que le bulletin d'information couvre davantage l'opinion dominante et les organisations médiatiques élitaires tel le *New York Times* dirige l'agenda des médias. Ceux-ci aident à maintenir les barrières de l'ordre social en démontrant ce qui est acceptable ou non. Les personnes et les événements pervertis peuvent être banals ou montrés comme dangereux. Les élitaires répondront aux médias en tant que classe quand le noyau des principes idéologiques sera menacé.

Hall Jamieson et Kohrs Campbell (1992) nous précisent que le reportage de presse est idéologique et reflète les intérêts de quelques groupes et classes sociales et dissimulent les relations réciproques entre le public et le secteur privé. D'après le chroniqueur Tom Wicker du NEW YORK TIMES, le journalisme objectif va toujours favoriser la position des établissements et n'existe pas moins que pour éviter d'offenser : «objective journalism always favors Establishment positions and exists not least to avoid offence of them » (p. 82).

Les reportages ont servi d'instrument pour produire un changement de la société (Hall Jamieson et Kohrs Campbell, 1992, p. 89 et 92). Les messages médiatiques ont changé notre façon de vivre. L'impact de la télévision a été des plus spectaculaires et elle a modifié notre façon de recevoir les informations. De plus en plus, les bulletins d'information sont transmis par la télévision plutôt que par les journaux et la plupart d'entre

nous pensons que ces bulletins d'information télévisés sont davantage dignes de confiance que les bulletins d'information d'autres sources.

Les Américains ont peur du pouvoir de la presse, du pouvoir et de l'influence des médias de masse en général, car la croyance est que ceux-ci sont monolithes, contrôlés de plus en plus par moins de gens parlant d'une seule voix (Hall Jamieson et Kohrs Campbell, 1992, p. 8).

Également, tous les médias ne sont pas égaux. On peut dire presque tout, mais pas n'importe où. L'imprimé est un dérivé. L'écrit est donc contrôlé selon ses clientèles. La presse illustrée est soumise à une stricte censure et mobilisée par la communication politique. Les médias sont accessibles à tous et font participer les individus selon leurs compétences. Le lecteur du SUN n'aura pas droit aux mêmes informations que celui du NEW YORK TIMES. Les journaux véhiculent toutes sortes de choix implicites, de préjugés inavoués. Depuis longtemps, ils défavorisent les pauvres, les femmes et les étrangers. Ils soutiennent des institutions, sont complices des propagandes de l'État et s'abandonnent aux lobbies. Aujourd'hui, les médias se mondialisent en même temps que les réseaux, les entreprises et les institutions et ont évolué avec une rapidité impressionnante (Bertho Lavenir, 2000, p. 268-271).

Martin (1991) nous dit que la socialisation constitue le lien entre un individu et la société. Une grande partie de cette socialisation se fait par des médias de masse. Pendant qu'elle s'effectue, nous apprenons des valeurs qui conduisent le processus selon les sexes. Les milieux d'appartenance des agents de socialisation sont intégrés économiquement, politiquement ou écologiquement. Une personne peut emprunter des valeurs, des idées et des modèles selon son cadre de référence. Le système scolaire, les médias, la littérature populaire, le cinéma, etc., transmettent les valeurs des classes dominantes :

« Nous sommes littéralement bombardés de messages et de valeurs qui peuvent influencer nos expériences sociales. Les connaissances venant des médias ou les habitudes (bonnes ou mauvaises) provenant d'un groupe d'amis vous ont été communiquées de façon involontaire » (Martin, 1991, p. 146).

La question de base de toute analyse féministe scientifique est : quelles sont les racines (sociales, politiques, économiques, idéologiques) de la différenciation entre les expériences des femmes et celles des hommes? » (Martin, 1991, p. 149).

Ces différences apprises pendant l'enfance se maintiennent pendant toute la vie et se transforment souvent en discrimination envers les femmes. Cette discrimination se retrouve dans toutes les sphères de la société, tant au travail que dans les loisirs. Les métiers féminins continuent à être dévalués et dépréciés face aux métiers masculins, tant sur le plan social que culturel. Malgré le travail essentiel de la femme, son action invisible est considérée comme normale et sa valeur économique n'est pas reconnue, car elle n'est pas rémunérée. Les médias renforcent cette dévaluation du travail domestique par la programmation et par les contenus qui « valorisent » les femmes qui restent au foyer et qui se consacrent à leur famille. Pourquoi ces types de discrimination existent-ils dans notre société ?

D'après les analyses féministes, les métiers féminins qui exigent des aptitudes dites « naturelles » pour les femmes (nettoyer, soigner, etc.) sont considérés comme moins importants et moins prestigieux que les métiers masculins. Dans une société patriarcale, les hommes prennent des décisions sur l'organisation sociale suivie par les femmes. Lorsque certaines femmes obtiennent un poste de pouvoir, elles sont toujours en minorité et elles sont obligées de taire leurs expériences de femmes pour adopter les idées des hommes et calquer leurs activités. Martin (1991) soutient que : « les femmes ont le choix entre « observer le silence » ou « se faire imposer le silence » (p. 151).

Martin (1991) nous dit que l'idéologie supporte le système de classes et la domination masculine dans les postes de décision (entreprises financières ou institutions politiques). On peut aussi observer l'inégalité entre les femmes et les hommes dans les médias de masse, chez les employés et dans les contenus.

Le mouvement des femmes a fait ressortir les inégalités sociales entre les hommes et les femmes et a attaqué la distribution sexuelle des rôles. Les hommes et les femmes sont affublés de stéréotypes : les hommes sont taxés d'agressifs alors que les femmes sont identifiées comme soumises. Cette discrimination des femmes se retrouve particulièrement dans les médias pour certaines occupations publiques alors que d'autres se limitent à la sphère privée.

Également, la discrimination des femmes s'accroît au fur et à mesure qu'elle avance dans la hiérarchie des travailleurs visant l'obtention de plus de pouvoir; elle affronte alors la résistance des employeurs et de ses collègues. Si elle fait partie d'une minorité visible, il lui sera presque impossible d'obtenir un poste de contrôle. Ces

pratiques sont aussi influencées par les milieux où elle travaille et il y a davantage de discrimination dans les médias publics que privés.

Selon Dubois, les critères d'embauche pour les femmes sont différents de ceux des hommes. Elles doivent être jolies et leur expérience n'est pas toujours reconnue lorsqu'il s'agit de promotion; elles sont souvent moins promues à des postes de décision. Concrètement, cette pratique se traduit par la dévalorisation des femmes sur le plan assignation, salaire et avancement. Avec la monopolisation des industries médiatiques par un petit groupe de capitalistes, cette tendance augmente dans le processus de production des contenus médiatiques. Là comme ailleurs, les femmes ont des occupations ayant peu de statut, de pouvoir et de rémunération. Elles occupent en majorité des positions subalternes (Martin, 1991, p. 142-167, Statistique Canada, 2003 et 2005, Finnie & Wannell, 2004).

2.1.10 Comment pouvons-nous influencer les médias?

Hall Jamieson et Kohrs Campbell (1992) nous disent que, par les moyens persuasifs disponibles aux individus, aux groupes, aux mouvements sociaux et aux organisations non gouvernementales, nous pouvons influencer les médias pour faire changer le contenu ou la forme de publicité ou des bulletins d'information. En écrivant individuellement des lettres de plainte protestant contre n'importe quel article, ils réaliseront qu'il y a une augmentation considérable de mécontentement. Dans les deux médias (la presse écrite et la télévision), les lettres décrivant les erreurs basées sur des faits sont lues attentivement et perçues comme des critiques si elles arrivent en grand nombre ou si elles sont inattendues.

Les plaintes doivent être adressées à la division du réseau rattachée aux services du public et au directeur des affaires communautaires. Ce procédé met la pression directement sur les responsables qui donnent leur approbation au contenu du réseau. De plus, cela amplifie le mécontentement en encourageant la station locale, dont la licence dépend du service de la communauté, à ne plus accepter ce matériel parce que le réseau veut s'assurer l'appui de ses affiliés satisfaits; les expressions de mécontentement envers les stations locales du réseau sont très persuasives (Hall Jamieson et Kohrs Campbell, 1992, p. 234-235).

2.1.11 *Quels sont les enjeux pour l'éducation ?*

L'éducation est une condition importante pour l'avenir commun de la société. Elle sert d'instrument privilégié d'émancipation individuelle et de progrès collectif à travers la raison et la connaissance; elle vise l'égalité des chances, la liberté et la valeur des individus. Baillargeon (2001) nous dit que : « ...l'éducation était perçue comme un moyen privilégié... » (p. 82). Il indique que nous sommes à l'âge de la lumière et que ce programme ne satisfait pas la classe montante des spéculateurs, appelés les maîtres. Baillargeon indique qu'il faut redouter de sa puissance et s'en méfier (Baillargeon, 2001, p. 81-82).

Jerrold K. Footlick (1997), un journaliste, nous avise que l'Assemblée législative et le Congrès des États-Unis ne supportent plus l'éducation supérieure ni les étudiants qui s'y consacrent et personne ne les critique. Footlick (1997) soutient que « American higher education is the best in the world .yet state legislatures and the U.S. Congress have become less enthusiastic in their support of higher education and its students. And no one...seems reluctant to criticize » (p.1).

Peu d'éducateurs de haut niveau ne comprennent la façon dont les médias fonctionnent et vice-versa. Ces institutions ont différentes aspirations et servent des besoins différents, ce qui est un problème.

Footlick (1997) avertit la communauté éducative que le reportage sur l'éducation passe de médiocre à déplorable: « As an experienced journalist, I feel a responsibility to caution them about their dealings with the media today—because coverage of education ranges from mediocre to woeful » (p. 3).

Les éducateurs ont besoin d'aller plus loin dans cette relation parce que les reportages sur l'éducation ne s'améliorent pas, mais empirent plutôt sous plusieurs aspects. Moins d'espace qu'auparavant est consacrée à l'éducation. Les éditeurs de journaux ont indiqué que ceux-ci ne feront plus de reportages sur l'éducation postsecondaire de plus de 1 500 mots. Plutôt que de couvrir l'éducation de façon modérée, trop d'organismes de l'information rapportent ses difficultés.

Le *New York Times* est le journal le plus important aux États-Unis parce que c'est lui qui a le plus d'influence chez les journalistes. Une histoire du *Times* mise en première page est vite couverte par d'autres organismes de l'information comme si c'était une nouvelle information. Le *Times* , le *Wall Street Journal* et le *Washington Post* jouissent

d'une énorme influence. Lorsque les événements attirant les décisions politiques ou les désastres naturels ne dominent pas les nouvelles, un trait positif sur l'innovation en éducation pourrait se trouver à la une (Footlick, 1993, p. 1).

Bertho Lavenir (2000) nous dit que la tendance à la propagande est enracinée dans les savoir-faire des démocraties parce que les conflits remettent en cause l'existence du pays. La maîtrise des techniques de propagande permet de souder la communauté, de faire oublier les fractures et les conflits et d'espérer l'emporter; la censure réduit la presse au silence, les débats parlementaires se font à huis clos, les informations qui éclairent les choix des députés sont secrètes. Pour renforcer l'unité du pays et mobiliser les militants, toutes les dérives sont permises. L'opinion pacifiste est réduite à la marginalité, sinon au mutisme. La propagande d'État prend des formes sans précédent. Le système de circulation de l'information du 19^e siècle est dérégulé.

Au Etats-Unis, le mot « propagande » est une discipline universitaire qui s'apparente aux méthodes de recherche sur la publicité et sur les forces commerciales de manipulation de l'opinion. Les médias se transforment. La presse se sépare en deux groupes : la presse populaire et la presse d'opinion. Cette dernière est très fragile et restreinte. En Angleterre et aux Etats-Unis, c'est la puissance des dirigeants de la presse qui inquiète les défenseurs de la démocratie.

D'après les explications précédentes, nous savons que les manifestations sont le reflet de l'opinion publique. Les enseignants d'Edmonton ont d'abord manifesté à l'Assemblée législative sur l'état de l'éducation et sur les conditions de travail; puis, ils ont fait la grève en février 2002. La question qu'il convient de se poser alors est : pourquoi y a-t-il eu une grève des enseignants à Edmonton ?

2.2 *La grève*

2.2.1 *Les raisons d'une grève*

D'après Gérin-Lajoie (1992), la grève est une crise de survivance causée par des raisons externes à l'entreprise, car celle-ci est menacée de disparaître et les négociations deviennent essentielles à sa survie et à son sauvetage. Il dit : « Ce sont les crises où, pour des raisons extérieures à l'entreprise, celle-ci est menacée de disparition » (p. 201).

Cependant, malgré la menace de fermeture, il existe toujours un moyen de négocier, car la décision finale n'a pas encore été prise.

Après la crise liée à la survie, de nouvelles formes d'organisation du travail surgissent, mais s'atténuent pour enfin disparaître. D'autres effets se produisent quand l'employeur demande des concessions et que le syndicat réduit ses négociations. À ce moment, le régime est stable et fonctionne pendant un certain temps et même lorsque les négociations reprennent. Depuis quarante ans, les négociations ont augmenté parce que le syndicat en était la partie demandeuse.

Durant la grève, à cause du climat conflictuel, une multitude de « caucus » internes se tiennent, surtout du côté syndical; ceci indique aussi une hausse de conflits internes. La discipline de la négociation exige de ne pas contredire le porte-parole pour réclamer un « caucus », c'est-à-dire une discussion privée sans le comité patronal. Le processus commence par l'annonce du porte-parole et la cruauté des propos fait ressortir l'intensité du conflit officiel entre les deux parties impliquées. Le conflit informel des employés est représenté par le syndicat et est exprimé sans crainte au niveau local. Cette règle générale au secteur public n'est pas la même que celle du secteur privé. Le négociateur patronal est très attentif aux résultats des caucus car il y a possibilité que sa nécessité soit feinte et non réelle. Cette feinte encouragerait une dissidence interne en valorisant le compromis invoqué par le porte-parole.

La tension est le deuxième indice du climat car, l'heure est grave et chacun réagit à sa façon. Le porte-parole principal peut être muet, triste, impassible, serein, expressif, agité, irascible ou colérique. Cependant, le plus important est d'être prévisible, de se faire connaître et d'être sincère. La négociation est une activité humaine et sociale très sophistiquée. La prévisibilité des porte-parole est plus grande, car ils auront à vivre avec les résultats de la négociation autant que les autres négociateurs, que l'entreprise et ses employés. En coopérant tous, on contribuera à l'action du conflit.

Si on partage l'opinion du porte-parole qui pressent qu'une grève est inévitable, celle-ci sera déterminée par un vote favorable. Sinon, le comité syndical de négociation peut être discrédité par ses membres et les employés s'ils recommandent le contraire. Donc, l'évaluation du comité syndical se fait pendant la préparation à la grève. On peut, de part et d'autre, manquer de compréhension et, si la grève est en vigueur, on doit se préoccuper de son règlement et de ses effets à long terme dans l'entreprise du point de vue

de la rentabilité, du marché, du niveau de l'emploi ou du climat interne de travail. La grève peut varier de trois à huit mois et son contenu est plus important que sa durée. C'est par l'effet à long terme qu'on juge la négociation. Les émotions sont chargées durant les désaccords internes entre les deux parties à cause des commentaires privés ou publics sur l'adversaire. Selon Gérin-Lajoie (1992), le comportement d'indignation, de dispute, d'insulte ou de grossièreté est courant, car la négociation fait partie du terrain des conflits, des intérêts et des valeurs qui sont émotives et non cérébrales. La grève est une lutte contre l'injustice disciplinaire dans le but de se protéger contre l'insécurité, la routine et la médiocrité sans compter la possibilité de se fâcher par rapport à une décision arbitraire. Cependant, la négociation des intérêts personnels peut causer du ressentiment, de la colère et se terminer par une dispute (Gérin-Lajoie, 1992, p. 205).

Le climat conflictuel est complexe. Il dépend des personnes, des groupes et des organisations, des réalités humaines, sociales et organisationnelles. Deux procédés sont importants : celui de la résolution des problèmes et des revendications; le deuxième est le dénouement ou la peur qui peuvent résulter des divergences lors d'une menace et qui dépendent de la relation mutuelle d'emploi. Chaque négociation est différente l'une de l'autre. Sa complexité provient des rapports sociaux des participants avec les organismes; la vie sociale et organisationnelle y prend tout son sens (Gérin-Lajoie, 1992, p. 201 à 206).

Si la grève indique une crise de survivance de l'entreprise menacée et une lutte contre l'injustice, l'insécurité et la médiocrité, il devient dès lors primordial de savoir quelles sont les conditions de travail des enseignants.

2.3 La profession enseignante

Giles et Proudfoot (1990) nous informent qu'enseigner avec efficacité demande des efforts considérables sur le plan de la planification et de la pensée profonde. L'enseignant vit et travaille dans de nombreuses communautés, sert un vaste public et joue plusieurs rôles : instituteur, conseiller, confident, ami, collègue et administrateur. L'enseignement implique les services, les lois et les règlements, les aspirations et les désirs du peuple canadien et ceux de l'ordre professionnel des enseignants. De plus, l'enseignant utilise son intuition, sa créativité et son improvisation. Il est donc impossible pour l'enseignant d'ignorer toutes ses forces (Giles et Proudfoot, 1990, p. 1).

Sa tâche professionnelle lui demande d'entretenir des relations vitales et très personnelles à la vie délicate et privée des individus. Son jugement de valeur doit respecter au plus haut point les principes éthiques tout en démontrant un complet dévouement. Le service rendu est quelque peu unique, mais le public en général semble croire qu'il n'y a rien de spécial à enseigner et que le travail des enseignants n'est pas essentiel. Pourtant, l'éducation est nécessaire à l'être humain. Les enseignants doivent lutter pour maintenir leur statut et augmenter leur visibilité.

2.3.1 Les caractéristiques de la profession enseignante

L'enseignement est à dominance féminine où les femmes ne sont pas représentées également dans les positions administratives (CMEC, 1998, p. 11-12 et CMEC, 2003, p. 65). Selon Levin & Young (1998), il y a un manque de représentation masculine dans la profession et le vieillissement des enseignants est inquiétant (Levin & Young, 1998, p. 177 et p. 198). De plus, plusieurs gouvernements n'engagent plus de personnel et peu d'offres sont faites aux jeunes les incitant à s'engager dans cette profession. Parallèlement, depuis 1990-1991, il y a une augmentation d'enfants handicapés, exceptionnels ou connaissant des difficultés d'apprentissage (CMEC, 1998, p. 11-12 et 2003, p. 65).

Également, le travail des enseignants est très isolé à cause d'un manque de culture commune guidant cette pratique (Fullan & Steigelbauer, 1991, p. 119). Les enseignants improvisent constamment, car les classes fonctionnent rarement selon le plan (Clark & Peterson, 1986) et (Levin & Young, 1998, p. 270). Enseigner implique parallèlement des conflits de rôles; l'enseignant souhaite inculquer aux élèves le désir d'apprendre et de réussir, mais il doit consacrer son énergie à contrôler le comportement de ses élèves et à les évaluer selon des standards externes (Levin & Young, 1998, p. 180).

2.3.2 Le syndicat et la profession

Il a été reconnu pour le syndicat des enseignants qu'il est nécessaire d'utiliser des tactiques syndicales pour rehausser la profession d'enseignant et obtenir un meilleur standard de vie et des conditions de travail comparables aux autres professions (Giles et Proudfoot, 1990, p. 315).

2.3.3 Les conditions de travail des enseignants

En septembre 1996, après avoir examiné de nombreuses études, un rapport du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) nous informe que le fardeau des écoles augment la charge de façon impossible et que les attentes par rapport à nos écoles

semblent être sans limite. On ne peut répondre aux attentes, car elles causent un stress énorme aux enseignants. Pendant des décennies, les enseignants ont dû introduire les programmes de la commission scolaire et du ministère sans préparation adéquate, ni ressources alors que les précédents programmes n'avaient pas encore été assimilés complètement ou même évalués (CMEC, 1998, p. 14).

Les enseignants ont subi des coupures de personnel, de l'insécurité d'emploi, des classes nombreuses, de la formation continue pour répondre aux besoins des élèves réguliers et de ceux nécessitant une attention particulière : « The burdens on schools are growing impossibly heavy [...] The expectations that we are placing on our schools seem to be without limit, and they simply can't be met [...] (CMEC, 1998, p. 14). Ce même point de vue se répète dans le document de l'Association des enseignants de l'Alberta « Trying to Teach » (1993) et dans celui de la Fédération des enseignants de la Saskatchewan « Take Another Look at School Series » (CMEC, 1998, p. 14).

D'autres études indiquent que le professionnalisme des enseignants est en train de s'éroder solidement et que leur point de vue n'est pas pris en considération lors des changements implantés. De plus, la proportion des femmes dans les positions administratives doit augmenter, car à chaque changement d'administration, elle diminue de façon marquante. Une étude faite par la Fédération des femmes enseignantes de l'Ontario « Go For It : Barriers to Women's Promotion in Education » démontre comment les attitudes et les systèmes continuent à mettre des barrières au changement : « attitudes and systems (continue to be) barriers to change » (CMEC, 1998, p. 14-15, FWTAO, Go for It (1991) et A lot to Learn (1991)).

Malgré l'échelle salariale uniforme, le rapport du CMEC (1998) indique que les femmes gagnent près de 10 pour cent moins cher que leurs collègues masculins. À cause du peu de contrôle sur leurs conditions de travail qui sont affectées significativement par les développements externes à l'école tel le chômage des parents, la pauvreté, la violence et les enfants soumis à la publicité télévisée, il est difficile de valoriser les activités scolaires (CMEC, 1998, p. 15 et Levin & Young, 1998, p. 189).

En 2002, les rapports de Statistique Canada révèlent que les enseignants utilisent le deux tiers de leur temps à la préparation et la correction en l'absence des élèves. Ceci démontre un déséquilibre évident (p. 9).

De plus, plusieurs enseignants rapportent que les élèves ont beaucoup changé. Ils ont plus de problèmes émotifs et comportementaux sérieux, sont plus agressifs, irrespectueux et ils revendiquent leurs droits (King et Peart, 1992, p. 224).

Il y a eu plusieurs restructurations du système de l'éducation sans consultation des enseignants. La plupart d'entre eux critiquent la direction que prennent les écoles. Plusieurs sont frustrés parce qu'ils jouent plusieurs rôles (King et Peart, 1992, p. 225).

Enseigner efficacement et apprendre requièrent un respect mutuel et une communication ouverte. Pour être efficace, l'autorité des enseignants doit être acceptée par les élèves, car ce sont eux qui apprennent (Levin & Young, 1998, p. 275).

Le stress causé par l'isolement, l'absence du contrôle, la charge de travail et les relations des enseignants avec leur(s) administrateur(s) peut miner les services (Levin & Young, 1998, p. 179-180).

Jerome M. Rosow (Giles et Proudfoot, 1990) nous indique que lorsque les organismes se questionnent sur la qualité de vie au travail, ils atteignent une plus grande percée dans la productivité : « When organizations have addressed the issue of the quality of working life, they have always achieved great productivity breakthroughs » Jerome M. Rosow (p. 319).

2.3.4 *Les vacances estivales 2000*

En Colombie-Britannique, pendant les neuf semaines de vacances, les enseignants se reposent et travaillent à cause de leur faible rémunération comme enseignants. D'autres occupent un autre emploi, suivent des cours ou font du bénévolat. Avant la rentrée, plusieurs passent au moins une semaine à se préparer. Les nouveaux enseignants consacrent trois ou quatre semaines à s'organiser pour la nouvelle année scolaire. De plus, ils assument des responsabilités familiales ou se rétablissent d'une maladie ou du stress ou encore s'occupent de la maison (Statistique Canada, 2002).

2.3.5 *L'éducation des enseignants*

Dernièrement, la formation universitaire des enseignants a augmenté considérablement afin d'obtenir un certificat (Giles & Proudfoot, 1990, p. 312). Leur formation est examinée minutieusement par le ministère de l'Éducation de l'Alberta et des mises à jour sont continues (CMEC, 1998, p. 24). De plus, on en fait très peu pour encourager l'inscription masculine aux programmes contingentés de l'enseignement à l'élémentaire (CMEC, 1998, p. 23). Selon le document préparé pour CTF/Education

internationale par la Fédération des enseignants de la Saskatchewan, l'enseignement se retrouve au même niveau que la profession de médecin et de génie (CMEC, 1998, p. 24).

2.3.6 Le développement professionnel

La formation continue est nécessaire pour atteindre l'excellence en enseignement (CMEC, 1998, p. 14). C'est pourquoi plusieurs enseignants consacrent beaucoup de leur temps libre et de leur argent pour étudier afin d'améliorer leur enseignement (Levin & Young, 1998, p. 191).

2.3.7 Le salaire des enseignants et leurs récompenses

Giles & Proudfoot (1990) indiquent que plusieurs dispositifs de compensations directes et indirectes offerts dans le secteur privé et à quelques niveaux du secteur public ne sont pas disponibles pour les administrateurs (p. 335-336).

Cependant, l'argent est un moyen universellement admis pour échanger nos talents contre des choses qui satisfont nos besoins; également, la valeur économique d'un enseignant est influencée par sa position dans la hiérarchie de l'école (Giles & Proudfoot, 1990, p. 338).

Les enseignants qui entament un contrat personnel pour des services professionnels doivent étudier et comprendre les conséquences de chaque clause de leur contrat; donc, ils sont fortement incités à aller chercher des conseils (Giles et Proudfoot, p. 335 à 343).

Dans leur étude de 1992, King et Peart nous apprennent que la compensation salariale des enseignants est controversée dans plusieurs communautés, car elle est financée à même les taxes municipales. King et Peart nous disent : « ...plus le salaire augmente, plus le respect diminue. » (King et Peart, p. 173). Plusieurs appels ont été faits, particulièrement aux Etats-Unis, pour implanter une forme de salaire selon le mérite; les associations d'enseignants s'y opposent fortement à cause des caractéristiques de la profession (son incertitude, sa nature non technique et unique). Le mérite est extrêmement difficile à mesurer et les enseignants n'ont aucun contrôle sur la plupart des conditions de leur travail. Dans ces circonstances, le salaire selon le mérite est un concept très inquiétant (Cohen et Murnane, 1986 dans Levin & Young, 1998, p. 188).

3. La méthodologie

La problématique de cette étude est centrée sur « La perception du public face aux enseignants. » Pour répondre à cette question, l'étude se base d'abord sur la découverte de l'opinion publique sur les enseignants à partir de lettres envoyées à l'éditeur du *Edmonton Journal* entre la période de janvier 2001 et janvier 2003; deuxièmement, à partir de ces lettres, de décrire le profil des enseignants tels qu'ils sont perçus par le public, de donner le point de vue de ce public et des enseignants, etc., et d'en faire une évaluation quantitative et qualitative.

Les données ont été recueillies à partir des lettres expédiées à l'éditeur du *Edmonton Journal* entre la période du 1^{er} janvier 2001 au 1^{er} janvier 2003. Le nombre total des données est de 467 lettres. Ces lettres proviennent de 46 élèves, 119 enseignants, 116 parents et 186 du public en général.

Chaque lettre, tirée du *Edmonton Journal* dans la section « Letters to the Editor », a été examinée minutieusement et classée par catégorie selon le thème dominant. Les catégories ont été formées selon les sujets, les idées centrales, la perception et les expériences qui en sont ressorties fréquemment.

Pendant le classement des catégories, les lettres ont été traduites de l'anglais au français. Ensuite elles ont été codifiées d'après leur provenance (élèves, enseignants, parents, public,) puis, chaque catégorie a été compilée. Une fois regroupées, les catégories ont été encore une fois classées par sous-catégories. Puis les idées principales et les mots récurrents ont été regroupés, transposés en statistiques et ensuite analysés.

La perception et les attitudes ressorties des lettres du public sont nettement différentes de celles des enseignants; donc, elles ont été divisées en deux parties. Cette perception et ces attitudes sont exposées dans chaque tableau selon les thèmes qui en sont ressortis. La première partie comprend la collection des opinions du public, tirées des lettres envoyées à l'éditeur du *Edmonton Journal*, fait ressortir les stéréotypes, les idées qu'on s'en fait (perception), les motifs, l'identification, les frustrations, les conflits, les tensions, l'anxiété, les sentiments de culpabilité, les habitudes, les complexes, les fixations, le cadre de référence, la dissonance, le croisement de la pression, les valeurs, le traumatisme du public; la deuxième partie présente la perception des enseignants. En faisant la comparaison entre les idées du public et celles des enseignants, il apparaît

évident qu'elles sont divergentes. Ceci est également démontré dans les tableaux. Les opinions qui en sont ressorties sont présentées ci-dessous.

3.1 Les enseignants selon le public

3.1.1 La profession des enseignants selon le public



Figure 1

Aucune autre profession n'a autant d'exigences que celle de l'enseignement. Ce n'est pas un métier facile ni une profession pour s'enrichir. Enseigner a toujours été une profession honorable et les enseignants ont la responsabilité d'éduquer les enfants en plus d'être leurs gardiens. Leurs vraies fonctions sont d'aider, de guider les enfants sous leur tutelle et de les amener à devenir des citoyens responsables. Ils transmettent des connaissances pour la vie et dirigent les jeunes vers leur futur emploi.

Une étudiante en éducation croyait que les enseignants avaient la vie facile jusqu'à son premier stage. C'est à ce moment-là qu'elle a réalisé qu'ils allaient au-delà de leur rôle. Ils doivent penser aux enfants mais à eux aussi. Le travail de l'enseignant n'est pas d'habiller un élève et cette responsabilité ne doit pas non plus lui être ajoutée comme un travail connexe.

Les enseignants ont choisi cette profession non par choix, mais bien parce qu'ils ne savaient pas trop vers quelle carrière se diriger. Trop d'enseignants détestent leur emploi et pourtant, combien servent de modèles à leurs élèves? Il a été suggéré que les directeurs

changent de poste tous les cinq ans. Comme la politique de l'Association des enseignants de l'Alberta est d'encourager l'amélioration du système de l'éducation, celle-ci doit encourager le pouvoir des directeurs d'école d'engager et de congédier les enseignants.

3.1.2 *Le professionnalisme des enseignants selon le public*

Les notes des élèves reflètent le professionnalisme du corps enseignant de l'Alberta et de leur reconnaissance. De plus, un jeune a des problèmes quand le professionnalisme et les habiletés de ses parents et/ou des enseignants sont questionnés.

3.1.3 *La qualité des enseignants selon le public*

C'est la qualité des enseignants qui attire la clientèle.

3.1.4 *L'éducation des enseignants selon le public*

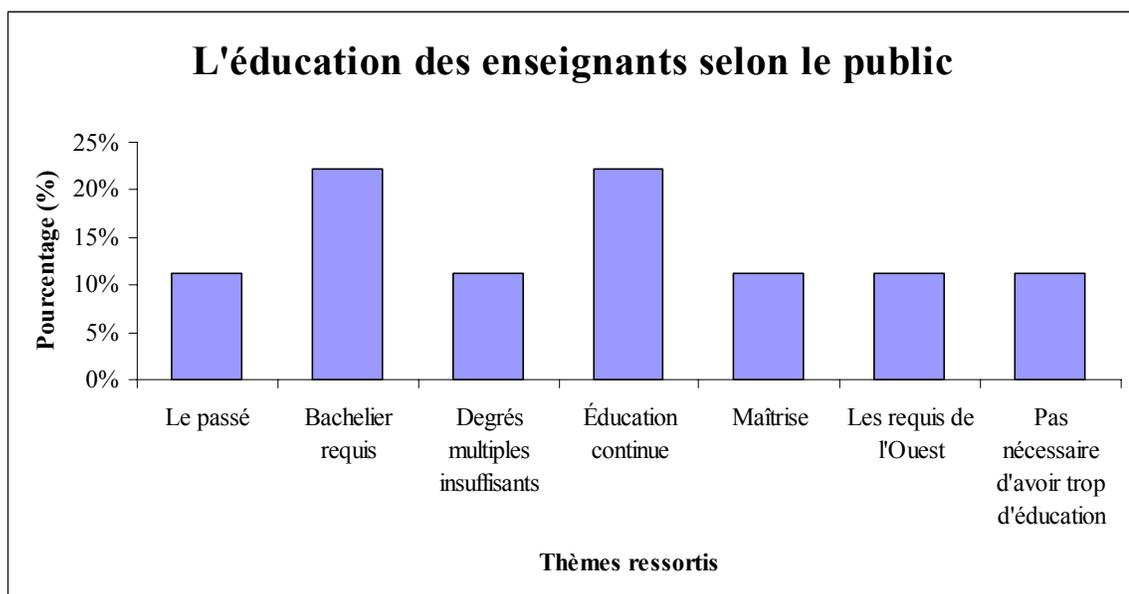


Figure 2

Il y a quelques décennies, l'enseignement était dispensé par des bénévoles ou des gens mal payés comme les religieuses, les prêtres et les femmes qui restaient à la maison.

Présentement, les enseignants dépensent beaucoup de temps et d'argent pour acquérir leurs qualifications, tout comme les autres professionnels. Ils ont lutté, ont fait des sacrifices autant dans leurs finances que dans leur mode de vie pendant quatre ans pour s'éduquer en plus de s'endetter pour acquérir leur baccalauréat. Les enseignants sont

des professionnels hautement qualifiés, qui ont fait quatre ans et plus d'années d'études universitaires. Ils ont une maîtrise et continuent leur formation continuellement en y consacrant leurs soirs et leurs fins de semaine tout en travaillant; ils y parviennent même avec succès. Enseigner à un degré ou à des degrés multiples semble insuffisant pour ce travail si important qui devient de plus en plus difficile avec la politique « de ne pas toucher les élèves. »

Dans l'Ouest canadien, pour enseigner, un baccalauréat en éducation est exigé alors que la plupart du monde demande des qualifications plus rigoureuses avec une majeure et une mineure, en plus d'une spécialisation faisant suite à un stage pédagogique. Cependant, pour les enseignants, il n'est pas nécessaire d'avoir trop d'études poussées, car cela leur donne des idées de grandeur.

3.1.5 L'évaluation des enseignants selon le public

Il y a plusieurs modèles d'évaluation des enseignants disponibles. Le résultat des notes des élèves n'est pas une façon d'évaluer le mérite des enseignants. Il est proposé que les parents puissent évaluer les enseignants pendant leurs visites en salle de classe et qu'ils remettent leur évaluation à la commission scolaire en fin d'année.

3.1.6 Le développement professionnel des enseignants selon le public

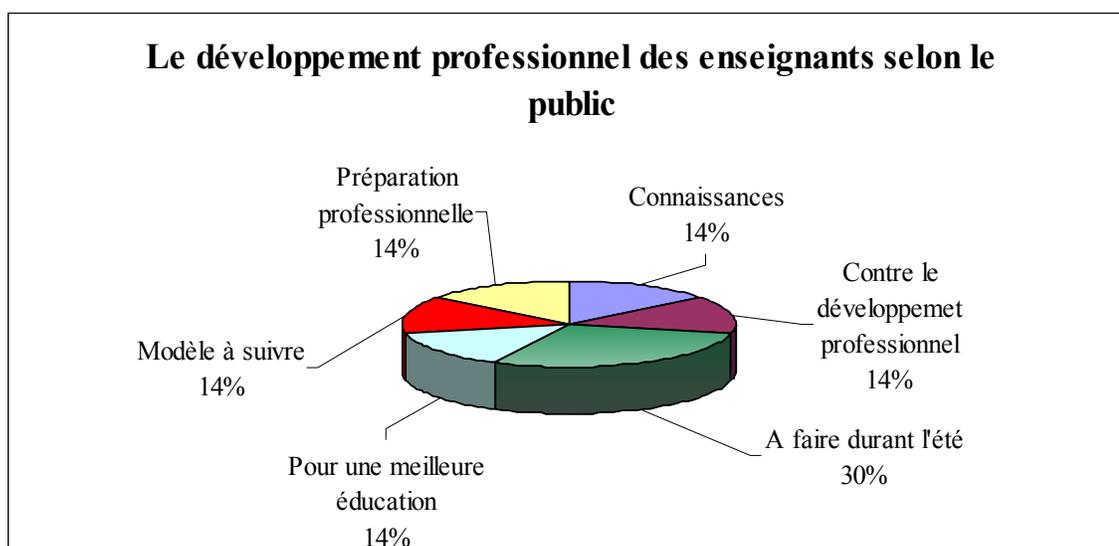


Figure 3

Le développement professionnel assure la meilleure éducation possible pour les enfants et est un modèle pour les autres. Il donne la chance aux enseignants d'améliorer leurs connaissances et les prépare professionnellement à aider leurs élèves.

Savoir que la présente génération des enseignants peut maintenir son développement professionnel à jour est une joie. Le souhait est que les enseignants continuent à améliorer leur enseignement.

Cependant, un membre du public est contre le développement professionnel qui se fait par un atelier tous les jeudis, car cette journée est considérée comme une après-midi de congé supplémentaire pour les enseignants et est perçue comme la demande d'une semaine de 4,5 jours. Il est suggéré que les enseignants fassent leur formation continue en été afin de ne pas à avoir à travailler fort. Pendant les vacances de Noël et de Pâques, ils pourraient préparer leurs bulletins.

3.1.7 La compétence des enseignants selon le public

Les enseignants sont perçus comme très compétents et plusieurs, comme excellents. Il est indiqué, et c'est un plaisir de l'apprendre, que la performance des enseignants compétents est classée comme « bonne » ou « exceptionnelle » à 97%. Il est juste d'estimer que plusieurs centaines d'enseignants sont probablement exceptionnels et que plusieurs milliers font du bon travail; ceci mérite d'être célébré. De plus, les résultats des examens mondiaux démontrent l'excellence des enseignants albertains et leur performance a été cotée comme étant des plus hauts niveaux. Quelle autre cote de la performance pourrait être désirée ? Le succès de leurs élèves, leur engagement à vie pour l'amélioration des jeunes, leur temps et leurs efforts accentuent le professionnalisme du corps enseignant de l'Alberta. Il n'y a aucun doute, ils travaillent très fort. Leurs amis confirment leurs efforts.

Les enseignants font réaliser les rêves aux jeunes plutôt que de les en priver. Ceci est une attestation de leur professionnalisme, car ils s'occupent vraiment de leurs élèves. Cependant, on se demande pourquoi, dans le système, les enseignants incompetents sont transférés et promus à la direction.

3.1.8 La pénurie des enseignants selon le public

Il y a une pénurie d'enseignants au Nord de l'Alberta.

3.1.9 La rétention des enseignants selon le public

Après dix ans d'expérience, n'importe quel enseignant peut prendre sa retraite et cela a incité près de 600 enseignants à quitter la profession. On se demande pourquoi la « Edmonton Public School Board » (EPSB) a encouragé les enseignants à prendre leur retraite si la rétention était un motif majeur dans la grève des enseignants et si cette retraite avait été négociée avec l'Alberta Teachers' Association. De plus, il est conseillé de ne pas laisser les enseignants prendre leur retraite ou quitter leur position pour un poste plus lucratif au secteur privé, ni de prendre la chance de les perdre.

Un futur enseignant, après avoir vu comment on traitait les enseignants, a décidé d'abandonner ses études dans ce domaine. On se demande aussi si la pauvre rétention des élèves ne pourrait pas être associée à la préparation des enseignants.

3.1.10 L'attaque des enseignants selon le public

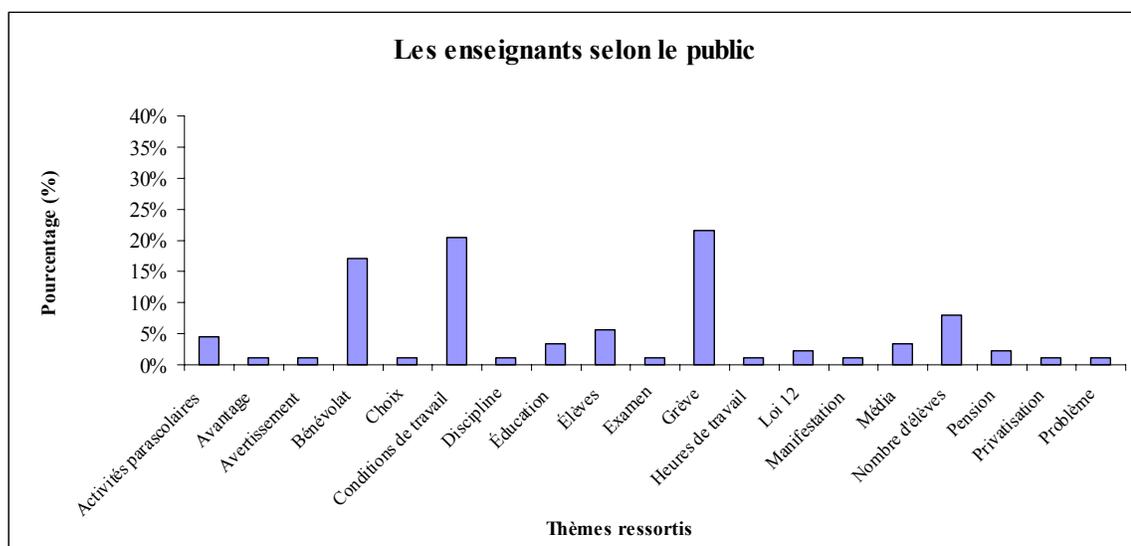


Figure 4 Ce tableau comprend les données des sous-titre ci-dessous.

Les enseignants sont attaqués et rabaissés comme on n'a jamais vu auparavant. Le retrait des services bénévoles par les enseignants amène des inquiétudes et des réactions diverses. Le public se moque des enseignants, les blâme et les avise de ne plus participer aux activités parascolaires s'ils ne sont pas intéressés. Les enseignants se font accuser d'avoir déçu les élèves en leur retirant les bourses et l'athlétisme. Ils se font même insulter (ex. : ce sont des maladies contagieuses dégueulasses (anthraxial scum) au fond d'une coupe).

Les enseignants bénéficient de crédits d'impôt; c'est pourquoi plusieurs ont encore un poste. Également, les redevances reliées au pétrole ne leur appartiennent pas. Qui leur donne le droit de réclamer cet argent fourni par les autres?

Dans la bagarre faite aux enseignants, à savoir si on est pour ou contre, il faut admettre qu'il y a des professionnels qui ne devraient pas être dans les salles de classe.

3.1.11 La défense des enseignants selon le public

Les enseignants sont défendus, car ceux-ci donnent de leur temps depuis bien longtemps sont supportés pour les services rendus. Les enseignants ne devraient pas faire d'heures supplémentaires sans être payés, ni être blâmés pour l'arrêt des activités parascolaires, car ils ne sont pas payés pour ces activités (les sports ou l'art dramatique) et plusieurs services sont gratuits tels le tutorat et les activités parascolaires. Ces derniers services des enseignants proviennent de leur amour pour les enfants. Sans les efforts des enseignants, ces programmes risquent d'être éliminés. On conseille aux enseignants de communiquer le nombre d'heures bénévoles qu'ils consacrent à leur travail. L'annulation du bénévolat est, en fait, une leçon valable pour les élèves à travers la province, car tout le monde paie.

Les enseignants jouent un rôle important dans le développement des valeurs et de la moralité des élèves. Ils ne devraient pas avoir à faire leur développement professionnel et leurs corrections en empiétant sur leur temps personnel. Les attentes qu'on a des enseignants pour les services bénévoles sont irraisonnables et il faut arrêter de les mettre sur la sellette.

3.1.12 Les attentes du public face aux enseignants

Avec les grandes classes, il y a moins d'attentes envers les enseignants et les heures supplémentaires font partie de toutes les professions. Cependant, on s'attend à ce qu'ils escortent les enfants chez eux et les ramènent à l'école (service de taxi).

Également, les enseignants se plaignent du travail supplémentaire, tels la correction des travaux, l'entraînement des équipes de sport et l'aide aux élèves après l'école. Ils trouvent cela fatigant; pourtant, ce ne sont pas de nouvelles activités ni de nouvelles attentes. Cela fait partie du travail des enseignants et il en a toujours été ainsi.

Les parents espèrent que les enseignants sauvegarderont leur conduite morale pendant les négociations. Un message est envoyé aux enseignants. On dit, d'après

Rousseau: « There are callings so great that they cannot be undertaken for money without showing our unfitness for them; such callings are those of the soldier and the teacher. »

Les enseignants ne doivent pas accepter le fait que 34% des élèves de la 10^e année ne complètent pas leur 12^e en 5 ans; ils doivent prendre la responsabilité pour chaque élève qui ne réussit pas ses études secondaires.

3.1.13 Les inquiétudes du public

La politique, mise en place, de ne pas toucher à un enfant, est un mauvais règlement et ne répond pas aux besoins de l'enfant. La confiance mutuelle ne peut se développer par la menace d'une action légale. La peur d'un litige n'a jamais été un préalable pour un éducateur. Également, les Américains ont des inquiétudes légitimes et ont peur des effets désastreux. Ceux-ci essaient de s'emparer de nos enseignants. Les enseignants sont avisés de ne pas déménager aux États-Unis; on leur fait peur et on leur conseille d'aller vérifier les informations à la télévision de Houston sur les histoires criminelles et les problèmes sociaux qu'ils rencontreront. On leur propose de se demander si l'argent en vaut la peine.

3.1.14 Le respect des enseignants selon le public

Certains ont beaucoup de respect pour les enseignants, ce sont des héros, disent-ils. Comment se fait-il que les gens qui donnent le plus d'attention sont-ils les plus ridiculisés? D'autres manquent de respect pour la profession d'enseignant. Leur respect diminue continuellement à cause de l'avidité continue des enseignants et leurs idées de grandeur. Dans cette province, le respect a complètement disparu pour faire place à du mépris et à un manque de support. La plupart du temps, cependant, les enseignants méritent notre respect et nos éloges pour leur travail avec les jeunes; ils se montrent enthousiastes dans ce qu'ils font.

Le public est prié de montrer du respect pour les gens qui enseignent à leurs enfants, car on oublie souvent que les enseignants sont la pierre angulaire de notre société et qu'ils sont nos ressources les plus valables. Sans eux, l'esprit et le cœur des élèves sont vides. Un enseignant est beaucoup plus important qu'une gardienne d'enfants. Il n'est pas moins que l'espoir d'un futur brillant et prospère des enfants. Il est difficile de penser à un travail aussi important que celui des enseignants jour après jour. Ils ont besoin d'être reconnus.

Or, un certain montant de respect est accordé au jugement de ceux qui s'y connaissent au sujet des routes et des ponts et qui sont engagés pour faire le boulot. Mais le gouvernement n'a pas de respect pour les enseignants; il en a davantage pour les ingénieurs et, plus récemment, pour le personnel médical et infirmier. Il est affligeant de voir le gouvernement manquer de respect pour les enseignants, faire preuve de mauvais esprit et tirer à boulets rouges sur l'éducation publique.

3.1.15 La comparaison des salaires des enseignants avec les autres professions selon le public

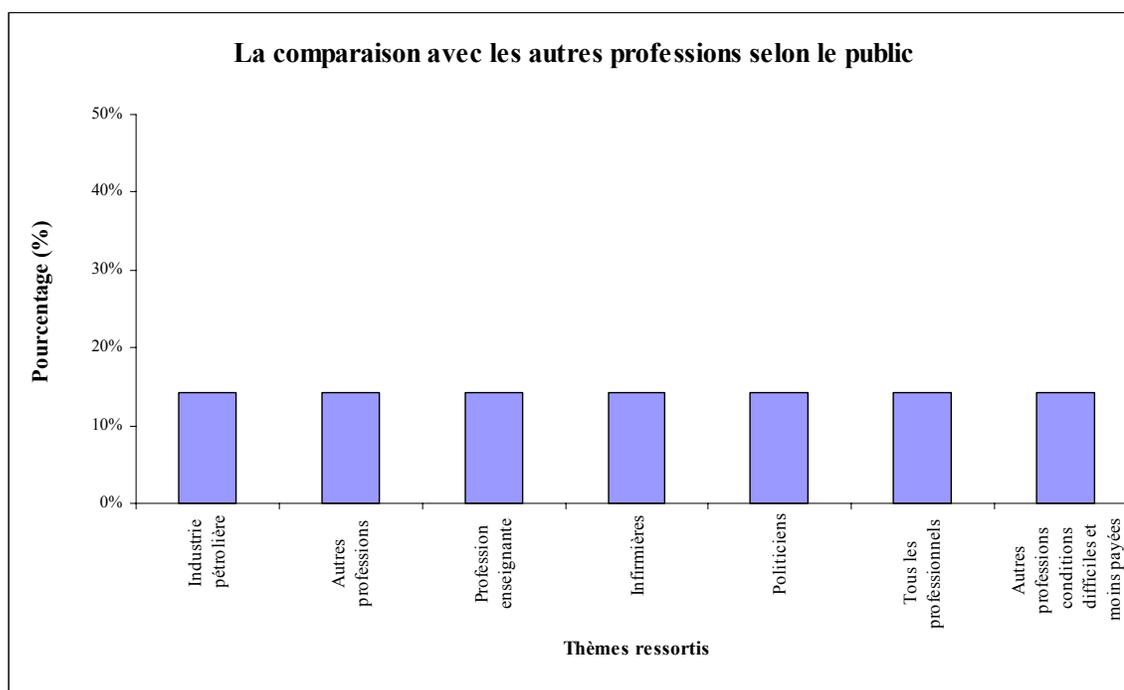


Figure 5

D'après le site du gouvernement, les enseignants débutent avec un salaire annuel de 37 389\$ et, après 11 ans, ils gagnent 62 879\$. Plusieurs personnes, ayant la même scolarité ou encore plus, travaillent pendant des années pour atteindre le salaire des enseignants débutants et ce, sans bénéfices, ni développement professionnel, ni de longues vacances. Les enseignants ne doivent pas se comparer avec les autres professionnels mieux payés. Ils ne sont ni médecins ni des infirmières et, pour plusieurs personnes, une vraie augmentation de salaire est plus que le taux d'inflation et devient une occasion de célébrer; 10% d'augmentation est un rêve.

On a proposé une augmentation de 6% aux enseignants. S'ils reçoivent 20% d'augmentation, les plombiers et les soudeurs devraient s'attendre à la même chose. Une employée possédant trois années d'études universitaires doit travailler 85 heures par semaine pour avoir une paie identique aux enseignants. Elle est payée plus que les autres, à l'exception des ingénieurs et des professionnels du domaine médical.

Si les enseignants ont une augmentation, un autre employé a aussi droit d'en avoir une. Une ancienne enseignante qui a enseigné pendant 39 ans avec un salaire de 800\$, a eu une augmentation de salaire juste à sa retraite et ne s'est jamais crue mal payée.

En comparaison avec les autres, plusieurs personnes gagnent beaucoup moins, sans compter celles qui ont des dépenses par-dessus la tête. Après 24 ans d'expérience, une personne du public qui se trouve sur l'échelle salariale de 62 000\$ n'est pas mal payée. De plus, une pauvre mère monoparentale ne peut sympathiser avec l'enseignante de 1^{ère} année qui gagne 3 000\$ par mois. Elle affirme que les enseignants gagnent deux fois plus qu'elle qui doit supporter trois personnes avec moins d'argent.

D'autres croient que le salaire équivalent entre les infirmières et les enseignants est justifié. D'autres encore, en faisant la comparaison entre la situation des enseignants, leur tâche, leurs responsabilités, le nombre de jours de travail avec la situation des infirmières et de quelques autres professions disent que cette comparaison ne peut se faire. Les heures de travail et les services rendus par les infirmières et les enseignants sont considérés comme impossibles à comparer. Si les enseignants veulent se comparer aux médecins et aux infirmières, ils devront alors augmenter leur scolarité. On ne supporte pas que leur paie soit semblable à celle des infirmières et la comparaison avec Toronto est sans rapport. L'augmentation de salaire demandée est vue comme barbare et leurs plaintes sont fatigantes.

On a également fait la comparaison entre les enseignants et les politiciens. Les politiciens sont perçus comme faisant du bon ou de l'excellent travail et les membres de l'Assemblée législative (MLAs) ont bien eu une augmentation.

Les enseignants sont signalés de conduire sur des routes rurales enneigées à 6 heures du matin ou à 8 heures du soir tout en espérant ne pas frapper d'orignaux. Également, on établit une comparaison entre les enseignants et les travailleurs de l'industrie pétrolière; ceux-ci gagnent un plus gros salaire qui peut fluctuer selon le prix du pétrole pendant les bonnes années. Ces employés ne reçoivent cependant pas une aussi

belle pension que les enseignants, ni un chèque de paie assuré à la fin du mois et leur travail est dangereux. On se demande combien d'enseignants ont perdu une main ou un autre membre à cause de leur travail.

3.1.16 Les comportements des enseignants selon le public

Les enseignants passent davantage ou autant de temps que les parents à élever les enfants. Ils se donnent à 100%, sont formidables et talentueux. Ils expriment du plaisir lorsque les élèves apprennent et travaillent très fort. Ils démontrent leur satisfaction par leur engagement, par leur professionnalisme et par leur dévouement. Cependant, les enseignants démontrent aussi leur colère, les sacrifices qu'ils ont dû faire et ils se battent.

Selon l'expérience d'un parent, les enseignants passent leur fins de semaine à superviser des tournois en dehors de la ville, à donner de leur temps personnel le vendredi après l'école jusqu'au dimanche matin, même quand ils sont malades. Ils font du rattrapage, du tutorat en français avec un élève en difficulté pendant leurs voyages pour les tournois. Au besoin, ils supportent les élèves positivement avec de la bonne volonté malgré la façon dont ils ont été traités par la législation récente (Loi 12). D'autres passent leur temps à corriger les travaux et à se préparer pour la semaine suivante pendant les voyages. Voilà le genre d'enseignants que nous avons en Alberta. Ils enseignent au-delà de ce qu'ils doivent pour aider nos enfants. Dans un même ordre d'idée, une enseignante a fait du bénévolat pour aider un élève à se rattraper pendant les fins de semaines et ce, durant quelques mois. L'enseignante a refusé de se faire payer pour ce tutorat et on la considère comme un ange. Sans elle, l'enfant aurait redoublé son année.

C'est un grand honneur de voir les enseignants capables d'exciter nos enfants par rapport à leurs apprentissages. S'ils peuvent inspirer le goût d'apprendre, les notes en mathématiques et la compétition contre les Coréens seront moins importantes. Ceci démontre que la sagesse ne se traduit pas par des tests de mémoire, mais bien par l'amour humble pour ce que nous cherchons et savons. Les actions de l'enseignant qui exprime de la fierté pour son élève parlent plus fort que les mots et ont un impact positif. La guérison par le toucher est une valeur importante et il est troublant de noter que certains enseignants ineptes dénoncent immédiatement les autres enseignants qui le font en faisant appliquer le règlement discutable « ne pas toucher un enfant, point final » ; l'enseignant doit être conscient que toucher un élève peut-être perçu comme geste sexuel. Une mère exprime sa

fierté de voir ses deux enfants se diriger vers la profession d'enseignants et affirme que ceux-ci ne donnent pas de mauvaises manières aux jeunes.

Il est surprenant de voir la résilience qu'ont manifestée les enseignants pendant les coupures de salaires et les contraintes.

D'autres indiquent que les enseignants manquent de respect et de maturité envers les élèves; ils ne veulent pas corriger les examens, refusent de passer du temps avec leur classe après l'école et ne veulent pas aider aux festivités de graduation. De plus, si les enseignants refusent les portes ouvertes, il est clair qu'ils ne veulent pas davantage d'élèves dans leurs écoles. Également, les enseignants et les travailleurs sociaux indiquent aux parents comment contrôler leurs enfants. Une plainte contre les enseignants et le directeur d'une école a été déposée à cause de l'envoi d'une élève dans une salle sans fenêtre et à qui on a donné des crayons et du papier pour dessiner.

3.1.17 Le curriculum selon le public

L'enseignement du droit à l'expression libre et à son opinion n'est pas valorisé. En études sociales, les élèves apprennent très peu d'événements historiques et on se débranche de la culture, car toutes les opinions sont considérées comme valables. La question revient à se demander si les enfants apprennent à respecter l'opinion des autres.

De plus, tout le temps consacré au programme représente 20% de l'enseignement de la journée, car le restant de la journée n'est pas du temps d'enseignement.

3.2 Les conditions de travail des enseignants selon le public

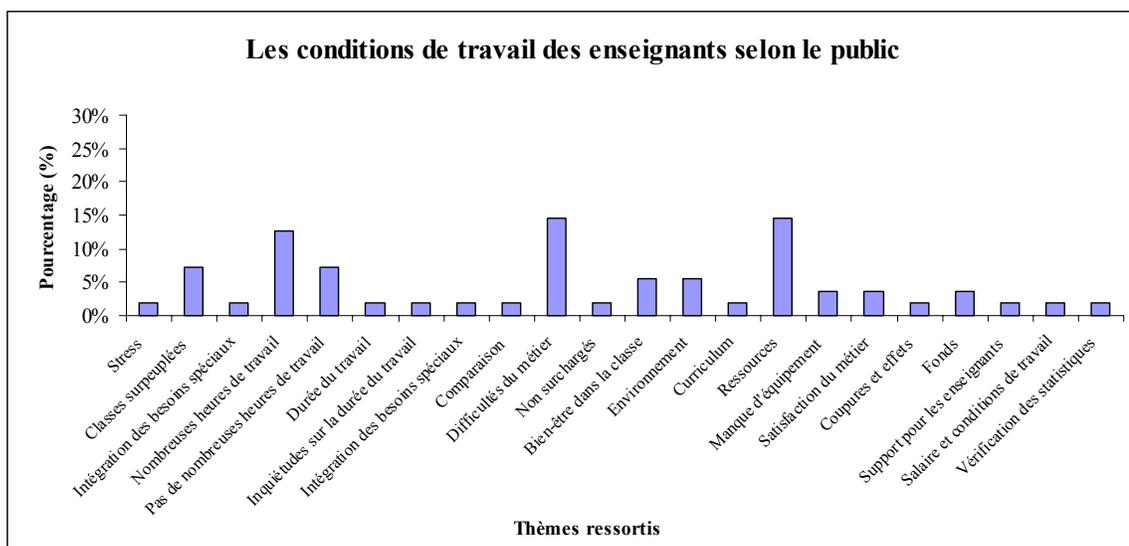


Figure 6

Il importe de comprendre les conditions de travail des enseignants. Ils travaillent régulièrement le soir et les fins de semaine et paient les fournitures scolaires avec leur propre argent. Ce n'est pas surprenant qu'ils en aient assez. Doubler ou tripler leur travail n'est pas la bonne réponse. Ils sont surchargés, moins payés, inquiets; ils jouent le rôle d'éducateurs, de conseillers et de parents. Le problème n'est pas la satisfaction d'être avec les élèves, mais bien la paie et les conditions de travail. Les enseignants sont brûlés; ils travaillent avec un minimum de 25 personnalités différentes pendant toute la journée et ce, chaque jour. À la fin de la journée, ils s'occupent de 50 parents immatures et ignorants et ont affaire à tous les indésirables des autres professions. Ils ne risquent peut-être pas leur vie, mais sont près de perdre la tête, car leurs conditions de travail sont difficiles. Mais d'autres personnes ont également des conditions difficiles, sont moins payées et ont moins de bénéfices.

Après avoir travaillé pendant trois heures comme bénévole dans la classe de sa fille, une mère s'est dite crevée. Dans les écoles, les bénévoles observent ce qui se passe et sont d'accord avec les enseignants pour dire que les conditions de travail ont besoin d'être améliorées. Il faut se rappeler que les conditions de travail des enseignants sont les conditions d'apprentissage des élèves. Le bien-être social et la satisfaction d'occuper cet emploi doivent primer. Il faut supporter les enseignants et comprendre leurs inquiétudes à propos des conditions des classes.

Les élèves arrivent malades à l'école, sont trop fatigués ou encore ont trop faim pour fonctionner. Il y a danger de contracter des maladies et la classe est surpeuplée; il y a toujours la menace d'être congédié et l'intégration des élèves handicapés est une condition très difficile pour les élèves et les enseignants. Quelques vieux livres sont illisibles. Comment est-ce possible pour les enseignants de répondre à tous les besoins des élèves qui vont de problèmes sociaux à problèmes comportementaux ou de difficultés d'apprentissage à l'incapacité d'apprendre ou encore à la facilité dans l'étude de l'anglais? Les enseignants aident les élèves à devenir des adultes, les entraînent dans des équipes sportives, organisent des clubs et des réunions, notent les travaux des élèves, préparent les bulletins et appliquent les stratégies d'enseignement. Il ressort plus de satisfaction à exercer ce métier dans une petite école, plus de respect, plus de contact individuel avec chaque élève et l'atteinte de la performance maximale du groupe. Également, pour avoir de meilleurs résultats, les petites classes sont mieux supportées.

Pour contrecarrer cet argument, il est indiqué, qu'aujourd'hui, les enseignants bénéficient de la technologie; ils ont davantage de congés pour faire leurs propres apprentissages et comprendre le processus d'apprentissage. Les emplois bien payés demandent moins d'effort et peu de travail. Ils ne sont pas les seuls à ramener du travail à la maison ou à travailler tard sans être payés ou à subir un manque de respect.

Or, les conditions à améliorer ne sont pas révélées; elles doivent être signalées honnêtement si les enseignants désirent avoir de l'aide et de meilleures conditions de travail. De plus, il est mentionné que si l'on s'en tient à la description du poste, on se berne soi-même et les élèves ne sont pas servis comme ils le devraient. Les enseignants ne sont pas les seuls à vivre du stress, car plusieurs professionnels ont les mêmes contrariétés. Un membre du public croit que les enseignants ne sont pas surchargés de travail et que tout ce qui compte, c'est de faire sa marque dans la vie d'un enfant.

Mettre tous les enseignants dans un environnement de travail d'une demi-journée est inapproprié et insultant. Le chef a l'air ridicule comparé aux administrateurs/ supporteurs qui l'ont précédé. Parler des millions de dollars investis et mentionner le résultat élevé des tests n'ont pas d'effet sur les réalités de notre système scolaire. Si notre gouvernement n'agit pas avec les réalités du jour, il commet des injustices des plus significatives. Les performances négatives et plus de dépenses par élève donnent peu d'effets.

3.2.1 Le nombre d'élèves selon le public

Les enseignants ne peuvent s'occuper individuellement de chaque élève à cause du nombre d'élèves dans les salles de classe; elles sont surpeuplées dans des écoles croulantes. On se demande alors comment un enseignant peut aider chaque élève à atteindre son potentiel étant donné les difficultés qu'apportent les classes nombreuses. On devrait diminuer le nombre d'élèves par classe; par contre, on informe les enseignants qu'ils devraient être contents du nombre d'élèves qu'ils ont.

3.2.2 Les heures de travail selon le public

Une enseignante débutante consacre 288 heures par mois à son travail, ce qui revient à 9,6 heures par jour, 7 jours par semaine; c'est très inquiétant. La plupart des enseignants travaillent de nombreuses heures pour développer leurs plans qui visent à faciliter l'avenir d'un enfant. Ils travaillent 5 jours par semaine, jour et nuit, en plus des fins de semaine. Ils ne travaillent pas 6 heures par jour : la plupart travaillent 10 à 12 heures

en plus des fins de semaine à préparer leurs cours et à corriger les examens. Ils travaillent de 60 à 70 heures par semaine. En moyenne, les enseignants devront travailler 66 heures par semaine si on compare aux heures régulières d'emploi.

Cependant, les heures consacrées aux activités parascolaires, à la correction des travaux, à la préparation des bulletins et à toutes les activités en dehors de l'école ne sont pas visibles. Les enseignants quittent la maison vers 7 h 30 et ne rentrent pas avant 17 ou 18 heures. On se demande depuis quand les enseignants n'ont pas travaillé le soir ou 12 heures par jour : il en a toujours été ainsi. Les enseignants travaillent pendant 9 mois. Les heures de travail quotidiennes ne peuvent être incluses dans une journée de 6,5 heures ou une semaine de 30 heures.

La perception est que les enseignants travaillent 5,5 heures par jour, 4 jours par semaine et 4,5 heures le dernier jour en plus du temps de préparation des cours, des corrections, des tests et des activités parascolaires. Le total revient à 7,75 heures par jour. Les enseignants ne devraient pas en parler : tout le monde sait qu'ils travaillent de 9 h à 3 h et ils n'auront pas la sympathie du public. Ils rentrent chez eux et ne font rien qui est relié au travail. Pourtant, on informe le public qu'il n'y a aucun enseignant à Edmonton qui travaille seulement de 8 h 30 à 15 h 15.

Plusieurs lettres viennent des enseignants et de leurs enfants et sont différentes de celles du public qui indiquent que les enseignants travaillent moins d'heures; ceci crée de la confusion. Un membre du public est alors allé vérifier pour lui-même le nombre d'autos dans le stationnement de l'école, sans compter celles des administrateurs et des concierges; il suggère au public d'aller vérifier. Il est prêt à parier qu'on peut compter le nombre d'autos sur les doigts d'une main.

3.2.3 Les dépenses des enseignants selon le public

Les enseignants dépensent en moyenne 6 000\$ par année pour les fournitures scolaires. Ce fait est rapporté par la Fédération des enseignants canadiens sans aucune preuve particulière.

3.2.4 Les ressources dans les écoles selon le public

Les ressources essentielles proviennent des fonds ramassés par les parents et la définition du mot essentiel est qu'il faut le nécessaire pour fonctionner ou atteindre les objectifs. La réalité des enseignants est que, dans les écoles, les ressources sont diluées et qu'il en manque désespérément. Les équipements ont besoin d'être remplacés et mis à jour.

Il manque d'ordinateurs et de livres; il faut donc équiper les classes avec des outils et des ressources nécessaires pour aider les élèves, car c'est essentiel à leur travail. Les enseignants méritent des livres et des ressources et doivent refuser de sortir de l'argent de leurs poches pour acheter les fournitures scolaires. On se les procure grâce à la collecte de fonds qui sert à payer les matériaux de base tels les livres, les cartes géographiques, les instruments de musique et l'équipement rattaché aux ordinateurs. La question revient à se demander si les fournitures scolaires sont considérées comme des ressources supplémentaires. La solution proposée est d'avoir des livres en ligne pour sauver l'environnement et fournir aux enseignants du support technique dans la classe afin de mieux utiliser les fonds. Une autre solution suggérée dans l'emploi des ressources efficaces de l'école est de construire une super école à Red Deer où tous les enfants de la province pourraient se rendre pour économiser davantage. Une enseignante pourrait être engagée. On n'aurait plus besoin d'autobus, ni d'éducation physique, ni de musique, car cela coûte trop cher.

Il est signalé que le partage du matériel, des méthodes d'enseignement, la coopération, la discipline, et les idées des enseignants entre eux pour faire face aux situations difficiles ou embêtantes devraient être davantage valorisés.

3.2.5 Le salaire des enseignants selon le public

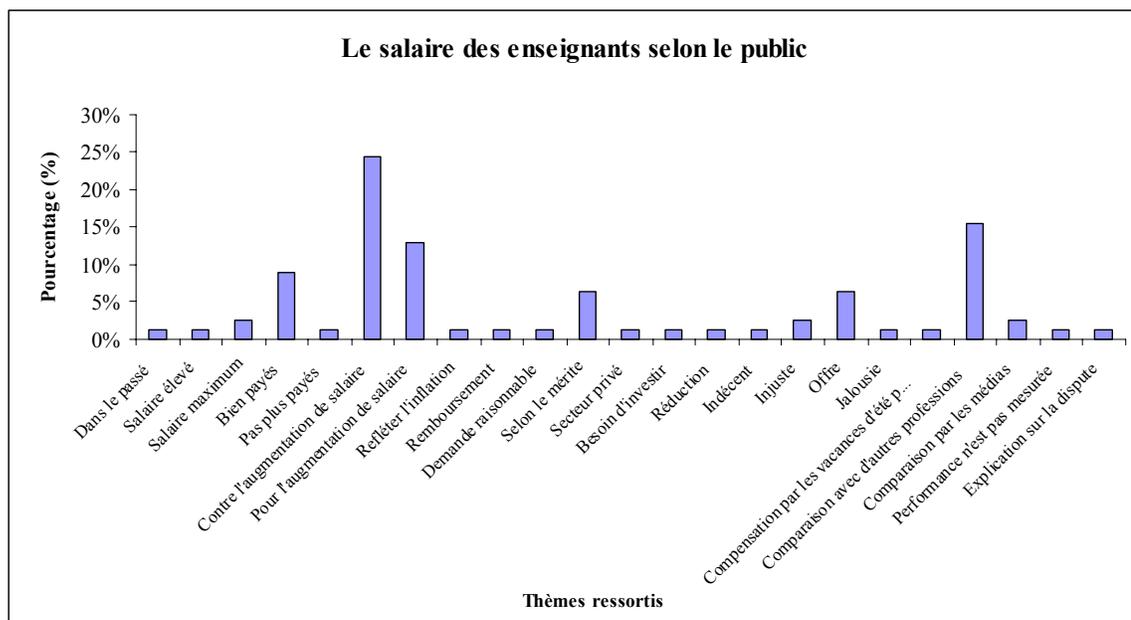


Figure 7

Les enseignants débutent leur carrière avec un salaire annuel d'environ 37 389\$ avec des augmentations annuelles automatiques pendant 11 ans. Ils doivent donc attendre 11 ans pour atteindre le maximum de 64 000\$ tandis que les autres professionnels reçoivent presque aussitôt leur rémunération maximale.

Le ministre de l'Éducation nous informe que les enseignants albertains sont les mieux payés du pays. Ce n'est pas qu'il s'est trompé (ou a été mathématiquement conservateur), ni de dire que les enseignants de l'Alberta devraient avoir des salaires établis hors de la province. Le premier ministre ne pense pas aux élèves s'il refuse de donner une augmentation de salaire aux enseignants qui la méritent. Le gouvernement avise les enseignants qu'il n'y a plus de fonds pour eux dans les plans du gouvernement concernant une augmentation salariale. Les temps sont difficiles financièrement et le gouvernement a juste assez d'argent pour payer 33 000\$ par enseignant. On a alloué une augmentation de 4% maintenant et 2% sur une période de deux ans dans le budget provincial qui doit y faire des coupures drastiques.

L'offre du gouvernement est considérée comme pathétique. Il faut donner les salaires des Oilers et des Flames aux enseignants et se rappeler que l'argent dépensé pour la LHN ne va pas aider les jeunes à se trouver un emploi grâce à leur formation, ni former des citoyens socialement responsables et productifs. On supporte les enseignants et on affirme qu'ils ne méritent pas le traitement que le gouvernement leur accorde : ils méritent une hausse de salaire. Par conséquent, le gouvernement doit ajouter des fonds dans le système de l'éducation. Il est surprenant d'apprendre ce que les enseignants méritent comme paie.

Pour les enseignants qui s'investissent, l'offre de salaire n'est pas assez bonne. Ils ont un salaire maximal respectable selon la mesure des autres. Si on se débarrassait des enseignants incompetents, l'argent ainsi économisé pourrait aider considérablement au budget de l'école. On suggère alors aux enseignants de prendre les 6% offerts et de demander le même contrat de séparation que nos politiciens se sont donnés.

Ceux-ci ont eu 22% d'augmentation alors que les policiers, les musiciens et d'autres négocient pour 2 et 4% d'augmentation. Pourquoi pensent-ils qu'ils méritent plus de 6%? On devrait informer le public de la manière dont les enseignants vont gagner leur augmentation au lieu d'être informé des services non rendus. Les enseignants ne sont pas considérés comme fantastiques mis à part leurs salaires exorbitants. La majorité des fonds

consacrés à l'éducation passe pour leurs salaires; il faudrait en plus leur donner une très grosse augmentation de salaire qui s'ajouterait aux augmentations généreuses déjà accordées? Le salaire élevé ne va pas changer les conditions dans la salle de classe ni donner une meilleure éducation. L'Association des enseignants de l'Alberta (ATA) permet des augmentations de salaire régulières automatiques et le salaire équitable est basé sur l'expérience, la scolarité et l'évaluation.

Larry Booi, l'ancien président de l'ATA, informe le public que les enseignants albertains sont les mieux payés en comparaison avec ceux de Toronto et probablement du Canada. Il y a des inégalités dans la paie des enseignants d'Edmonton et ceux de Calgary.

Plusieurs personnes ont indiqué que les enseignants étaient surpayés, travaillaient moins qu'ils méritaient plutôt une coupure de salaire. Les enseignants font 7 000\$ de plus que deux adultes en moyenne et on les invite à se joindre au libre marché où ils ne seront pas payés autant. Depuis cette période, les enseignants ont eu des augmentations annuelles pour un total de 17%. La paie des enseignants est considérée raisonnable et généreuse et la plus élevée dans la nation. Les enseignants sont déjà très bien payés en comparaison avec le reste du Canada. L'argent serait mieux dépensé si on donnait une subvention aux garderies ou aux familles pour payer leurs frais supplémentaires que de payer pour le développement professionnel des enseignants.

Ceux-ci sont grondés et on leur rappelle qu'ils sont des éducateurs et non des infirmières et qu'ils ne devaient pas être payés au même niveau que ces dernières, mais bien au niveau des plombiers et des soudeurs. Un gros chèque de paie déjà compétitif a peu à voir avec le nombre d'élèves, le manque de ressources ou d'équipement ou pour conduire les élèves à un brillant avenir. Les augmentations de salaire de 22% grugeront une grosse partie du budget et la majorité des fonds ira aux salaires des enseignants. Dès lors, la question revient à se demander combien vaut un bon enseignant. Le message qu'on leur adresse est de se taire, de montrer quelques résultats, ensuite de se plaindre, sans oublier de se rappeler qu'ils travaillent pour les contribuables et que ces derniers peuvent décider de leur valeur. S'ils ne sont pas contents, ils iront se trouver un poste dans le secteur privé. Malgré leur diplôme universitaire, leur manque de satisfaction ne changera pas avec davantage d'argent. On se demande alors si le salaire valorise les enseignants et s'ils méritent les 13% demandés, car plusieurs les considèrent incompetents et les

comparent à des maladies contagieuses dégueulasses. Ils ajoutent qu'il est honteux d'avoir de telles personnes comme enseignants.

Les enseignants albertains ne peuvent justifier une demande d'augmentation plus grande si on les compare aux autres enseignants du Canada; ils gagnent déjà 6 000\$ de plus qu'à Toronto. Il est suggéré d'éliminer les augmentations de salaire standardisées. Si on compte 60 000\$ par année, alors un couple d'enseignants gagne 120 000\$. Ces chiffres n'incluent pas les 3,5% d'augmentation des fonds généraux donnés aux commissions scolaires. Cette fois-ci, les enseignants accepteront moins d'argent et résoudre d'autres problèmes.

Les débutants sont des exceptions, car ils ont besoin de plus de pratique pour développer leurs plans de leçon. Il ne faut pas oublier que les enseignants albertains ne paient pas d'impôt provincial, ce qui est très avantageux. D'après une personne, avec trois années d'expérience, ils gagnent annuellement un salaire de gérant de plus de 40 000\$ comparé à un employé de services. Dans le passé, les enseignants ont toujours gagné plus d'argent sans que les autres problèmes soient résolus.

Une personne a indiqué qu'elle se fichait des salaires des enseignants, mais que le surplus budgétaire n'appartenait pas seulement aux enseignants; il dit : « Pour qui se prennent-ils pour réclamer l'argent fourni par les autres? ». Également, si le salaire est plus élevé, la profession attirera des opportunistes, ce qui ne garantira pas forcément un meilleur enseignement. Le salaire selon le mérite doit être accordé régulièrement. Il faut donner davantage aux meilleurs enseignants et congédier les mauvais. Ceux qui désirent plus d'argent doivent prendre la responsabilité de leurs actes. Aucun argument n'est avancé à savoir pourquoi les enseignants qui se démarquent devraient être payés de la même manière que les incompetents.

On nous dit que les enseignants ont eu des augmentations consécutives presque nulles pendant quelques années. Ils ont pourtant choisi leur profession tout en sachant qu'ils ne deviendraient jamais riches. Les nouvelles évaluations globales en langue, en mathématiques et en sciences ont prouvé que le Canada était parmi les meilleurs au monde et que les élèves albertains avaient eu les meilleurs résultats au Canada. On suggère au premier ministre d'écouter et d'accommoder les enseignants, car dans le secteur privé, ils auraient immédiatement eu une augmentation de salaire significative en plus d'un bonus comme récompense pour le travail exceptionnel. Comme le gouvernement aime tellement

imiter le secteur privé quand l'occasion lui convient, on suggère au ministre de l'Éducation, vu la réussite élevée des élèves dans le programme d'évaluation internationale, de saisir l'occasion, cette fois, pour suivre le secteur privé. Si nous voulons les meilleurs enseignants, nous devons être prêts à les payer.

La demande de 20% pour 2 ans des enseignants n'est pas une demande excessive ni invraisemblable considérant les circonstances; ils ne sont pas différents des autres travailleurs du secteur public. Ils n'ont pas un salaire décent et ne sont pas les mieux payés dans le pays. Cette année, les médecins et les infirmières ont bénéficié de grosses augmentations de salaire alors que les enseignants se sont vus offrir 6%. Ceux-ci méritent une augmentation de salaire aussi forte que les médecins et les infirmières. Quand il y aura plus de revenus disponibles, il sera temps de leur accorder cette augmentation, car il faut leur donner la juste part qui leur revient.

Les enseignants sont sous-payés et la suggestion d'une bonne hausse de salaire est pourtant ridiculisée. Ils méritent un juste salaire et un honneur ne peut être mesuré sur l'échelle salariale. Plusieurs personnes disent qu'ils ne voudraient pas détenir le poste d'enseignant pour deux fois leur salaire. Ils méritent une prime en récompense de la réussite exceptionnelle dans la compétition avec les meilleurs du monde et une augmentation de salaire qui reconnaît leur contribution comme professionnels. Ils devraient être les enseignants les mieux payés du pays. Ils sont grandement supérieurs à la majorité des contribuables qui paient l'humiliation économique endurée. Un membre du public est heureux que les enseignants gagnent 93% de plus que tous les employés canadiens.

Le salaire des enseignants n'est pas évalué de la même façon que dans le secteur privé. Il est suggéré de négocier avec une commission scolaire au lieu d'une dizaine et d'établir le salaire équitablement selon l'expérience, la scolarité et l'évaluation. Il faut éliminer le contrat permanent des enseignants et les augmentations de salaire standardisées. Il est indiqué que la réduction de salaire de 20% est très élevée et qu'il faut attribuer des fonds pour des expériences vraiment éducatives et vérifier les statistiques.

Les enseignants sont à court d'argent, de respect et de support dans cette province. En fait, le nombre d'élèves, le manque de ressources et la conduite des élèves vers un brillant avenir provoquent des commentaires tristes, inquiétants et ridicules et proviennent de toutes parts. Le salaire des enseignants reflète le support et l'engagement de la nation.

On désire avoir des enseignants de haute qualité; donc, on a intérêt à bien les payer pour ne pas qu'il y ait d'impact négatif sur les enfants. Ce sont des héros qui doivent être payés en conséquence. Il y a des paresseux et des incompetents dans toutes les professions, même parmi les politiciens. Les enseignants méritent une hausse de salaire de 17%.

3.2.6 Le contrat des enseignants selon le public

Il y a quelques années, lorsque les temps étaient durs, le gouvernement s'est approprié 5% des salaires des enseignants et ne les a jamais remboursés. Le ministre de l'Éducation signale que, dans leur nouveau contrat, on ne peut satisfaire aux demandes des enseignants. C'est surprenant, puisque le Parti de compensation progressif a facilement satisfait à la requête des parlementaires avec une augmentation de salaire de 13% et une indemnisation substantielle en plus de payer la dette de 6 billions de dollars en 2005. Il y a assez d'argent pour des parlementaires, mais pas assez pour les enseignants; c'est pour le moins curieux.

Le premier ministre doit être embarrassé de son offre mesquine; pourtant, il est vexé à cause des insultes qui se disent et de la diffamation injuste qui se fait lors des disputes lors de l'arbitrage.

On demande aux enseignants de respecter leur contrat durant les années essentielles à la formation des jeunes qui sont pourtant ignorés par le premier ministre. Ne pas investir sur les enfants (nombre d'élèves et les recherches associées) a aussi un impact sur les enseignants.

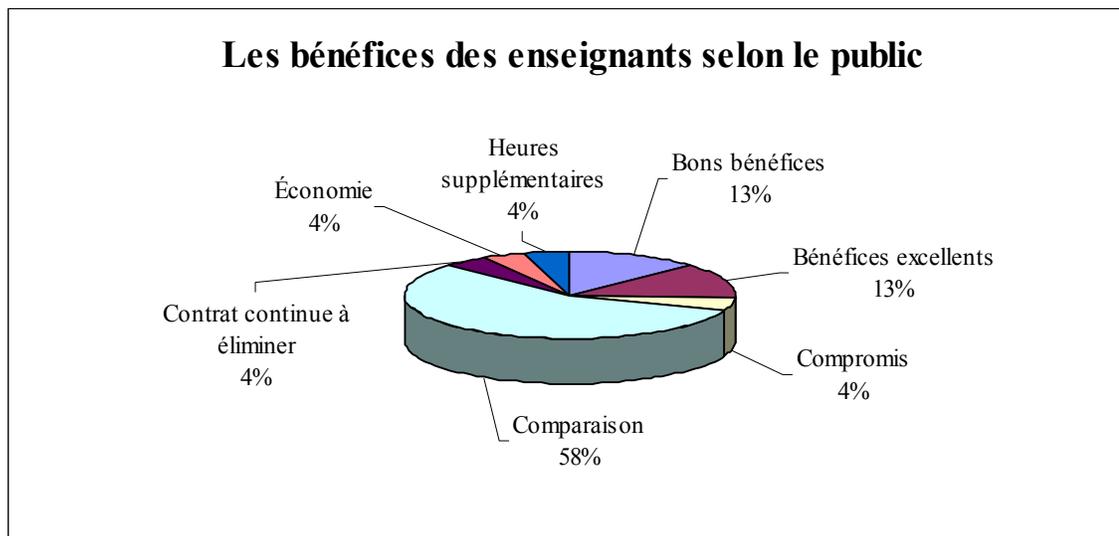
Les bénéfices des enseignants selon le public

Figure 8

La profession enseignante jouit de courtes journées de travail, de longues vacances, de bons salaires, d'un plan de santé et de parents bénévoles pour aider à faire le travail. Les enseignants ont d'excellents bénéfices en plus d'avoir une sécurité d'emploi garantie, du développement professionnel payé, des excursions, etc., sans avoir à déboursier. Ils ont des vacances à Noël, à Pâques et en été sans compter un régime de retraite formidable. Ces bénéfices valent 10 500\$, ce qui représente une compensation totale de plus de 74 000\$ annuellement. Ces bénéfices comptent pour 16% de leurs salaires ou approximativement 10 000\$ par année. De plus, les heures supplémentaires sont payées, car elles sont compensées par 8 semaines de vacances d'été.

Également, après avoir complété leurs études universitaires au début de la vingtaine, les enseignants peuvent se retirer à l'âge de 56-57 ans avec une pension qui représente 70% de leur salaire. Ils ont une pension formidable si l'on compare à un autre milieu de travail.

3.2.8 Les vacances des enseignants selon le public

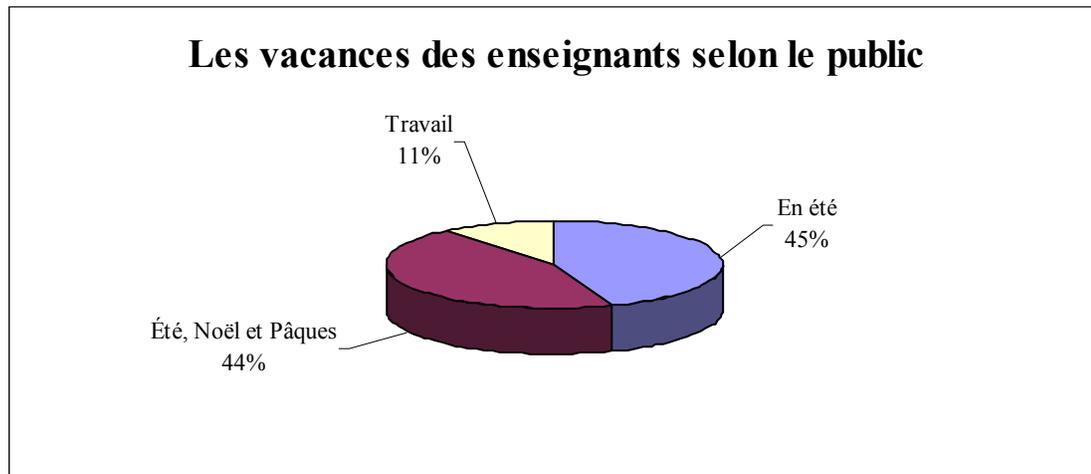


Figure 9

Si les enseignants pensent qu'ils ont des motifs de griefs., ils ont deux mois de vacances estivales, des vacances à Noël et à Pâques et des jours de formation pour leur développement professionnel. Ils ont beaucoup de vacances pour fainéanter. Il est évident que les enseignants n'utilisent pas les deux mois de vacances d'été pour créer du matériel pour l'année suivante (feuilles jaunes). Les débutants méritent deux semaines de vacances pour une année scolaire de travail. Peut-être aimeront-ils avoir des vacances en février ou en mars?

On avise alors le public que les vacances de deux mois peuvent signifier juste un mois ou moins pour un enseignant qui change d'école, de classe ou de niveau. Si on compte le temps pour fermer la salle de classe et pour préparer la rentrée, et la même chose avant les vacances de Noël et de Pâques, les enseignants ont peut être cinq semaines de vacances. D'autres, doivent travailler pendant leurs vacances (été, Noël et Pâques).

Dans d'autres emplois, il faut travailler 15 ans pour avoir 2 semaines de vacances pendant la période de juin à décembre. Le public a de la difficulté à accepter que les enseignants jouissent de si généreuses vacances par ci, par là. Toutes leurs vacances sont considérées comme payées (été, Noël et Pâques).

3.2.9 *Les négociations des enseignants selon le public*

Les enseignants ont voté à 94,5% pour la grève si les négociations achoppent. Elle servira à négocier le salaire et le nombre d'élèves par classe. Dans l'article du 2 janvier 2002 du journal intitulé « Albertans divided over teacher strike for more pay », Larry Booi stipule que la grève servira à négocier trois points : les conditions dans la salle de classe, le salaire, le recrutement et la rétention des enseignants.

Les enseignants ont reçu une offre du gouvernement de 6% pour deux ans (4% la première année et 2% la deuxième). L'offre ridicule est considérée comme insultante sans aucune place pour des négociations. Cette augmentation rendrait les enseignants les mieux payés dans le pays, mais elle n'est pas assez bonne pour ceux qui s'investissent à 100%. Personne n'est gagnant.

Le sentiment est que, dans le jeu politique vicieux pour négocier avec les enseignants, les enfants servent d'otages. Comment les enseignants peuvent-ils s'attendre à conclure une entente juste? Dans cette situation, quelles sont les options qui leur restent?

Les enseignants indiquent que cette grève n'est pas pour l'argent, mais bien pour les enfants et que leur salaire doit couvrir le coût de l'inflation déjà reçu par les infirmières et les médecins il y a quelques années. On suggère de négocier avec les enseignants, car il est temps de les rembourser et de les récompenser pour leurs sacrifices. Ce n'est pas une question de comparaison entre le salaire des enseignants de l'Ontario ou des infirmières. On demande sans délai une offre d'entente qui tiendra compte du montant à offrir. On se demande pourquoi les enseignants ne devraient pas avoir une part du gâteau. Les parlementaires ont eu une hausse de salaire; les médecins, les infirmières et le personnel paramédical ont aussi reçu ce qui leur était dû. Les enseignants demandent un traitement égal et personne n'accepterait le niveau de leurs salaires à moins qu'une formule indique la différence ou le degré mesuré et que le tout soit administré de façon exacte. Ce facteur de niveau différentiel dans le salaire ne semble pas présent lors des augmentations données aux autres professionnels.

Il en ressort que la performance n'est pas mesurée. Selon le HRDC, sans point de référence pour les augmentations des enseignants, celle-ci est qualifiée d'irrationnelle. Il est également suggéré d'éliminer les contrats permanents et de faire un compromis entre les deux parties en misant sur le bien des élèves, le salaire mérité et l'investissement dans les enseignants. Il est aussi indiqué que, pour les élèves, les salaires élevés ne vont pas

changer les conditions de la salle de classe et il ne faut pas prétendre que la grève n'a d'autre but que l'argent.

Vu la situation économique, les enseignants devraient accepter des coupures de salaire inévitables ou perdre leur emploi jusqu'à une amélioration de ce côté.

Cependant, le nombre d'élèves n'a rien à voir avec le salaire étant donné la richesse de cette province. Il est suggéré, qu'au lieu d'augmenter les salaires, on recrute plus d'enseignants, que les négociations provinciales soient pour tous les enseignants et que l'augmentation de salaire soit proportionnelle au taux d'inflation de 3%. La négociation se ferait avec une commission scolaire au lieu d'une douzaine. L'augmentation de salaire de 23% entraînerait une compensation totale de 91 000\$. Les enseignants ont-ils vraiment pensé recevoir 21% d'augmentation?

La population est avisée que les enseignants ont essayé de régler la question bien avant la baisse du prix du pétrole ou de l'événement du 11 septembre et que la dispute ne concerne pas seulement les salaires. Les négociations sont non résolues, car il y a beaucoup de compromis entre le salaire et les conditions de travail et les deux qui font partie du procédé. La dispute serait terminée si on avait offert 18 à 22% d'augmentation aux enseignants, mais sans fonds pour les besoins spéciaux. Pour régler le dilemme des activités parascolaires, il est suggéré d'avoir des parents bénévoles ou d'engager quelqu'un pour faire ces activités.

3.2.10 Les conseils donnés aux enseignants par le public pour leurs négociations

On conseille aux enseignants de bloquer le gouvernement et d'utiliser un livre de recettes. Ils doivent quitter leur poste pour avoir l'attention du gouvernement et n'y retourner que lorsque celui-ci aura répondu à leurs questions sans tenir compte de l'ancienneté. Les enseignants devraient donner leur démission en bloc, comme les infirmières de la Colombie-Britannique, garder leurs convictions et se battre pour la justice et le respect. Ils devraient suivre le bluff du ministre pour voir de quel bord les électeurs vont se prononcer à ce sujet. Ils ne doivent pas laisser les grands routiers les avoir, le choc viendra à bout de leurs bas sentiments, car ils méritent tout.

Également, il est peut être temps de changer d'emploi et de se tourner vers une autre profession. Le message qui est fait aux enseignants est d'aller chercher leur augmentation de salaire promise avant les élections sans aller en grève. Il faut imiter ce que les corporations font lorsqu'ils sont victimes d'une infraction de promesse. On

conseille aux enseignants de les amener en cour, car ils ont de fortes chances de gagner sur une telle infraction de promesse.

Les enseignants, les médecins, les infirmières ont supporté la réduction des dettes provinciales et les objectifs fixés ont été atteints. Les enseignants devraient travailler à l'école jusqu'à cinq heures comme le reste de la population en général. On leur conseille également de retourner au travail et de solliciter plus de fonds pour les classes; ils pourraient être surpris du support qu'ils recevraient du gouvernement et du public.

3.2.11 Conseil au public par le public

Les parents qui se plaignent devraient plutôt apprécier l'enseignant(e) qui a aidé leur enfant handicapé dans le passé et devraient diriger leur plainte au bon endroit.

3.2.12 Le support des enseignants par le public

Les enseignants sont fortement supportés dans leurs causes, dans leurs efforts et ils sont appréciés. Les directeurs et les enseignants méritent le crédit pour la réussite des élèves. Ils sont les héros de la profession et chapeau à chacun d'eux. Un élève exprime sa tristesse pour son enseignant qui n'a pas reçu d'argent et souhaite trouver un moyen d'octroyer plus de fonds aux enseignants pour leurs écoles et pour résoudre leurs problèmes avec le gouvernement. Les élèves protestent pour les droits des enseignants et signent des pétitions pour avoir des activités parascolaires payées après l'école.

3.2.13 Le message des contribuables aux enseignants

Les contribuables pensent que 98% des enseignants s'imaginent que leurs poches n'ont pas de fond. Cependant, il importe de ne pas oublier que tous les contribuables n'ont pas nécessairement d'enfants à l'école et que, plus les salaires des enseignants augmentent, plus il faudra payer d'impôt. Un membre du public indique qu'il n'est pas prêt à dépenser son pouvoir d'achat pour le « plaisir de fournir un service essentiel » aux enfants. Le public est ensuite averti qu'il sera coûteux d'éduquer la prochaine génération et qu'il n'y a pas de meilleur investissement pour leurs dollars.

3.3 La grève des enseignants selon le public

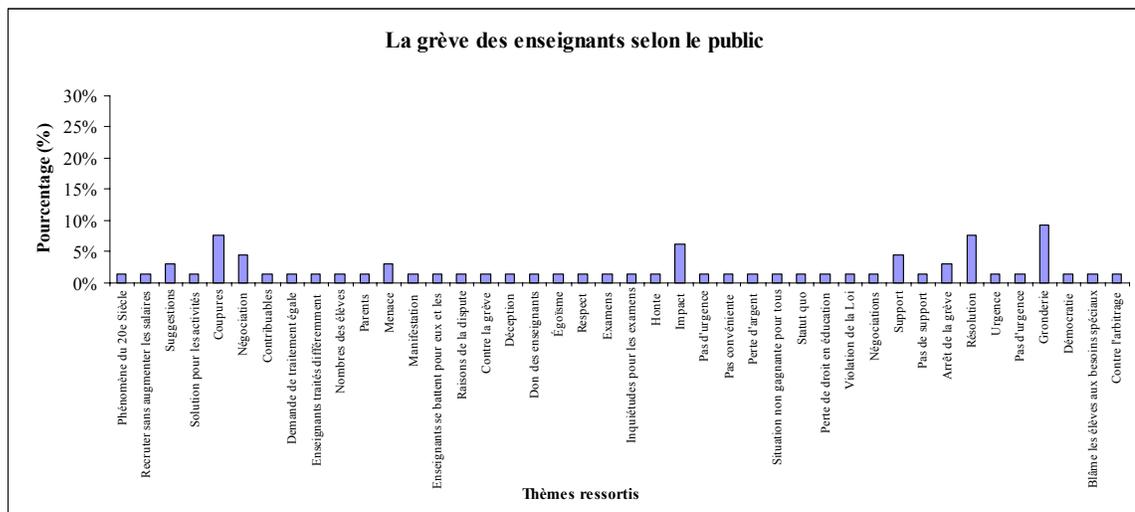


Figure 10

L'espoir était que les enseignants et le gouvernement pourraient négocier raisonnablement avant le 4 février 2002. Personne ne gagne avec une grève. On conseille aux administrateurs de résoudre l'impasse tout de suite et non 10 à 12 jours après le début de la grève. Le problème ne va pas se régler seul, il faut que quelqu'un plie.

3.3.1 La dispute des enseignants selon le public

Les grèves sont des phénomènes du 20^e siècle. Le problème entre les deux parties est que le gouvernement veut garder un excellent système peu coûteux sans ajouter d'argent. La dispute revient à l'obligation de s'occuper des enseignants émotionnellement, physiquement et moralement, sinon les enfants vont écopier.

Plusieurs commentaires provocateurs du premier ministre de la province et du ministre de l'Éducation indiquent leur désir d'une grève, car le gouvernement est le seul à en bénéficier. Le gouvernement nie le problème pour s'évader des vrais problèmes, ce qui est un mouvement classique du Parti conservateur. Il importe de lutter face à face avec les autres partis. Le gouvernement s'en fait-il vraiment pour les autres partis qui seront affectés négativement par cette grève? Toutes les grèves sont mauvaises et le statut quo est de les maintenir et de chérir les conditions malgré les effets de l'inflation sur la paie des employés. Cette idée ne peut être utilisée quand il s'agit de l'augmentation des prix et des salaires, ou avons-nous des étiquettes sélectives ?

Il était choquant et bouleversant pour les citoyens de voir les éducateurs manifester à l'Assemblée législative pour se plaindre du traitement cruel et injuste du gouvernement. Selon les critiques, tous ceux qui se trouvaient au rassemblement étaient des enseignants, de faux parents et des élèves. Les enseignants doivent réfléchir à ce qu'ils enseignent par leur comportement. Pour avoir du respect, les enseignants devraient arrêter de se plaindre tout le temps de leur situation économique. Ils n'auront pas de support pour leurs demandes irraisonnables et ils doivent avoir le courage d'une rencontre face à face avec le gouvernement pour parler des faits. Ils pensent qu'ils peuvent faire la grève et manifester à l'Assemblée législative, mais ils se plaignent quand les élèves les imitent. Ne veulent-ils pas voir leurs élèves impliqués et intéressés dans ce qui se passe dans le monde ? S'ils sont vraiment inquiets pour leurs élèves, ils doivent se comporter comme des professionnels.

La menace de la grève, prédite aux alentours des examens, est inquiétante et est perçue comme un cauchemar. Elle devait être évitée jusqu'à ce que les examens finals des élèves soient complétés parce que, pour le moment, elle ne fait pas l'unanimité chez ceux-ci à cause de son effet sur leurs perspectives d'avenir. Cette grève pourrait ruiner la dernière année des élèves et les forcerait probablement à répéter leur année.

Les enseignants décident ensuite de passer à l'action (work to rule) et informent l'école qu'ils vont faire du zèle l'année suivante pour la majeure partie de l'année. Ils sont forcés d'appliquer cette règle et ont le support pour le faire, car la solution du conflit est mal amorcée.

L'espoir est que le gouvernement refuse le droit aux enseignants de faire la grève, car ils ne sont pas réalistes dans leurs demandes et puisqu'ils offrent des services essentiels, ils ne peuvent aller en grève. Une discussion franche avec les enseignants révèle que si de l'argent leur était donné pour les enfants handicapés, par rapport à peu d'argent pour leurs salaires, l'Association des enseignants de l'Alberta n'accepterait pas de négocier et que la vaste majorité des enseignants mettraient les intérêts de leurs élèves avant les leurs; on sait que la mentalité du syndicat prévaut toujours dans ce genre de négociations. Si les enseignants sont forcés de faire la grève, aux prochaines élections provinciales, certains points referont surface.

Le jeu du gouvernement est qu'à un moment donné, il indique qu'il n'a rien à voir avec les négociations puis avise les commissions scolaires de faire une offre, mais de ne pas utiliser le surplus budgétaire pour régler. De leur côté, on conseille aux enseignants de

tenir compte que l'action de la grève qu'ils contemplent concerne les enfants et qu'ils doivent continuer à superviser les examens. Ils sont de plus avertis que s'ils prennent la chance, ils devront vivre avec les conséquences.

La grève est très dérangeante; les enseignants ont le support nécessaire pour faire la grève, car le désespoir demande des mesures désespérées et le gouvernement ne les écoute pas. Des grands-parents, qui ont subi deux grèves, supportent les enseignants. Ces derniers sont inquiets de l'impact de la grève sur eux-mêmes, mais ils n'ont aucun choix s'ils désirent avoir ce qu'ils méritent. Il est déconcertant et honteux de voir l'Alberta suivre le même chemin que la Colombie-Britannique. La situation est non gagnante tant pour les élèves que pour les parents et les enseignants.

Parallèlement, les parents se sentent coupables en insistant pour que cette grève soit pour le bien des enfants. Les enseignants indiquent qu'ils tiennent aux enfants et que c'est pourquoi ils ont décidé d'aller en grève. Mais ils nuisent aux élèves de la 12^e année dans leur éducation en allant en grève le 4 février plutôt que pendant leurs examens. Pourquoi les enseignants ruinent-ils la chance à ces finissants d'aller à l'université grâce à une bourse athlétique ? Ils ne devraient pas faire la grève, les élèves auraient plus de plaisir avec des activités planifiées. Si les enseignants sont engagés envers leurs élèves, pourquoi mettent-ils en danger leur réussite pour leurs futures études à l'Université ? Ils doivent reconsidérer leur idée de grève, car d'après l'avis même des enseignants, il est difficile de se rattraper si on manque une classe; on leur demande donc de ne pas mettre en danger le succès de la classe de 2002.

Les enseignants sont allés en grève pendant trois semaines pour protester contre le manque de respect du gouvernement envers leur profession et pour avoir davantage d'argent. Le but de cette grève est l'augmentation de salaire, la diminution du nombre d'enfants dans les classes, l'accès à davantage de fonds pour l'école dans l'intérêt des élèves et l'achat d'équipement. Les enseignants se battent pour avoir de meilleures conditions pour eux et pour leurs élèves, car c'est bon et efficace pour tout le monde. Cette grève vise à être respectée et reconnue.

La grève des enseignants est vue comme un cancer qui se répand parmi le public, une menace et un affront à la démocratie pour tous les professionnels. En fait, elle est vue comme le terrorisme domestique. Le public se fait rappeler que les élèves perdent leurs

droits à l'éducation. La loi indique que les enfants en bas d'âge doivent aller à l'école. Cette loi n'est-elle pas violée?

Pendant la grève, plusieurs photos d'enseignants ont été prises portant des affiches dont le goût est discutable et qui soulignaient le problème d'alcoolisme du premier ministre. Il est difficile de déterminer si ce sont des enseignants. Également, les enseignants n'ont pas donné de travail aux élèves pour qu'ils continuent d'apprendre; ils ont plutôt gâché l'apprentissage des enfants. Le plus cette grève dure, le plus il est évident qu'elle vise l'argent en premier. Les enseignants ne souffrent pas pendant la grève, car ils ont des postes, leur instruction et ils ont voté pour la grève.

Le départ du premier ministre pendant une crise est inquiétant et indique que l'éducation n'est pas importante. Les époux des enseignantes sont indignés par sa déclaration publique qui dit que les enseignants travaillent 4 à 5 heures par jour. Le ministre de l'Éducation a attendu 15 à 20 jours pour déclarer une urgence. Le premier ministre a donné l'ordre à son cabinet de mettre fin à la grève jeudi; pas en considération pour les élèves et les parents, mais bien pour lui éviter la ruée des médias, des appels à son bureau et pour l'aider à se remettre de son voyage après son retour de mission. L'annonce que la grève est terminée n'a pas été un soulagement, mais bien un embarras. Est-ce un coup de tête du gouvernement d'arrêter la grève ou est-ce le fait de sa durée de 23 jours comme précédemment ou un mémo aux commissions scolaires qu'on a découvert à cause d'une fuite ? Le premier ministre légifèrera sur le retour au travail des enseignants

La grève ne fait pas l'affaire d'un élève, car il a reçu des fonds fédéraux pour un programme d'échange avec le Québec et il est très déçu de ne pouvoir y aller.

La grève aide un membre du public qui a décidé d'envoyer son enfant à l'école privée et un employeur indique que les jeunes ont les mêmes attitudes que les enseignants.

Les parents désirent la fin de la grève à condition qu'il y ait de l'argent de versé. On se demande si la grève est considérée comme une urgence. On culpabilise les enseignants d'avoir été en grève et ils doivent démontrer leur responsabilité en faisant du rattrapage à sa suite pour que le public témoigne du respect pour leur profession, ce qui servira de leçon de morale aux enfants.

L'arrêt de la grève de trois semaines est demandé. Le ministre de l'Éducation force les enseignants à retourner au boulot après trois semaines, ce qui est inadmissible. Quarante-huit heures auparavant, il indiquait que l'arrêt de la grève n'était pas une urgence

et que les enseignants ne seraient pas forcés de retourner au travail. On a ordonné aux enseignants de retourner en classe sans nommer d'arbitre.

Pendant une courte période, il y a eu des appels des parents. La grève dérange. Que s'est-il vraiment passé ? Si le gouvernement était si inquiet de l'impact de la grève sur les élèves, le ministre de l'Éducation a fait de son mieux pour enrayer les messages de fausse déclaration d'urgence et les menaces. Légiférer le « Retour au boulot »!!!. Pourquoi y a-t-il eu un changement de discours? Le gouvernement a utilisé la valeur et l'importance de l'éducation comme une excuse pour renvoyer les enseignants en classe quand le problème est en fait, causé par le gouvernement qui ne les valorise pas et refuse de reconnaître l'importance de l'éducation. Forcer les enseignants et les élèves à retourner en classe n'est pas une solution aux problèmes du système de l'éducation.

En assumant que le gouvernement a reçu 300 appels et qu'il y a 2 enfants par parents, la grève touche 350 000 élèves à travers la province; donc, 2/10 de 1% des parents se sont plaints. Ceci ne démontre pas une urgence, car les enfants étaient à la maison pendant le Congrès des enseignants. Appeler ça une urgence et ordonner le retour au travail est lâche et ne constitue pas une solution. Le gouvernement a joué le jeu du pouvoir plutôt que de s'attaquer aux problèmes sérieux. La grève ne pouvait être résolue avec des discussions avec la commission scolaire.

Le premier ministre s'est dit fâché par les insultes et s'est senti calomnié injustement dans la dispute sur l'arbitrage des enseignants. Il a accepté de considérer « un arbitrage exécutoire » pour redresser les salaires des enseignants et les conditions de la salle de classe. Il faut changer et éliminer les problèmes de la salle de classe en limitant le droit à l'arbitrage aux salaires. L'impasse avec les enseignants est résolue avec élégance en offrant d'aller en arbitrage avec tous les problèmes sur la table comme cela se doit. Pourquoi ne pas discuter avec un arbitre impartial? Comparons les salaires des enseignants et leurs conditions de travail avec ceux des autres provinces.

Le public apprend par la suite la mise sur pied de la Loi 12, acte d'accord des services de l'éducation et se demande si c'est ainsi qu'on nourrit l'avantage Alberta ? Il est alors indiqué qu'un élève est protégé contre les menaces de perdre son droit à l'instruction en ne permettant pas aux enseignants d'aller en grève au cours des 18 prochains mois, ni en permettant à la commission scolaire des déficits causés par une augmentation de salaire qui l'empêcherait de congédier son professeur préféré. Le premier ministre a trahi le

peuple. Sa décision contre la dispute est violente. Il est épouvantable de voir ce que vaut la future génération pour le premier ministre. Également, le poste du ministre de l'Éducation est remis en question, car il a posé de mauvaises questions. Le gouvernement se devait d'essayer de comprendre les problèmes sur les conditions de travail. Les dégâts publics des deux dernières semaines de la grève ont eu un impact et n'ont pas été considérés.

3.3.2 La revendication des enseignants selon le public

Pendant la dispute, on a revendiqué des droits du public par rapport aux vacances. Les enseignants devront parler du travail qu'ils font, du temps que cela leur prend et ils devront répondre aux revendications contre eux. Ils ont joué leurs cartes et ont malheureusement eu une mauvaise main.

3.3.3 Les activités parascolaires pendant la grève selon le public

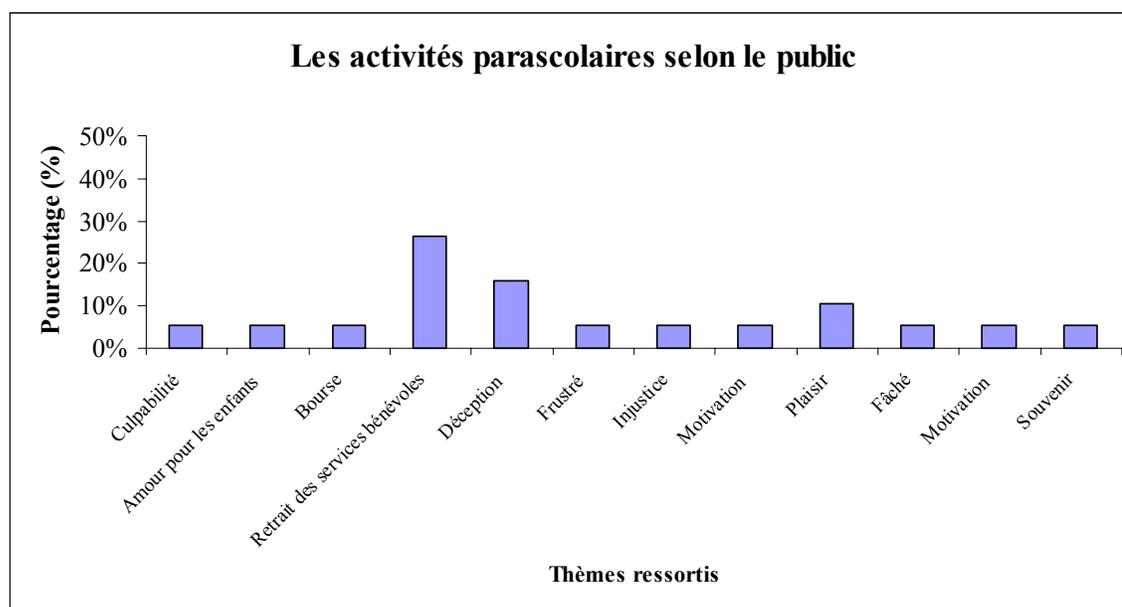


Figure 11

Les activités parascolaires et la graduation sont considérées comme des événements très importants dans la vie des enfants. Les parents sont déçus et frustrés par le retrait des services des enseignants. Ils ne devraient pas faire la grève, car les jeunes n'auront plus le plaisir de vivre les activités planifiées. Ils vont s'ennuyer de la chorale, du hockey de plancher et des excursions. Ils trouvent injuste et ridicule de voir leurs enfants

servir d'otages. Les enseignants sont supposés aimer les enfants, mais ceux-ci n'auront pas de beaux souvenirs de ces activités. On culpabilise les enseignants pour avoir arrêté les activités parascolaires et on les blâme d'avoir utilisé les enfants pour négocier leur dispute. La suggestion est d'inclure des heures supplémentaires pour couvrir les activités parascolaires dans les contrats des enseignants. On leur conseille de continuer à superviser ces activités et les examens. Personne n'est gagnant dans la situation actuelle.

Les activités scolaires sont importantes pour que les enfants gardent de bons souvenirs. Les élèves adorent les sports qui sont considérés comme un privilège et donnent du plaisir durant les années scolaires. Les sports sont des moments très importants de la journée pour les enfants. Une profonde tristesse est exprimée par les élèves qui travaillent fort pour participer à ces activités, car ils ne peuvent y participer s'ils manquent des cours ou si leurs notes sont trop basses. Les sports encouragent les élèves à aller à l'école tout en les aidant à reprendre confiance en eux et à gagner l'estime de soi. Ces activités développent des liens d'amitié, le goût de la coopération, le sens du partage et de la juste compétition; enfin, cela maintient les enfants hors des troubles et du goût de fumer. Ainsi, on forme le caractère des jeunes. Le bénéfice majeur des activités parascolaires est que ça permet aux élèves d'obtenir une bourse pour l'université.

Les enseignants se font dire qu'on ne doit pas abuser des élèves ni les utiliser en servant ses propres intérêts.

Le public se fait dire que les enseignants s'impliquent dans les activités parascolaires par amour pour les enfants et que plusieurs activités sont disponibles en dehors de l'école pour développer leurs habiletés. La dispute entre les enseignants et le gouvernement affecte d'innocentes victimes en les privant des activités parascolaires. Elle met en danger le bon travail des gens du système et du milieu scolaire.

3.3.4 La Loi 12 selon le public

La Loi 12 porte sur les droits des enseignants et les empêche d'aller en grève pour une période de 18 mois. Ceux-ci se disent fâchés de l'application de cette loi. Avec cette loi, le ralentissement du travail est considéré comme illégal, les accords arbitraires sur les salaires sont restreints et un maximum sur l'augmentation de salaire est imposé selon les moyens de la commission scolaire. Les actions légales des enseignants sont traitées de fascistes.

Ainsi, le gouvernement a mis les enseignants dans une très mauvaise position : soit qu'ils cèdent au gouvernement ou qu'ils se font accuser de prendre l'argent des budgets des écoles. Ce ne sont pas les enseignants qui ont attaché les mains des commissions scolaires. Après avoir travaillé en Alberta sous le régime de Klein, les enseignants savent que ce n'est plus la faute du public.

Le gouvernement a ligoté les mains des enseignants et les a privé d'avoir voix au chapitre. Le ministre de l'Éducation leur indique quoi faire et quoi ne pas faire. La Loi 12 est un instrument visant à faire taire les enseignants sur leurs inquiétudes par rapport à la qualité de l'enseignement. C'est un mécanisme pour les humilier et les empêcher de suggérer des améliorations à apporter au système de l'éducation et une réjouissance pour le gouvernement Klein qui s'assure de la conformité des enseignants à son style de gérance autocratique. D'après un examen critique, la Loi 12 est limitée, non démocratique et un défaut flagrant quand on considère les conditions dans la salle de classe, le temps d'enseignement, le nombre d'élèves par classe et tous les points importants concernant les élèves, les enseignants et la situation antérieure à la grève. Cette loi est un accord dicté et une introduction rapide qui a comme résultat l'endommagement du système de l'éducation et qui est nuisible aux enfants. On peut ignorer Booi et ce qu'il a à dire et même les martyrs du Bishop Henry, mais ce genre de contrôle des dégâts ne blanchit pas la Loi 12 controversée.

Les nouveaux électeurs ne sont pas contents de la Loi 12 et veulent la voir retirée. Une future enseignante a vu personnellement ce que fait cette loi.

3.3.5 Le climat selon le public

Le climat s'est détérioré après la grève. Les conditions de la salle de classe se détériorent aussi et les examens écrits se passent dans un collège loué dans le voisinage, parce qu'une école est trop pleine pour y faire écrire les examens.

3.3.6 Les impacts de la grève selon le public

L'annonce d'une possibilité de grève invite les Américains du Nord à venir prendre la place. On se demande pourquoi les Américains ne veulent pas ces emplois.

À cause du retrait des services bénévoles, les enseignants ont perdu le support du public. Tous les enseignants d'Edmonton auraient été tenus responsables si les enfants d'un membre du public avaient contracté la méningite pendant la grève. Quand les enseignants sont en grève, les parents sont incapables d'enseigner à leurs enfants. La grève cause des

inquiétudes aux élèves dans les programmes avancés et à ceux qui ont des difficultés, car ils auront des moments difficiles à passer pour se rattraper. Également, on conseille aux enseignants de ne pas donner trop de devoirs, car ils peuvent être tenus responsables des abandons et des suicides. Ils doivent réfléchir sur l'impact de leurs plans pour reprendre le travail en retard et sur l'arrêt de leur participation pour les activités parascolaires. La grève est aussi perçue comme un don fait par les enseignants, car l'argent sauvé est allé au gouvernement durant la grève. Également, on exprime des inquiétudes de ne pouvoir respecter les dates limites pour entrer à l'université et de la baisse des notes; pour ces raisons, les élèves pourraient perdre leur chance d'entrer à l'université et la province est blâmée pour n'avoir pas négocié avec les enseignants.

Pour une mère monoparentale, étudiante en éducation, l'impact est de réussir. Sinon, elle ne pourra pas continuer ses études. Si la grève continue pendant quatre semaines, elle devra décider de laisser ses enfants seuls à la maison ou d'abandonner ses études. Les enseignants mettent en danger les résultats des élèves et la grève pourrait nuire à leur capacité de bien réussir, ce qui aurait un impact direct sur leur éducation. Le gouvernement a besoin de consulter les parents monoparentaux et de leur demander d'expliquer comment ils aident leurs enfants à la maison. Comment gèrent-ils leur budget pour le tutorat ?

La grève est difficile pour les parents parce qu'ils doivent travailler et il est difficile de trouver une gardienne, sans compter la perte de milliers de dollars qui servent à payer pour la garde des enfants. Pour d'autres, la grève ne dérange pas.

3.3.7 Le traitement des enseignants selon le public

Les enseignants méritent d'être traités et compensés avec justesse pour le travail qu'ils font. Pourquoi sont-ils les professionnels les moins appréciés de cette province ? En ne les supportant pas, on les attaque par-derrière. Ils sont vus comme ambitieux par le gouvernement, font face à la plus basse contribution par personne en éducation dans le pays; ils méritent plus que cela.

Il y a des incompetents et des paresseux dans toutes les professions, même parmi les politiciens. Le gouvernement désire que les excellents enseignants, dont la majorité travaillent très fort, continuent de travailler sans toucher d'augmentation.

Après avoir dénigré nos enseignants dans la presse, détruit leur entrain et les avoir démoralisés complètement, on leur ordonne de retourner au travail le 22 février 2002 pour

guider et conseiller nos enfants. Ils font face à des commentaires négatifs, injustes et non réalistes. Ils sont humiliés publiquement et économiquement par le gouvernement. Ils sont abusés verbalement pour avoir demandé plus de 6%, sont maltraités et ne sont même pas appréciés. Ils sont déclarés paresseux, ne valant pas la peine d'avoir une augmentation et considérés comme des gardiens moins productifs. C'est la mort des éducateurs progressifs. Il est peut-être temps de ne pas les voir comme ambitieux, mais bien comme des êtres humains aussi, car nous avons les meilleurs enseignants du monde. En les maltraitant pauvrement, ils partiront. Ils valent la peine d'être reconnus et méritent d'être louangés considérablement pour leurs efforts plutôt que d'être grondés. Ils ont travaillé durement pendant des années pour se monter une carrière. Plusieurs les applaudissent pour leur engagement envers les enfants de la province, les apprécient sincèrement et les supportent complètement.

Les attitudes d'animosité et le manque de respect pour les enseignants vont affecter le système de l'éducation négativement parce que c'est le système le plus en demande pour survivre à la compétition. Les enseignants attendent depuis longtemps de se faire reconnaître de façon monnayable, dans le respect et l'appréciation du gouvernement de l'Alberta. Le manque de traitement équitable des enseignants est un problème. Il est temps de signaler à travers le pays qu'au moins une province les reconnaît à leur juste valeur.

Tout est basé sur le respect, mais on l'a perdu. Les immigrants européens et asiatiques ont amené leurs rêves, leurs mœurs et leurs possessions les plus précieuses. Ce respect des enseignants s'est perdu au cours du voyage ou pendant leur installation sur les nouvelles terres. Le respect était évident dans le passé comparé à maintenant. Les enseignants étaient alors perçus comme pauvres, mais raffinés; une personne respectable, un candidat prêt à payer ses dettes, ayant de grandes aspirations et exerçant une profession digne, mais compensée pauvrement.

D'autres indiquent que les enseignants ont reçu exactement ce qu'ils méritaient et qu'ils peuvent quitter leur poste s'ils sont insatisfaits.

3.3.8 Les sentiments du public

On espère qu'il n'y aura pas de grève, car, comme le mentionne une élève, elle ne veut pas manquer l'école. On manifeste de la colère, de l'indignation contre les enseignants

et du découragement. Les enseignants sont blâmés et sommés de retourner enseigner, car ils mettent les enfants en danger.

3.3.9 Les émotions des enseignants selon le public

Avec les commentaires incendiaires sur les élèves affolés par l'intimidation qui les amène à commettre le suicide face à une autre journée démoralisante, les enseignants se sentent diffamés et perçus comme irrationnels.

3.3.10 Le profil des enseignants selon le public

Les enseignants sont perçus comme des professionnels irréflechis pour avoir interrompu l'éducation de leurs élèves pour plus d'argent et/ou une meilleure proportion d'élèves par groupe. Ils sont effrontés en se comparant aux infirmières et devraient être gênés de prendre leurs élèves en otages.

Ils agissent en hypocrites lorsqu'ils disent qu'ils ont les intérêts de leurs élèves en tête et qu'ils retirent leurs services. Ils sont dépeints comme irraisonnables. C'est un coup digne d'un chauffeur. Ils sont gentils individuellement, mais dans l'ensemble, ils ont une fausse vision de leurs valeurs.

Les enseignants sont égoïstes et paresseux; ils préfèrent avoir des mois de vacances plutôt que d'être productifs. Ils devraient apprécier leur position enviable. Ils convoitent de l'argent et sont responsables d'avoir empoisonné l'atmosphère. On souhaite que leur ambition ne prenne pas le dessus lors de la rencontre avec le gouvernement. Ils ne sont pas si formidables qu'ils le pensent; leur bouderie collective qui se fait de façon organisée et leurs plaintes concernant leur salaire sont maladroites. Il y a toutes sortes d'enseignants : un petit nombre sont excellents, mais la plupart sont mauvais.

On se questionne à savoir pourquoi les mauvais enseignants enseignent toujours. Ils ne méritent pas la même paie que ceux qui font des efforts pour donner des leçons rafraîchissantes, excitantes et qui s'impliquent dans les activités parascolaires après l'école.

Un manipulateur sexuel qui choisit d'humaniser, soi-disant le pilier de la société, est un hypocrite pervers et un parasite de la société qui n'hésitera pas à utiliser son passé glorifié d'enseignant comme trophée pour diminuer la sévérité de son crime. C'est une honte de voir la société lui offrir tout son support s'il regrette son acte. L'enseignant accusé d'assaut sexuel est reconnu comme un entraîneur et/ou un conseiller hors pair. Très peu d'enseignants se donnent entièrement à leur travail, mais un faux pas, dû à l'alcool, peut priver le monde de l'éducation d'un bon enseignant et peut détruire complètement la vie

d'un homme dont l'amour et le respect ont aidé plusieurs élèves à s'orienter et à connaître le succès dans leur vie après l'école secondaire. Son action ne le condamne pas et sa réputation n'est pas entachée aux yeux d'un élève.

Les enseignants de Riverbend sont perçus comme riches à cause de leur mode de vie (voitures dispendieuses, voyages, services de chauffeur, femmes de ménage et jardiniers, etc.).

Il est indiqué que l'amertume n'a pas sa place pas dans la classe et que le sarcasme contre les siens donne un goût amer; le point de vue myope de l'enseignant n'est pas indicateur de l'enseignant moyen.

Les enseignants sont mécontents; ce sont des syndicalistes, des semi-professionnels qui dépendent des spectateurs captifs. Ils sont souvent inadéquats dans leur enseignement et empirent avec l'âge. Ils réussissent seulement s'ils sont bons et/ou populaires.

Peu d'enseignants causeront peu de problèmes; ils liront, se développeront, changeront leurs idées et penseront à de nouvelles idées. Avant que nous le sachions, ils parleront de liberté académique et voudront une classe selon le modèle de l'association canadienne des enseignants de l'université; ils se prononceront sur la liberté académique où ils auront le droit à la recherche, à la publication des résultats, le droit d'enseigner, de discuter et la liberté de critiquer l'université et la censure institutionnelle.

Les enseignants sont considérés comme des apprenants lents, non débrouillards et sans maturité. Ils doivent communiquer honnêtement leur désir d'une grosse paie et prendre la responsabilité de leurs actions. L'enseignant ne fait rien qu'un enfant motivé retiré de la rue ne peut faire.

L'argument contraire est que les enseignants n'enseignent pas pour l'argent, car si c'était le cas, ils feraient autre chose. C'est le temps de passer à l'action. Si les enseignants pensaient que prêcher au public peut changer les choses, ils l'auraient déjà fait.

On s'inquiète de la possibilité que les enseignants manifestent leur mécontentement dans la salle de classe à leur retour au travail. On les supplie donc de ne pas passer leurs frustrations sur les enfants, car leur découragement affecterait ces derniers.

3.3.11 Le congédiement des enseignants selon le public

Il faut se débarrasser du bois mort qui fait partie des enseignants; celui-ci ne fait pas son travail comme il faut; il est prétentieux, méprisant, paresseux, adultère et homosexuel.

3.3.12 La responsabilité d'éduquer et la vision de l'enseignant selon le public

La responsabilité d'éduquer les jeunes ne repose pas seulement sur les enseignants et sa vision ne doit être autre que de servir l'élève.

3.4 Le rôle des médias selon le public

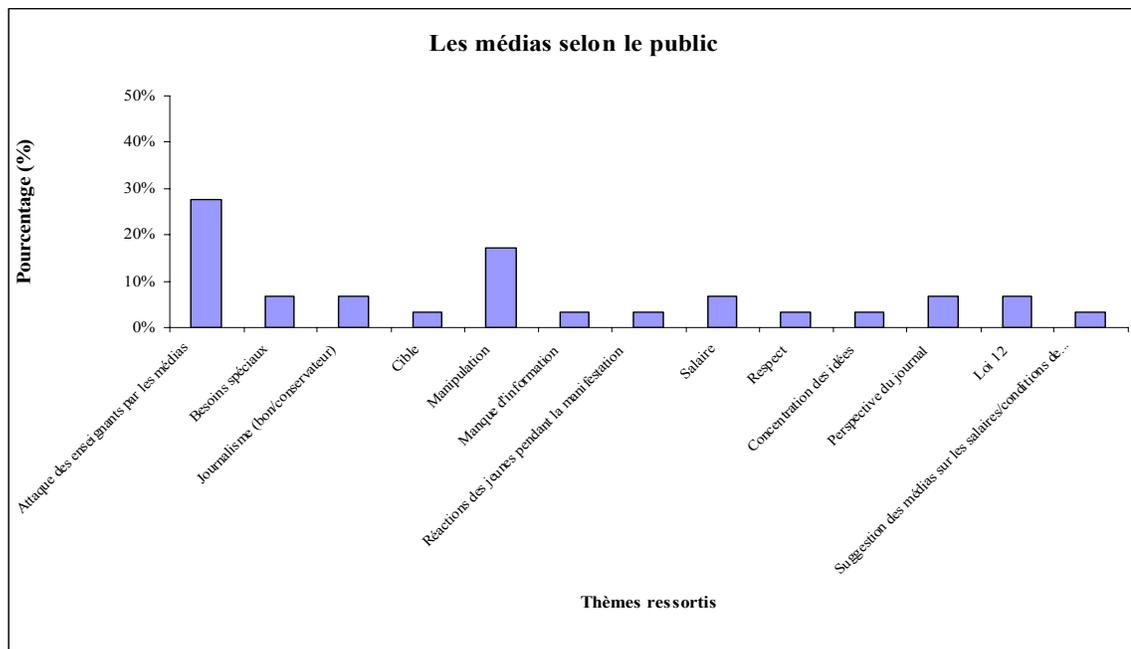


Figure 12

Les médias font la comparaison des salaires des enseignants entre les différentes villes sans considérer le coût de la vie ni ses effets sur le salaire. Ils indiquent que les enseignants sont déjà sous-payés si on compare avec Toronto (voir les chiffres Dec.1/01) et signalent que les enseignants ayant le plus d'expérience en Alberta gagnent 6 000\$ de moins que ceux de Toronto ayant les mêmes études et la même expérience; selon Booi 63 994\$ versus 70 000 à 71 000\$. Également, Simon insiste pour faire la comparaison avec les salaires des enseignants de Toronto et ceux qui travaillent dans la fonction publique. Elle ne devrait pas parler des nombreuses heures que les enseignants font actuellement. Ils ont joué leur carte pour ne pas être les mieux payés à travers le pays. Les comparaisons avec les infirmières ne démontrent pas que les enseignants changent les bassins hygiéniques ni tiennent la main d'un patient mourant.

Dolphin affirme que les enseignants gagnent 60 000\$ en travaillant 23 heures par semaine; c'est une conclusion aussi insensée que de dire qu'un avocat travaille seulement quand il est en Cour ou qu'un membre de l'Assemblée législative travaille seulement quand il siège ou encore qu'un chroniqueur travaille uniquement quand il est devant son clavier. Le portrait des enseignants par Ric Dolphin leur rend un mauvais service ainsi qu'au public en traitant du sujet de façon mi-moqueuse. Le manque de satisfaction, répandu parmi un groupe important tel l'enseignant, est un sujet sérieux et complexe qui demande une explication réfléchie.

Paula Simons, une journaliste, a raison d'indiquer que l'argent est une valeur imparfaite et qu'il est utilisé par la société pour déterminer le mérite.

Dans la section « Opinion » du journal, Lorne Gunther rapporte l'intimidation que subissent les enseignants; il a raison d'indiquer que c'est une injustice d'instaurer la Loi 12 dont l'intention est bien identifiée.

3.4.1 L'attaque des enseignants par les médias selon le public

L'article de Paula Simons « It's not about you » (1^{er} décembre 2001) qui s'adresse aux enseignants est très bien tapé et leur donne de bons conseils. À la radio (call-in show), l'hôte ou le commentateur est continuellement en train de rabaisser les enseignants. Ceux-ci se font attaquer parce qu'ils demandent une hausse de salaire. Paula Simon, à son tour, indique qu'il faut les arrêter de penser que l'opinion publique importe dans notre société (ref. article : « No, I don't hate teachers but their strategy stinks. »).

L'éditorial « Teachers risk alienating public » est un exemple de manipulation exercée par ceux qui gagnent leur vie en utilisant « la langue ». L'opinion officielle du journal est autoritaire. Celui-ci calomnie les enseignants et supporte le gouvernement. Le langage est une arme chargée et les chasseurs prennent davantage le temps de viser avant de tirer. Le mot « demande » est seulement utilisé par des kidnappeurs, des terroristes et d'autres desperados; on devrait plutôt utiliser « sollicite ».

Un membre du public s'oppose au journal. Ric Dolphin indique dans sa chronique que la frustration du gouvernement envers les enseignants est grandissante (article du 9 octobre 2002); il indique qu'une race virulente de « Teacheritis » bouge dans le caucus conservateur et finit par transmettre le virus des observations tranchantes à ses lecteurs. Le traitement des enseignants est fait de façon mi-moqueuse. Dolphin se décharge ensuite de ses responsabilités sur le public.

Également, l'auteur indique que Paula Simons manque de respect dans son article du 26 novembre 2002 « Free-market hand needed to reward deserving teachers » où elle mentionne qu'il y a de bons et de mauvais enseignants. L'animosité continue de se manifester envers les enseignants et un refus systématique à respecter le travail qu'ils font creusera le fossé qui les sépare déjà. Elle appuie l'idée d'un salaire reflétant la différence entre un bon et un mauvais enseignant. L'animosité affectera l'éducation de façon contraire. La proposition de payer les enseignants selon le mérite cause des problèmes; il est recommandé de payer les enseignants selon les notes des élèves qui ont échoué lamentablement. Il aurait été souhaitable que Paula Simons prenne le temps de faire plus de recherche sur la profession d'enseignant et sur leurs conditions de travail quotidiennes. On suggère à Simons de passer une journée à l'école et d'observer les tâches de l'enseignant pour comprendre leur travail et les conditions dans lesquelles ils l'exercent.

Paula Simons et Ric Dolphin, avec leurs articles, ne pourront s'assurer le support des parents. Les deux journalistes démontrent leur couleur de « Conservateur bleu ». Si Paula Simons avait réfléchi sur le fait que le salaire mérité est la solution aux disputes contractuelles des enseignants, elle aurait découvert que le concept est complètement ingérable et une occasion de désaccord. Ric Dolphin ne prétend pas avoir une pensée indépendante. Il imite les remarques du ministre de l'Éducation, même si elles sont ridicules.

En suivant les idées principales des lettres, on remarque une convergence d'idées qui dominent les nouvelles. Les médias font le portrait des parents-victimes, impuissants dans la dispute entre le gouvernement et les enseignants. Les médias discutent des manifestations et décrivent des jeunes ni outrés, ni sombres : ils rient, sourient et lancent des insultes. Les jeunes sortent de la classe pour l'après-midi et le lendemain, ce sont les affaires, comme d'habitude.

D'après Simons, les enseignants doivent jouer leurs cartes. Elle leur suggère d'accepter entre 8 et 12% d'augmentation et de demander 19% en ce qui a trait aux classes surchargées, aux besoins spéciaux, au manque de ressources, aux élèves en crise, aux toits croulants. Elle a parfaitement raison d'affirmer que nous devons savoir ce dont les enseignants ont besoin pour améliorer leurs conditions de travail. Récemment, dans son article du 23 décembre 2002, Simons en est arrivée à rapporter le point à observer.

Comme le montrent les commentaires précédents, il y a des impressions négatives et positives que le public se fait des enseignants. Dès lors, il est important de connaître la perspective des enseignants par rapport à leurs impressions et à leurs points de vue sur toute l'affaire. Voici ce que disent les enseignants.

3.5 Le point de vue des enseignants

3.5.1 La profession selon les enseignants

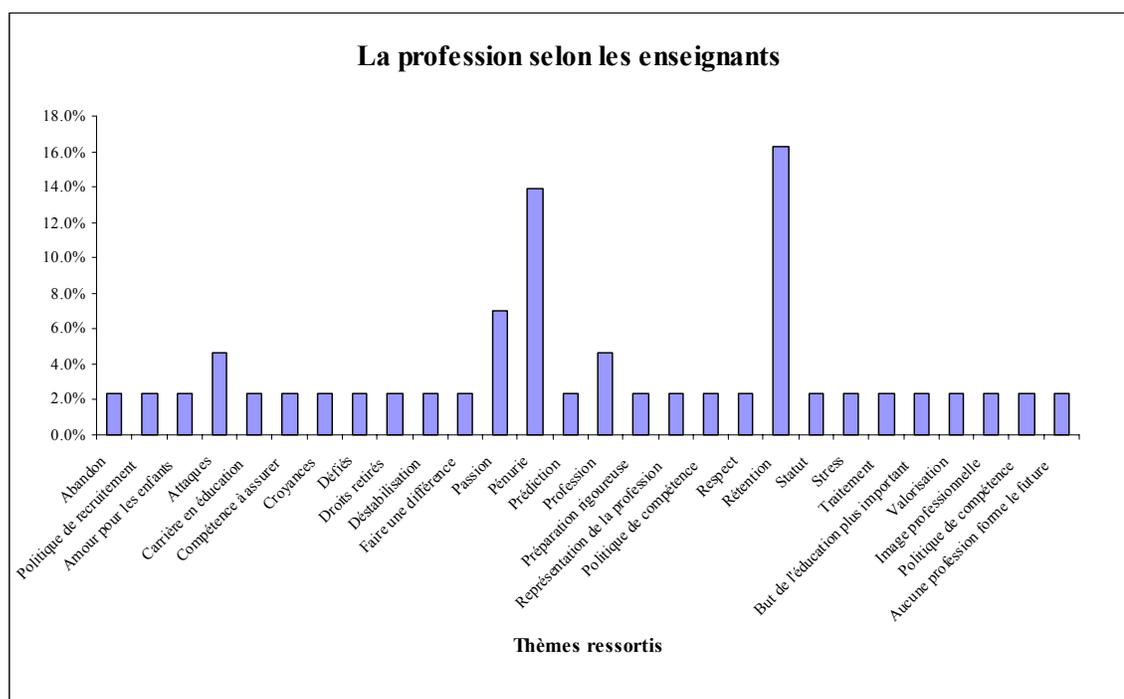


Figure 13

Enseigner est un accomplissement de tâches complexes qui demande une grande variété d'habiletés et de connaissances. La profession proclame le développement de l'enseignant, la supervision et l'évaluation pour contrecarrer les inquiétudes légitimes du public. Sans aucun doute, c'est une profession; cependant, elle n'est pas bien représentée au point de vue de la compétence. Le statut des enseignants n'est pas reconnu comme respectable et le dégoût pour la profession est causé par le manque d'information et de respect manifestés par le premier ministre. Également, la définition du pouvoir des enseignants n'est pas reconnue. Les enseignants n'ont pas choisi cette profession pour devenir riches, mais ne s'attendaient pas non plus à voir leur pouvoir d'achat érodé.

La croyance et la position des enseignants visent à faire le plus grand bien aux générations futures qui sont en fin de compte les enfants et «de leur enseigner comme il le faut ». En jouant son rôle, l'enseignant est celui qui est le plus influent dans la vie d'un enfant. Pour cela, les enseignants sont prêts à se sacrifier pour la cause.

La profession est attaquée, défiée et la déstabilisation des enseignants rend un mauvais service aux enfants, car ils ont désespérément besoin d'espoir, de confiance en eux et de gens qui s'en occupent. Une carrière en éducation est difficile et demande beaucoup à celui ou celle qui l'exerce. Vu les circonstances, il est difficile de faire la promotion d'une carrière en éducation. Pourtant, il est important d'avoir des enseignants compétents. L'importance de la rétention des éducateurs et l'attraction de nouveaux éducateurs brillants est indéniable, mais les conditions de travail courantes et le salaire découragent les jeunes à aller vers cette profession.

Plusieurs amis et collègues ont déjà quitté la profession ou sont en voie de le faire. De plus, au ministère, les conditions de travail sont très difficiles et récemment, huit enseignants ont donné leur démission en même temps. L'abandon de la profession vers des salaires plus élevés est causé par le fait de ne plus pouvoir payer les factures et de vivre une situation frustrante. Un ancien enseignant rapporte qu'il n'a plus l'inquiétude de superviser et d'enseigner à 120 élèves, ni de conduire un groupe de sciences toutes les fins de semaine pendant un mois. Il n'a plus le travail de comité ou de tutorat pendant l'heure du dîner et il n'a plus le besoin de se surpasser. Il ajoute qu'il n'y a plus de rencontres avec les parents ni de préparations de cours jusqu'à 21 heures du soir, ni la préparation pendant des semaines pour les portes ouvertes mensuelles. Ses heures supplémentaires sont payées et il est libre d'aller à la salle de bain ou de prendre un café quand bon lui semble.

Maintenant, en général, les jeunes enseignants ne restent pas plus de 6 ans dans la profession comparativement à ceux qui ont enseigné de 20 à 35 ans. Un étudiant en éducation a annulé son transfert dans le programme et a réévalué son choix de carrière pour une meilleure compensation monétaire. Ceux qui restent dans la profession indiquent qu'ils y restent pour l'amour des enfants ou pour faire la différence ou encore par passion pour le métier, mais que le plaisir d'enseigner diminue. On se demande également si le bénévolat fait partie de l'emploi. Il est à souhaiter que les enseignants vont rester dans la carrière par amour pour les enfants et pour voir leurs yeux s'illuminer quand ils apprennent quelque chose.

Les effets sont visibles dans les écoles, car les enseignants quittent la profession et les suppléants ne veulent plus travailler dans les salles de classe. Il y a un manque d'enseignants spécialisés en physique et en mathématique dans le monde et on demande aux retraités de revenir en classe. Bientôt, l'Alberta connaîtra une pénurie sévère d'enseignants qualifiés. Il y a un besoin désespéré pour des gens passionnés. On prédit que les enseignants vont quitter la province pour exercer leurs habiletés ailleurs, car il n'y a pas d'avenir avec le gouvernement en place et les enseignants créatifs vont perdre le respect d'eux-mêmes pour en venir à détester le travail qu'ils ont adoré auparavant. De plus, les futurs diplômés éviteront le programme d'éducation comme la peste. Cependant, l'Alberta a beaucoup de potentiel de postes pour les enseignants qui ont fréquenté l'université.

3.5.2 Le portrait des enseignants selon leurs perspectives

Les enseignants sont perçus comme des gardiens glorifiés. Cependant, ils affirment qu'ils sont des éducateurs et non des gardiens d'enfants, ni des infirmiers, ni des policiers ou des travailleurs sociaux qu'ils respectent pourtant et supportent.

3.5.3 L'éducation des enseignants selon les enseignants

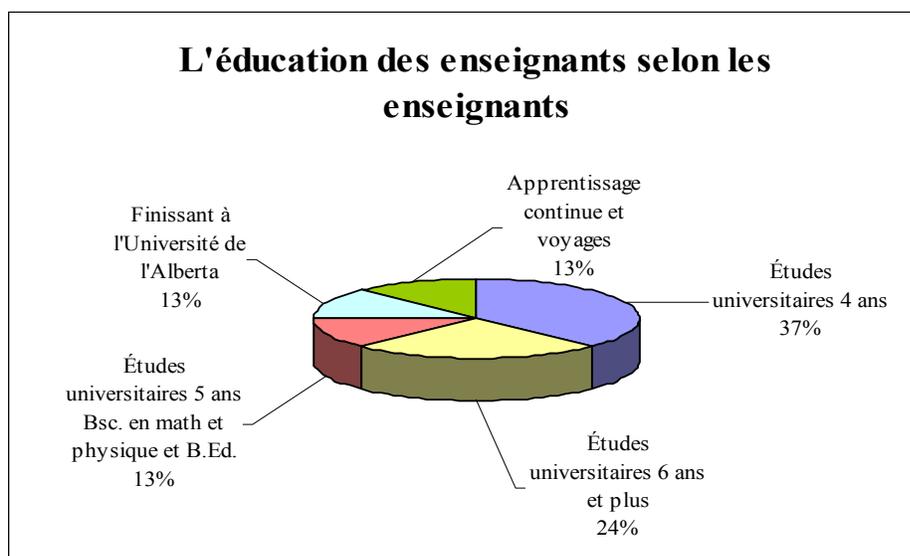


Figure 14

Le niveau universitaire est un préalable pour enseigner. La durée de ces études universitaires varie de 4 à 6 ans et plus. Les enseignants sont préparés rigoureusement et sans exception. Ils sont talentueux et engagés. En plus de leurs études universitaires, ils

s'instruisent à vie, c'est-à-dire qu'ils continuent d'étudier et voyagent pour élargir leurs connaissances.

3.5.4 Les opportunités d'emploi selon les enseignants

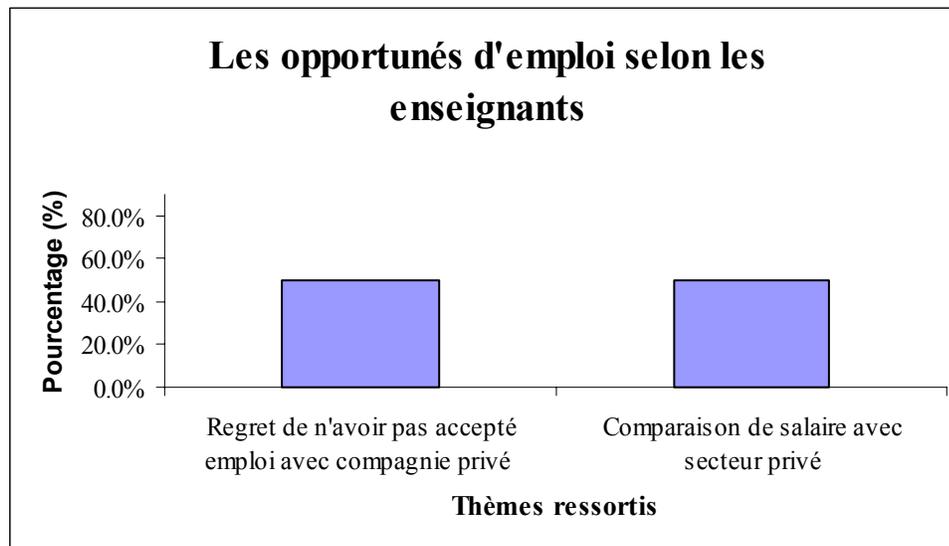


Figure 15

Un enseignant regrette de ne pas avoir accepté une offre d'emploi dans une compagnie privée importante il y a plusieurs années et indique qu'il ne prendrait plus la même décision aujourd'hui.

Les futurs enseignants s'informent du salaire, des heures de travail, du respect de l'employeur dans le secteur privé comparé à l'éducation. En réponse à cette question, ils se font dire que le salaire est bas, compensé par du bénévolat, que les heures sont longues et qu'ils ont la chance de servir la communauté et la province.

3.5.5 Le recrutement et l'évaluation des enseignants selon eux

Une politique est en place à la "Edmonton Public School Board". On s'assure d'engager des enseignants exceptionnels selon un système d'évaluation sophistiqué et hautement efficace.

Il y a aussi une nouvelle politique d'évaluation mise en place depuis 1999 à travers la province visant à s'assurer que la compétence des enseignants ne fait pas de doute.

3.5.6 Les qualités des enseignants selon eux

Les enseignants sont des professionnels dévoués, engagés et ils valent chaque dollar qu'ils gagnent. Ils sont efficaces et travaillent très fort. Les enseignants d'EPSB assurent une excellente éducation à chaque élève. Ils travaillent en collaboration dans le but de partager les meilleures pratiques, les stratégies les plus efficaces et sont réputés d'accomplir un travail formidable. Ils ont été honorés à plusieurs reprises en se méritant des prix d'excellence de la part du premier ministre et de l'« Alberta Learning ».

Lorsque le directeur en chef visite les salles de classes, il en ressort heureux. Les enseignants sont talentueux, dévoués, bienveillants et transforment la vision des élèves à tout moment. Ils vivent dans le vrai monde et ont beaucoup de connaissances sur la santé (poux, varicelle, vomissement, etc.), le nouveau curriculum, la correction des travaux, les plans de leçon; ils savent rejoindre les gaffeurs les plus difficiles malgré les fonds inadéquats et les classes surpeuplées. Ils construisent des pistes d'athlétisme ou forment et coordonnent des équipes et des tournois sportifs en plus d'entraîner les élèves en sciences afin qu'ils soient reconnus en Amérique du Nord.

Les enseignants engagés viennent au secours des élèves en difficulté et de ceux qui manquent de confiance en eux. Ils trouvent des façons d'améliorer leurs habiletés déficientes en assistant à des conférences dans plusieurs domaines et ainsi, sauvent des millions de dollars aux fonds publics. Les enseignants donnent indéniablement des habiletés sociales et éducatives essentielles pour changer la situation d'un élève qui veut un avenir satisfaisant et indépendant. Ils se mettent au service des élèves et des parents.

3.5.7 La compétence des enseignants selon eux

Les enseignants sont excellents; on les félicite d'avoir gagné le prix d'excellence remis par le premier ministre et d'avoir travaillé très fort pour essayer d'empêcher les élèves de s'effondrer ou de passer inaperçus.

3.5.8 La carrière en enseignement d'après les enseignants

Un enseignant exprime sa fierté relativement à sa carrière et pour avoir obtenu les meilleurs résultats du monde en sciences. Les enseignants forment des citoyens capables d'exprimer leurs opinions et de se battre pour défendre leurs croyances. La plupart des enseignants aiment leur travail. Un candidat s'y est engagé à l'âge de 30 ans.

3.5.9 La défense de la profession enseignante selon les enseignants

Il est décourageant d'avoir à défendre constamment sa profession. Les enseignants ont la foi et la confiance dans l'éducation des générations futures.

3.5.10 L'éducation selon les enseignants

Les enseignants se battent pour l'éducation et ne vont pas abandonner facilement. Cependant, il est frustrant de travailler avec des enseignants qui détestent leur position, car leurs frustrations se transmettent à la classe. Pour un enseignant, l'attitude et l'excitation sont la clé du succès dans ce domaine.

3.5.11 La non-reconnaissance de la profession d'enseignant selon les enseignants

Il est troublant de voir la non-reconnaissance de la profession proposée par le premier ministre qui souhaite avoir des finissants en provenance de ACME (Academy of Teaching) et pour que l'université puisse se concentrer sur de « vraies » professions.

3.5.12 Les attaques sur les enseignants selon eux

Les enseignants sont attaqués et défiés de toute part. Ils sont dévalorisés, critiqués, dénigrés et blâmés pour les élèves qui ne finissent pas leurs études. On les met de côté. On a même félicité un citoyen d'avoir réussi ses études postsecondaires sans l'aide d'un enseignant.

3.5.13 Les attentes sur les enseignants selon eux

Les enseignants sont responsables du cheminement, du développement de l'estime de soi et des bonnes habitudes de travail des enfants. On s'attend à ce qu'ils travaillent les fins de semaine, le soir, à ce qu'ils entraînent les équipes sportives et les supervisent sans aucune rétribution.

3.5.14 Les responsabilités des enseignants selon eux

Les enseignants doivent répondre de leurs actes aux parents, au gouvernement et à la société; cela exerce une grosse pression. Ils sont également responsables des apprentissages dans le cheminement, du bien-être émotif et de la santé mentale des élèves. Ce sont des éducateurs modèles, des conseillers et des amis. Ils sont enseignants en premier et entraîneurs en deuxième.

Le 11 septembre 2001 a démontré le rôle des enseignants modernes comme suppléants des parents « loco parentis » quand le monde s'est écroulé et qu'ils ont dû expliquer à leurs élèves le plus inexplicable. Les enseignants sont souvent les seuls adultes non abuseurs dans la vie de quelques enfants.

3.5.15 Les sentiments des enseignants selon eux

Les enseignants sont offensés par l'attaque sous-entendue d'un parent; ils sont démoralisés en tant que contribuables, parents et enseignants, car il n'y a aucun espoir pour

que l'éducation devienne une priorité. Les enseignants éprouvent de la colère, de la fureur et de la tristesse. Ils sont peïnés lorsque le ministre de l'Éducation assure que le nombre d'élèves par classe et la pénurie d'enseignants ne sont pas des problèmes. Les enseignants sont choqués, consternés, humiliés, irrités, bouleversés, frustrés, démolis, découragés, dévastés, déprimés, dégoûtés et se demandent s'ils vont rester dans la profession.

3.5.16 Le traitement des enseignants selon eux

Les enseignants subissent de l'abus, des attaques, des critiques cruelles, du discrédit et de l'incompréhension de la part du public. Ils se font accuser injustement et sont punis.

Ils sont démoralisés et sont devenus des esclaves de la salle de classe qui est vue comme une cellule de prison. Ils sont ignorés depuis 20 ans et continuent de l'être, ce qui est douloureux. Ils méritent mieux que d'être éliminés parce que qualifiés d'incompétents et écrasés en grand nombre.

On ignore les preuves que présentent les enseignants. Ils font face à d'énormes pressions et le public aime les voir travailler fort, mais leur manque de respect dans l'exercice de la plus honorable des professions. Le gouvernement ne les respecte pas. Il est même drôle de voir un citoyen aller vérifier le stationnement des enseignants pour voir s'ils font vraiment des heures supplémentaires. Les enseignants se demandent ce qu'ils ont fait pour mériter ce traitement. Ils trouvent fatigant de voir les parents s'en remettre à eux comme à un service de garderie et remettre en question leurs compétences qui sont calomniées et critiquées.

3.5.17 Les conditions de travail selon les enseignants

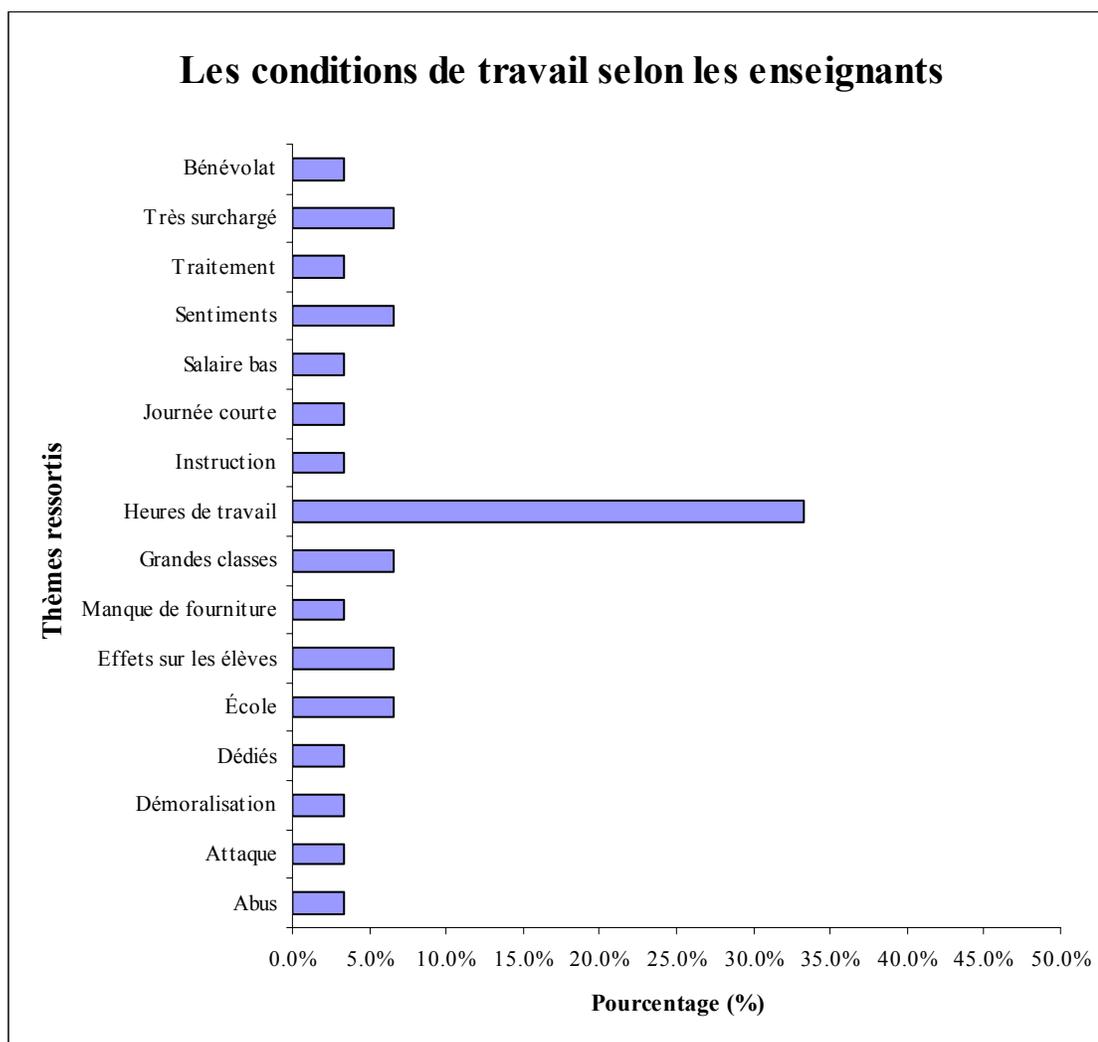


Figure 16

Les enseignants ont renoncé au support pour s'occuper des élèves; ils ont troqué le temps de la bibliothécaire pour celui de la conseillère, pris le temps de leur préparation, ajouté les besoins spéciaux et sont devenus dépendants des collectes de fonds et des dons qui ont résulté des coupures budgétaires dans les opérations.

L'atmosphère des enseignants est empoisonnée, remplie de promesses rompues, de désillusions et le doute restera longtemps dans leur esprit.

Les conditions de travail se sont détériorées à un tel point que les enseignants sont obligés de prendre position. La piètre maintenance des édifices continue et a des effets sur la vie des élèves et ce, pour toujours. Le manque d'enseignants a un impact négatif sur

l'éducation des élèves. Il manque de fourniture et les classes sont vides d'équipement. Le stress quotidien des enseignants est causé par une surcharge de travail, de grosses classes, de longues heures de travail et peu de compensation. Les enseignants sont stressés face au cheminement des élèves, à leurs besoins spéciaux non comblés et à leur réussite. Il y a beaucoup plus de stress qu'auparavant. Ils travaillent de 55 à 70 heures par semaine, ce qui est impossible à quantifier s'il n'y a pas les ressources et les salaires qui vont avec. Le ministre de l'Éducation et le premier ministre sont invités à superviser, le lundi, un groupe d'élèves qui travaillent sur leur journal pendant les heures du midi. L'enseignant les invite à le rencontrer à la bibliothèque, à apporter leur sac à dîner et à manger avec lui.

Les enseignants sont forcés de faire du bénévolat et une fois qu'ils ont commencé, cela devient une partie de leur boulot. Plusieurs critiquent les enseignants d'avoir arrêté leurs services bénévoles pour la supervision et les activités parascolaires.

Ils font face aux difficultés sans aide, ni argent et demandent une négociation équitable. Ils désirent plus de temps de préparation pour pouvoir donner d'excellentes leçons. Le travail est déjà incroyablement difficile sans qu'on ajoute les élèves qui ont des besoins spéciaux. Ils relèvent déjà le défi d'enseigner toutes les matières. Cependant, si le nombre d'élèves était réduit à 17 en comparaison de 30, il y aurait plus de temps pour chaque enfant. Ils reçoivent beaucoup de support des parents et des élèves, mais sont très occupés à aller protester contre le gouvernement.

3.5.18 Les heures de travail selon les enseignants

Les enseignants consacrent de nombreuses heures supplémentaires à la planification, à leurs cours, à la correction, à la préparation du matériel et aux bulletins. Une enseignante quitte son école à 17 heures et continue à travailler chez elle pendant deux autres heures pour corriger et planifier ses cours. À ceci s'ajoutent des heures innombrables consacrées à faire du bénévolat. Une enseignante handicapée explique qu'elle doit payer depuis 20 ans pour des services qu'elle reçoit et ne peut s'attendre à recevoir des services bénévoles; elle supporte tout de même les enseignants.

Les heures de travail sont très longues : près de 50 à 70 heures. Les enseignants travaillent sept jours par semaine, sans horaires flexibles. La surcharge de travail est causée par la planification des leçons, l'administration des tests, la correction des travaux, l'accueil de nouveaux élèves, l'entraînement des élèves pour la course, les expositions et la préparation des bulletins en fin de semaine. Le travail se fait pendant les pauses, les

heures du dîner, les soirées, les fins de semaine et les jours de congé, ce qui représente des journées de 10 à 12 heures de travail.

Avant que la journée commence avec les élèves, les enseignants sont à l'école en train de préparer des leçons. Le travail commence à 8 heures et finit à 17 heures. Ils ont 20 minutes pour dîner et 40 minutes de préparation pour les cours de l'après-midi. Après l'école, c'est la préparation pour le lendemain et le soir, c'est la préparation pour d'autres cours. Chaque heure d'enseignement demande plus de temps de préparation et de temps pour corriger les travaux. Pendant les journées où le temps d'enseignement est écourté, il y a davantage de réunions, des ateliers ou de l'entraînement qui se font, sans quoi, la journée à l'école serait incomplète. Cette surcharge de travail ne donne pas le temps d'aller manifester contre la Loi 12; pourtant, le public croit que les enseignants travaillent 5,5 heures par jour.

3.5.19 *Le curriculum selon les enseignants*

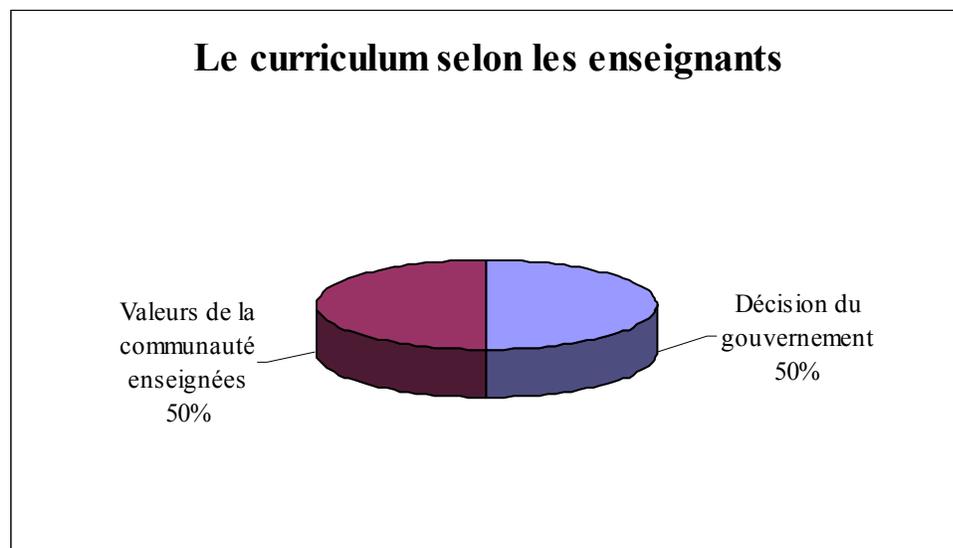


Figure 17

Les enseignants sont confrontés à un nouveau programme sans limite entre les sujets depuis les années 30; il doit être intégré et enseigné à l'aide d'activités ou par la méthode mise sur pied. On s'est objecté à l'intégrer aux matières sans avoir de ressources supplémentaires et de méthodes d'enseignement sévères. Plusieurs enseignants se sont découragés à cause du manque de limite entre les sujets. Présentement, on introduit un nouveau plan qui semble utopique dans une province découragée.

Le changement du curriculum n'est pas considéré pertinent. Le gouvernement n'a pas d'argent pour les salaires, mais il a des fonds supplémentaires pour réviser le curriculum malgré la situation économique à la baisse. Les valeurs d'honnêteté, d'intégrité et de responsabilité de la communauté doivent être enseignées formellement et intégrées dans le programme.

3.5.20 Le salaire d'après les enseignants

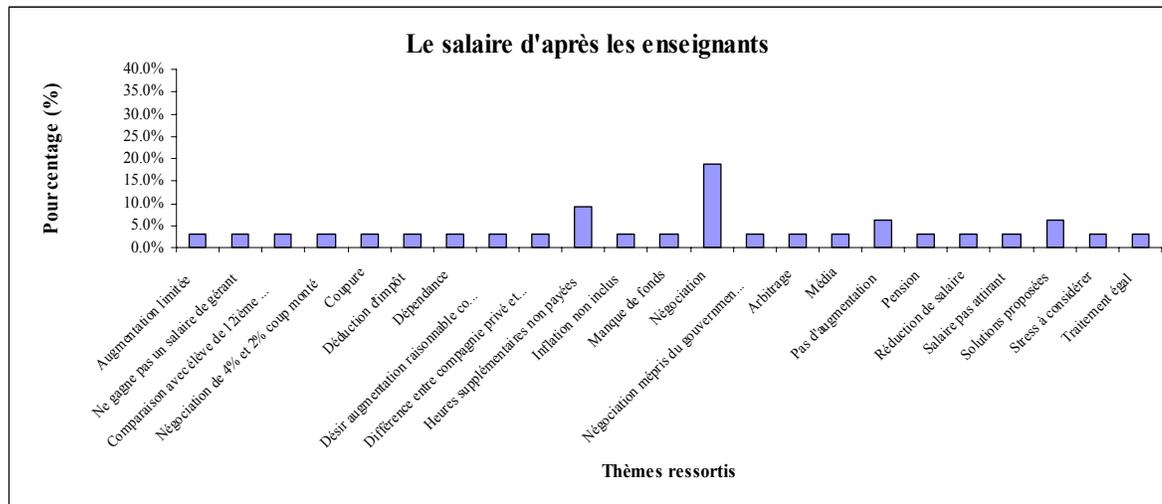


Figure 18

Le salaire est bas. Les enseignants sont fatigués et inquiets face à la différence de salaire qui les empêche de gagner davantage. Ils trouvent qu'ils méritent une compensation juste et doivent être remboursés équitablement en comparaison avec les autres professions. Les enseignants indiquent qu'ils ne sont pas surpayés et se sentent insultés lorsque le public mentionne ce fait. Leur pouvoir d'achat est érodé selon l'« Avantage Alberta » et il leur semble que la négociation a duré assez longtemps pour mériter un nouveau contrat; ils souhaitent une augmentation de salaire qui aiderait à attirer de futurs enseignants.

Le refus des enseignants de contribuer à leurs fonds de pension, proposé par le gouvernement, n'est pas une erreur, car ils ne sont pas intéressés à obtenir de l'argent sur le dos des élèves et à en faire souffrir la qualité de l'enseignement. Ils veulent une amélioration des conditions de travail dans la classe.

En ce qui concerne la détermination du mérite, on se demande si un enseignant du secondaire qui a donné à un élève le désir de poursuivre une carrière en santé ou si un enseignant de la maternelle qui s'est occupé du genou blessé d'un enfant méritent davantage.

Il y a 30 ans, le salaire entre les employés de compagnies privées et les enseignants était comparable. Aujourd'hui, les personnes diplômées sont tout de suite recrutées par les compagnies privées et sont mieux payées que les enseignants. Depuis les dix dernières années, les enseignants ont un salaire inférieur déprimant comparé à ce qu'il était en 1991. L'augmentation de salaire nette depuis ce moment-là a été de 17,6%, une augmentation de 1,76% en moyenne par année. Les enseignants ont aussi subi une coupure de plus de 6%.

Le salaire n'est pas attirant pour recruter le nombre nécessaire d'enseignants de qualité. Il devrait être comparable à celui des autres professions et avoir le même taux d'augmentation que chez les médecins et les infirmières. Il faut réaliser que les enseignants ont besoin de leur salaire pour élever leur famille et ils peuvent à peine payer les factures.

Les enseignants gagnent leur salaire sur 200 jours d'école par année, divisé en 12 mois à cause de l'été et selon les possibilités du budget. Le salaire d'un débutant n'est pas comparable à celui d'une infirmière ni n'inclut le temps de préparation pour les cours, ni le matériel nécessaire au début de l'année, ni le rattrapage à faire en fin de semaine (les bulletins, l'entraînement et la supervision des tournois sportifs).

Le salaire des élèves de 12^e année sur un terrain pétrolier est plus élevé que celui des enseignants. En comparant le salaire mensuel des enseignants avec les autres professions, on voit que les heures supplémentaires ne sont pas payées et c'est le cas pour la plupart des enseignants. Il n'y pas d'argent pour ça ni de primes.

Les enseignants demandent d'être traités équitablement en comparaison avec l'augmentation de 17% pour les infirmières ou de 13% pour les membres de l'Assemblée législative. Si 19% est considéré comme irraisonnable, alors la solution proposée est de payer les heures supplémentaires. Les enseignants sont intéressés à avoir une augmentation raisonnable comme employés du gouvernement, et on ne parlera plus de grève.

Également, les dépenses que les enseignants font pour leur classe ne sont pas déductibles d'impôt. De plus, le gouvernement a contribué insuffisamment à leur fonds de

pension de 1956 à 1992. Il n'augmente pas leurs contributions de la même façon que pour les employés du gouvernement; ceci augmenterait le salaire.

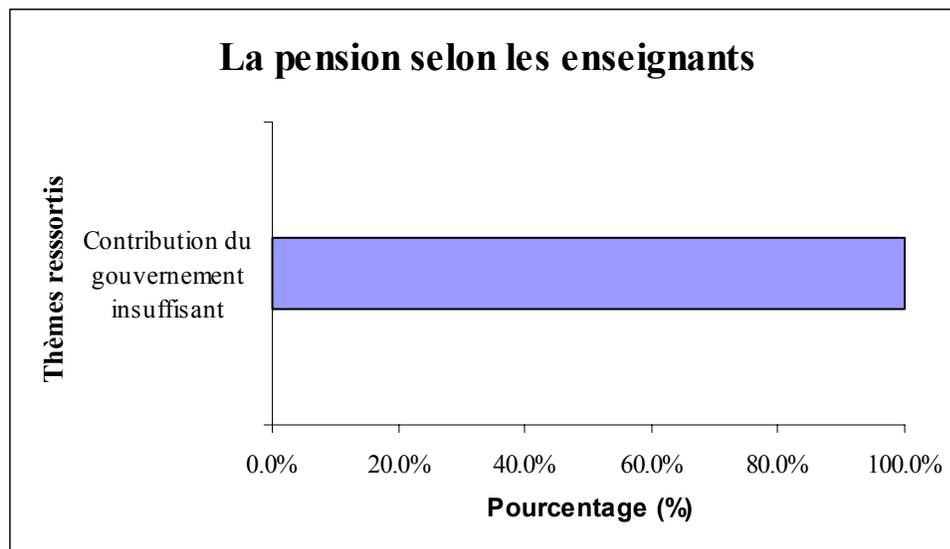


Figure 19

Les enseignants ne sont pas payés en double pour les heures supplémentaires, ni pour avoir travaillé pendant les jours de congé. Pendant des années, ils ont reçu une augmentation restreinte qui représente 18 et 22%. La réduction des salaires des enseignants et les coupures doivent être partagées avec tous les Albertains. Ainsi, ils ne seront jamais accusés de prendre l'argent qui revient aux enfants puisqu'ils seront payés équitablement. Présentement, le salaire des enseignants est sévèrement sapé sans augmentation.

Pendant les négociations, le coup a été monté et la proposition a été planifiée pour leur faire refuser l'offre de 4% pour l'année en cours et de 2% pour l'année suivante. Les enseignants ont négocié en toute bonne foi et équitablement pour obtenir une augmentation décente et des classes moins nombreuses. Cependant, la négociation était subjective et biaisée et n'incluait pas le taux d'inflation.

L'arbitrage a finalement été obligatoire pour résoudre la dispute entourant la négociation des salaires. On doit considérer le stress que les enseignants ont dû vivre pour ajuster les salaires. La solution proposée a été de revoir les finances et d'augmenter les salaires de 12% en 2 ans.

3.5.21 Le développement professionnel selon les enseignants

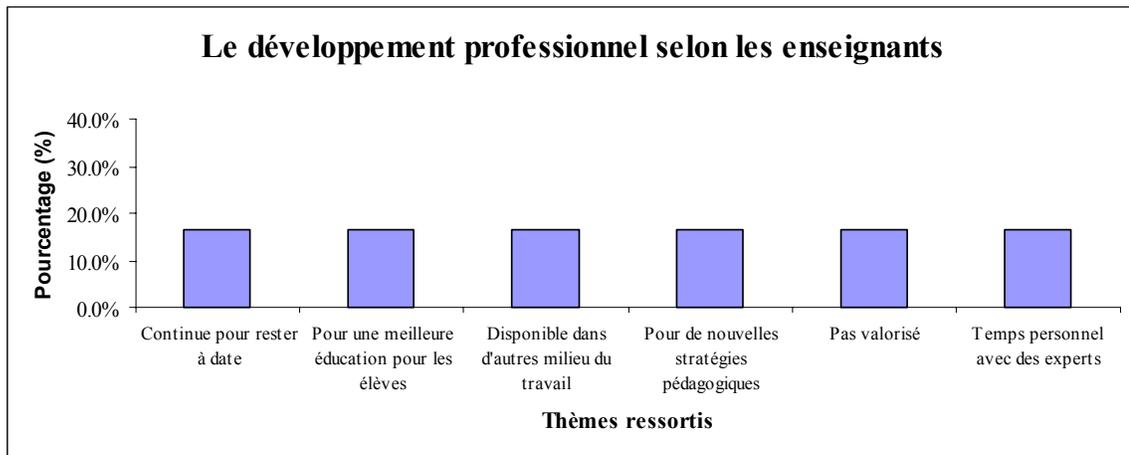


Figure 20

Le développement professionnel est continu et à jour, en plus d'être à l'avant-garde des pratiques éducatives. Ce développement professionnel assure la meilleure éducation possible et est essentiel, mais rarement valorisé. On fait des lectures pour apprendre de nouvelles stratégies pédagogiques qui vont aider à faire le travail efficacement. À même leur temps personnel, les enseignants participent, sans être payés, à leur développement professionnel et ils passent plusieurs heures à interagir avec les experts. Dans ce but, l'Association des enseignants de l'Alberta alloue un budget qui leur est destiné. On se demande, avec raison d'ailleurs, quelle entreprise ne donne pas le temps pour développer les habiletés et les connaissances de ses employés.

3.5.22 Les élèves selon les enseignants

C'est extraordinaire et plaisant de voir l'intelligence, l'engagement, la personnalité et le courage des jeunes d'aujourd'hui. Cependant, leur apprentissage à l'école est terrible et les parents en sont consternés.

3.5.23 Les activités parascolaires et le bénévolat selon les enseignants

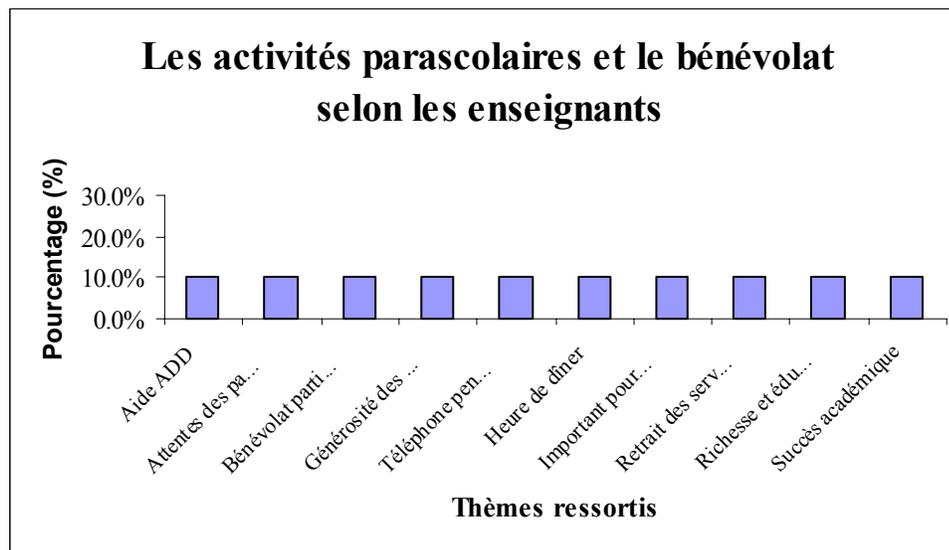


Figure 21

La variété d'activités parascolaires aide les enfants qui ont un déficit de l'attention. Ces activités sont de riches expériences éducatives qui stimulent l'esprit, le succès académique et le développement des enfants. À court terme, le retrait des services bénévoles fait mal aux élèves.

Les parents s'attendent à voir les enseignants superviser les élèves et faire du bénévolat. On se demande si le bénévolat fait partie de l'emploi. Il faut réaliser que les activités parascolaires et les événements sociaux sont des cadeaux de la part des enseignants et ne doivent pas être pris pour acquis.

Le refus de faire du bénévolat pendant l'heure du dîner pour habiller un élève handicapé est également abordé.

3.5.24 Les vacances selon les enseignants



Figure 22

Pendant les vacances, les éducateurs étudient et voyagent pour élargir leurs connaissances. Ils ne sont pas payés pour les vacances de Noël et de Pâques, ni pour les autres jours fériés. Ils n'ont aucune flexibilité ni ne bénéficient de prix spéciaux pour les billets d'avion.

3.5.25 La grève selon les enseignants

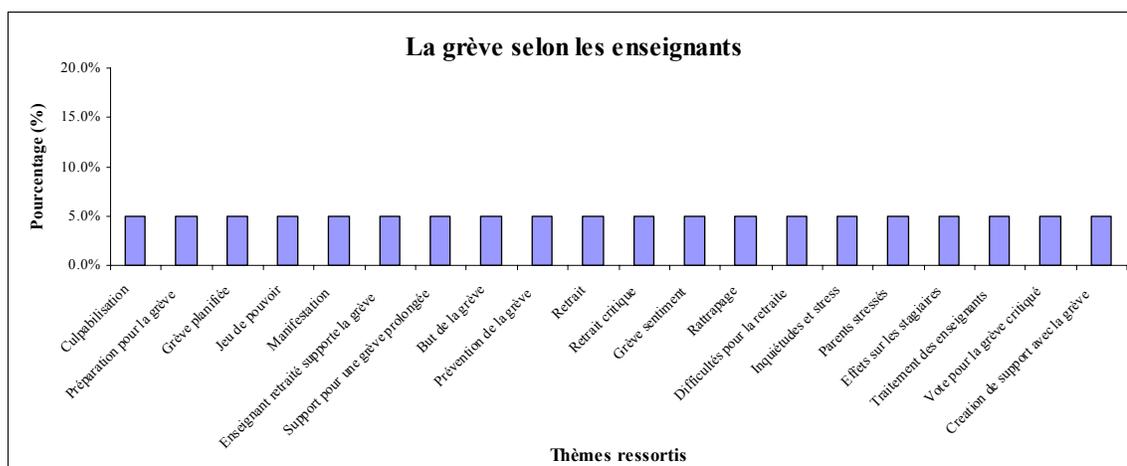


Figure 23

Il est regrettable pour un enseignant d'aller en grève, mais le public doit savoir qu'il faut considérer les enseignants comme une branche de prévention faisant partie des systèmes de santé et des services sociaux.

Après la grève, les enseignants sont retournés au travail démoralisés, plus pauvres, et une position un peu moins de droite. Leur but était de faire rattraper le temps perdu aux élèves, de les préparer pour la graduation, de finaliser les pièces de théâtre, de raffiner les orchestres, d'accueillir les stagiaires appréhensifs et brillants avec l'espoir que les choses vont changer avant l'outrage de la Loi 12. Il est question de rattrapage pendant les fins de semaine, avec de longues heures et une prolongation de l'année scolaire. Les enseignants ont gagné plus de support pour l'éducation pendant la grève.

Le plan pour la grève a été de la manipulation forçant le vote des enseignants en faveur de celle-ci. C'était un jeu de pouvoir des enseignants et des commissions scolaires pour mettre la province sur des chardons ardents. Le vote pour la grève a été critiqué. Cette grève s'est propagée à travers la province et les enseignants étaient préparés à en subir les conséquences.

En 1978, la grève visait de plus petites classes et moins de temps d'enseignement. Cette grève était aussi un piège pour obtenir plus d'argent et pour améliorer les conditions d'enseignement auxquelles les enfants sont confrontés.

3.5.26 Impact de la grève selon les enseignants

Pendant la grève, les enseignants se sont fait culpabiliser. Au bureau de l'ATA, les bénévoles qui répondaient aux questions des enseignants et des parents ont reçu des appels de gens consternés; les enseignants se sont fait crier dessus, insulter et avilir en plus de recevoir des menaces de mort. Pendant une grève, les enseignants rencontrent aussi des difficultés, des pertes de salaires, de pension et voient la date de leur retraite reculer. Pour plusieurs citoyens, cette grève cause beaucoup d'inquiétude et de stress. Les parents le sont, car ils ne peuvent laisser leurs enfants seuls à la maison et les stagiaires le sont parce qu'ils doivent faire leurs stages de 9 semaines. C'est la première fois qu'on a supporté le prolongement pour la grève. Cette grève a donné du support aux enseignants.

3.5.27 Le manque d'argent selon les enseignants

Le manque d'argent amènera des problèmes pour attirer de bons enseignants et à être représentés équitablement dans le gouvernement.

3.5.28 *Les enseignants retraités selon eux*

Une enseignante retraitée supporte la grève et un autre retraité indique que si les enseignants utilisaient les mêmes critères que le vrai monde pour leur salaire, leurs vacances, leur pension et surtout leurs évaluations, ils seraient davantage supportés.

3.5.29 *Les communications avec le gouvernement selon les enseignants*

Les enseignants ont communiqué très clairement avec le gouvernement depuis des mois et ont demandé les changements nécessaires pour améliorer l'éducation.

3.5.30 *L'ordre du jour selon les enseignants*

L'ordre du jour est fixé.

3.5.31 *La démocratie selon les enseignants*

Les professeurs des collèges et des universités s'engagent entièrement et radicalement à la démocratisation de l'éducation publique à tous les niveaux.

3.5.32 *Le gouvernement selon les enseignants*

Au début, les enseignants faisaient partie du groupe des « héros » sans marquer beaucoup de points. Dans des temps plus durs, ils se sont sacrifiés pour le bien commun des Albertains et tout à coup, ils ne font plus partie du groupe. Cette action est connue sous le nom de provocation. Ensuite, le premier ministre assure que les enseignants seront récompensés, ce qui est encore un jeu.

Les enseignants ont fait confiance au premier ministre et ont été frustrés de l'offre qu'il leur a faite. Ils avertissent donc le gouvernement qu'ils ne se laisseront plus prendre au piège après le tour qu'ils se sont fait jouer.

Le gouvernement est injuste envers les enseignants, car il ne les traite pas de la même manière que les autres citoyens. Ils se questionnent sur l'appréciation du gouvernement après leurs gros sacrifices et leur dur labeur. Ils sont amers et trouvent qu'ils ne sont pas valorisés par leurs employeurs.

Le gouvernement les maltraite et les réduit à l'esclavage. Il leur coupe les ailes et les rend impuissants; ils sont punis pour avoir exercé leurs droits démocratiques et vivent un manque flagrant de respect de sa part. Leur point de vue sur comment ça se passe en classe leur est retiré; pourtant, il est nécessaire de le savoir parce que ce sont eux qui savent comment noter les bulletins. Les enseignants savent bien que le gouvernement s'y connaît très peu sur l'état de l'éducation.

Le premier ministre insinue aussi que les enseignants qui préparent nos futurs leaders ne valent pas grand-chose et son commentaire qui dit qu'une éducation universitaire n'est pas requise pour une carrière en éducation est une insulte.

On demande au premier ministre de clarifier ses commentaires incendiaires et d'indiquer clairement aux électeurs la place qu'occupe l'éducation publique dans la liste des priorités du gouvernement qui veut assurer la prospérité albertaine future.

3.5.33 Le conflit et le jeu selon les enseignants

À cause des conditions de travail, le gouvernement essaie de tourner les enseignants contre les employés de la commission scolaire. Les enseignants sont fatigués de jouer le jeu et désirent qu'il soit joué sans tricher. Les suggestions du ministre de l'Éducation pour le rattrapage des élèves ainsi qu'une lettre envoyée sont insultantes. On qualifie aussi la lettre de porteuse de sornettes.

3.5.34 La Loi 12 selon les enseignants

L'implantation de la Loi 12 est perçue comme un plan de servitudes publiques, car les droits des enseignants sont retirés. Cette loi a été mise en place pour empêcher les enseignants, dans l'exercice de leurs droits démocratiques, de se faire élire à une position publique. Afin de protéger les droits des travailleurs et l'avenir de l'éducation, les enseignants demandent le retrait immédiat de cette loi et le retour à la table de négociation.

En plus d'être insultés, les professionnels sont traités avec dédain. Un enseignant spécialisé en études sociales indique que les enseignants se retrouvent au milieu de la démocratie et de la dictature. Les gouvernements démocratiques sont redevables à leurs citoyens tandis que les gouvernements dictateurs ne le sont pas.

3.5.35 La correction des examens du ministère selon les enseignants

Les enseignants ont refusé de corriger les examens, car il est difficile de trouver des individus qualifiés. Ce défi vient des coupures budgétaires énormes. Ceux qui sont intéressés à faire la correction des examens sont prêts à offrir leurs services aux conditions suivantes : 1) L'augmentation de salaire rétroactive de 13% comme pour les membres de l'Assemblée législative et 2) être indemnisés pour la somme de 300 000\$ à la fin de juin.

3.5.36 Les médias selon les enseignants

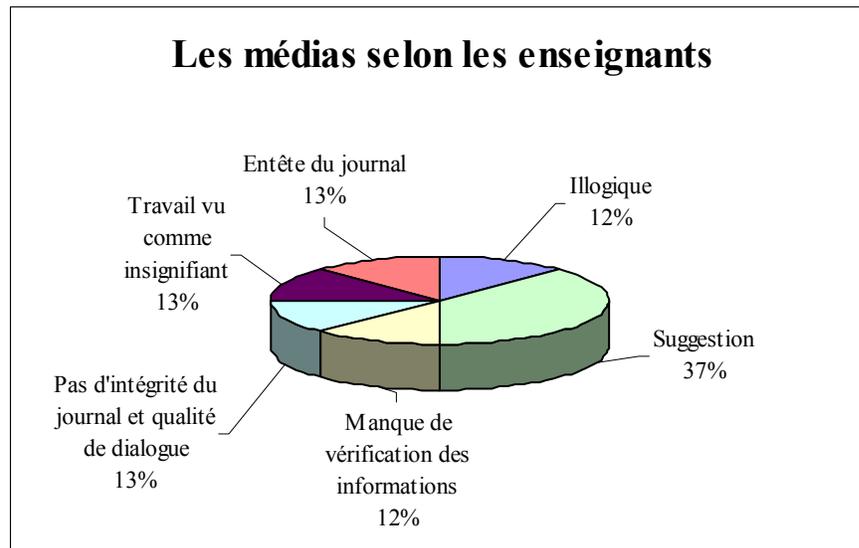


Figure 24

Les médias sont perçus par les enseignants comme illogiques et donnant des informations inexactes. Les médias suggèrent de congédier les enseignants et affirment qu'on ne dispose pas d'assez d'argent dans les coffres pour payer les pensions, car davantage d'enseignants se retirent et moins d'argent est ramassé à cette fin. Ils donnent des conseils aux enseignants qui n'encouragent pas l'intégrité et la qualité du dialogue. Les médias avancent que les enseignants devraient être payés en comparaison avec les avocats, les médecins et les dentistes. Ce qui ne fait aucun sens. Ils disent que les enseignants ne sont pas éduqués, ni ne font face à la pression, ni n'ont de responsabilités légales et que leur travail est insignifiant. On les encourage à aller vérifier leurs informations sur les difficultés des enseignants albertains à avoir l'argent qui leur revient.

En en-tête du journal, les médias rapportent que le gouvernement ne panique pas face aux enseignants. On leur suggère de changer leur langage pour : les enseignants sont victimes de peu d'attention, d'intérêt, de sens, de pensée, de réflexion, de considération, d'inquiétude, d'attention, de sympathie, de compassion, de pitié et de cœur.

Également, le salaire et la formation continue, si on veut, le développement professionnel des enseignants font souvent les nouvelles, causent les griefs et les arbitrages.

3.5.37 La comparaison avec d'autres professions selon les enseignants

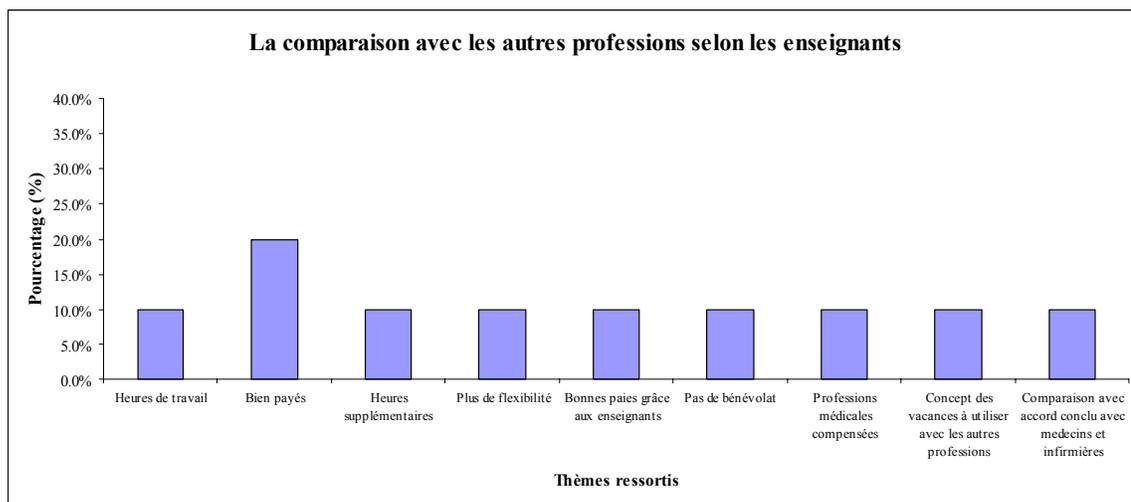


Figure 25

Aucune autre profession n'a autant de répercussions sur l'avenir. Les autres professions sont mieux payées et ont pourtant été sous la tutelle d'une douzaine d'enseignants. On se demande si les infirmières, les médecins ou si les employés du gouvernement font du bénévolat et travaillent gratuitement dans les services sociaux. L'accord a été conclu avec les médecins et les infirmières et on leur a accordé entre 17 et 22% d'augmentation salariale.

Si on considère le terrible fardeau et les difficultés que le gouvernement a placés sur le dos des enseignants, des parents et des élèves, cette offre démontre le mépris pour les enseignants et pour l'éducation par le gouvernement.

On suggère que le concept des vacances des enseignants soit utilisé dans d'autres professions. Le calcul se fait comme suit : 52 semaines est égal à 260 jours, moins 20 jours pour un mois de 4 semaines de vacances payées et 10 jours pour les congés fériés; on arrive alors à 230 jours de travail.

4. Conclusion

Il semble que les médias sont très puissants à donner des messages persuasifs. Ils peuvent parfois contrôler la définition sociale, encourager la discrimination sexuelle, les stéréotypes, soutenir l'idéologie de guerre, alimenter le racisme, les rumeurs et le spectacle, etc. Les médias peuvent falsifier la réalité pour fabriquer l'opinion publique. Ils peuvent également contribuer à maintenir les barrières de l'ordre social et la domination masculine. Ils peuvent aussi inspirer les idées du public en renforçant ses attitudes, en tentant de l'influencer et de modifier sa conduite, sa croyance et sa façon de pensée. L'information façonne l'opinion pour préserver ou construire un consensus national, ce qui a des effets politiques considérables. Les médias ont une grosse responsabilité sur la manière dont les choses sont perçues, car ils ont beaucoup de pouvoir pour influencer le public. En conséquence, les médias peuvent appauvrir la vie politique de la démocratie et conduire les citoyens à devenir dépolitisés, apathiques et égoïstes.

Parallèlement, écrire des lettres à l'éditeur est un acte de participation politique. Ces lettres permettent de connaître les opinions, les désirs, le comportement et l'image que le peuple a de lui-même. Or, ces lettres influencent le comportement du gouvernement. Le gouvernement à son tour réagit selon l'opinion du public pour supporter ou s'opposer contre un sujet donné, car l'opinion de masse influence grandement les impressions des politiciens. Ceux-ci dépendent des opinions visibles qui servent de pouls à la démocratie, de pont et d'instrument de mesure entre le peuple et les leaders politiques. Ainsi, les médias paraissent mobiliser et convaincre le public d'une opinion et semblent influencer le comportement du public d'une façon très significative.

Par conséquent, avant, pendant et après la grève des enseignants, les médias semblent avoir joué un rôle important sur la perception du public envers les enseignants. La grève a eu lieu dans le but de négocier les conditions de travail dans la salle de classe, le salaire, le recrutement et la rétention des enseignants. Comme nous l'avons appris, des lettres positives et négatives en sont ressorties dans les lettres envoyées à l'éditeur au sujet des enseignants. Voici quelques perceptions positives dévoilées : les enseignants vont plus loin que leur devoir, ils sont hautement qualifiés, ils sont très compétents, sont dévoués, travaillent très fort et font concrétiser les rêves des jeunes. Les enseignants jouent un rôle important dans le développement des valeurs et sur la moralité des élèves; ils sont la pierre angulaire de notre société et sont nos ressources les plus valorisées. Ils

sont surchargés, moins payés, inquiets et brûlés. Voici quelques perceptions négatives qui en ressortent : les enseignants sont attaqués et descendus comme on n'a jamais vu auparavant, le public se moque des enseignants, les blâme, les culpabilise, les insulte, les gronde et les ridiculise. Le respect pour les enseignants diminue continuellement et est remplacé par le mépris et le manque de support. Le salaire des enseignants reflète le support et l'engagement de la nation. Ces façons de voir semblent avoir joué un rôle dans le support du gouvernement envers les enseignants. Ce qui en ressort est que les enseignants sont incompris et non écoutés.

Également, aujourd'hui l'éducation est devenue une commodité pour la mondialisation. Vu la compétition mondiale, elle est devenue une affaire profitable et provoque de l'intérêt pour le monde des affaires. C'est pourquoi la privatisation de l'éducation est une proposition très lucrative. En produisant le consensus, l'apathie et l'égoïsme, il semble facile de déséquilibrer le système de l'éducation en vue de la privatiser, car les citoyens ne réagissent plus pour se battre pour leurs droits vu qu'ils sont distraits par les divertissements et sont apathiques. Par conséquent, l'éducation semble dévalorisée et sans défense. Cette dévalorisation est un grand danger pour l'éducation publique, car elle risque d'être perdue à cause de l'inefficacité et de devenir instable par manque de fonds, manque de satisfaction des services et les jugements négatifs du public sur les enseignants. Les impacts de ces perceptions négatives sont la démoralisation des enseignants et, le manque de respect pour eux leur feront abandonner la profession. Si cela devient le cas, le développement humain et la liberté humaine seront affectés, car l'éducation est la clef à l'évolution d'une société, à la compétition globale, au développement économique d'un pays, à la lutte à la pauvreté ainsi qu'aux inégalités et à la violence; et contribue à faire progresser les communautés d'un pays. Ce changement causera plus de pauvreté, un monde illettré et la perte de l'égalité des droits en plus de causer la violence. Le pays se trouvera alors dans la situation d'un pays sous développé où l'éducation sera un privilège et ne sera disponible que pour les riches. La jeunesse et l'avenir souffriront. Donc, l'éducation est l'outil le plus important et les enseignants jouent un rôle crucial dans le développement d'une nation et de sa culture. Le défi qui nous revient alors à tous est de protéger l'éducation publique et les enseignants. La question revient à se demander : comment pouvons-nous les protéger, car notre avenir à tous en dépend ?

Bibliographie

- The Alberta Teachers' Association, (1999). « Alberta Teachers, A Workload Study », Edmonton, Research Monograph 37.
- The Alberta Teachers' Association, (2002). *Falling Through The Cracks, A Summary of What We Heard About Teaching and Learning Conditions in Alberta Schools*, Edmonton.
- Baillargeon, N. (2001). *Les chiens ont soif, critiques et propositions libertaires*, Montréal, Conseil des Arts du Canada, Comeau & Nadeau.
- Bertho Lavenir, C. (2000). *La démocratie et les médias au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin.
- Bertrand, C.-J. (1995). *Médias—Introduction à la presse, la radio et la télévision*, Paris ellipses.
- Childs, H.L. (1965). *Public Opinion: nature, formation, and role*, Toronto, D. Van Nostrand Company, Inc.
- Chompsky, N., & McChesney, R. W. (2000). *Propagande, medias et démocratie*, Montréal, Les éditions écosociété.
- Durandin, G. (1993). *L'information, la désinformation et la réalité*, Paris, Le psychologue, Presse Universitaires de France.
- Finnie, R., & Wannell, T. (2004). *The Evolution of the Gender Earnings Gap Amongst Canadian University Graduates*, Ottawa, Statistics Canada, Issue No. 235.
- Footlick, J.K. (1997). Truth and consequences, How Colleges and University Meet Public Crises, American Council on Education, Phoenix, Oryx Press.
- Gérin-Lajoie, J. (1992). *Les relations du travail au Québec*, Québec, Gaëtan Morin éditeur.
- Giles, T.E., & Proudfoot, A.J. (1990). *Educational Administration in Canada*, Fourth Edition, The University of Calgary, Calgary Detselig Enterprises Ltd.
- Hall Jamieson, K., & Kohrs Campbell, K. (1992). *The Interplay of Influence, News, Advertising, Politics, and the Mass Media*, Belmont, Wadsworth Publishing Compagny.
- Crespi I. (1989). *Public Opinion, Polls, and Democracy*, London, Westview Press.
- Kenamer, J.D. (1992). *Public Opinion, The Press, and Public Policy*, Westport, Praeger Publishers.

- King, A.J.C., & Peart, M.J. (1992). *Le personnel enseignant du Canada : travail et qualité de vie*, Groupe d'évaluation des programmes sociaux Université Queen's à Kingston, Ottawa, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.
- Levin, B. & Young, J. (1998). *An Introduction to Educational Administrator*, Toronto, Harcourt Brace & Company.
- Martin, M. (1991). *Collection Communication et société, Communication et Médias de masse—Culture domination et opposition*, Sillery, Presses de l'Université de Québec Télé-Université.
- Mattelart, A. (2002). *La mondialisation de la communication*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Ruddock, A. (2001). *Understanding Audiences, Theory and Methods*, London, SAGE Publications.
- Shoemaker, P.J., & Reese, S.D. (1991). *Mediating The Message: Theories of Influence on Mass Media Content*, White Plains, Longman Publishing Group.
- Council of Ministers of Education, Canada, (1998). *Report Enhancing the Role of Teachers in a changing World*, Prepared for the 45th session of the International Conference on Education.
- Council of Ministers of Education, Canada, (1999). *Education Indicators in Canada, Report of the Pan-Canadian Education Indicators Program*, Ottawa, Statistics Canada.
- Council of Ministers of Education, Canada, (2003). *Education Indicators in Canada, Report of the Pan-Canadian Education Indicators Program*, Ottawa, Statistics Canada.
- Oxfam Canada, (2005). *L'enseignement planétaire, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants*, printemps, no. 4.
- Norris, P., (1997). *Politics and The Press, The News Media and Their Influences*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- Edmonton Journal, (1 janvier 2001 à 1 janvier 2003). www.canwestglobal.com
- Statistique Canada, (2002). *Charge de travail et stress chez les enseignants de la Colombie-Britannique*, Revue trimestrielle de l'éducation, No. 81-003, vol. 8, no. 3.
- Statistics Canada, (2003). *Women in Canada: Work Chapter Updates*, Ottawa, No. 89F0133.
- Statistics Canada, (2005). *Women in Canada, Fifth Edition, A Gender-based Statistical Report*, Ottawa, No. 89-5-3-XIE.

Recommandations

Il est suggéré aux enseignants tout d'abord de construire leur pouvoir économique et politique. La façon de s'y prendre sera au travers la Fédération des Enseignantes et des Enseignants en gérant les investissements et les pensions de tous les enseignants nationaux comme le fait présentement la pension des enseignants et enseignantes en Ontario d'abord au Canada ensuite en coalition avec les autres associations mondiales des enseignants ainsi se montant un pouvoir économique considérable. En ce qui concerne le pouvoir politique, il devient urgent pour tous les enseignants de s'impliquer dans les parties politiques de leur choix pour connaître les planifications et les décisions futures et influencer le pouvoir politique.

De plus, il devient urgent pour les enseignants de développer leurs relations avec les médias comme le suggère un auteur de préparer des communiqués de presse à l'avance selon les critères requis mais aussi de s'infiltrer dans les systèmes pour développer le pouvoir et l'influence des enseignants.

Il est également primordial d'avoir des média publics sans leur dépendance par la publicité.

Pour influencer les média, il faut persuader les individus, les groupes, les mouvements sociaux et les organisations non gouvernementaux à demander de faire des changements dans le contenu, la forme de leur publicité, les bulletins d'information et les reportages.

Il faut écrire des lettres de plaintes individuelles protestant et amplifiant considérablement le mécontentement du public et écrire des lettres en grand nombre critiquant les erreurs dans les faits.

Il faut faire des plaintes adressées à la division du réseau aux services du public et au directeur des affaires communautaires pour leur faire de fortes pressions.

Il faut amplifier le mécontentement à la station locale des médias car leur licence dépend sur le service à la communauté tout en faisant des pressions de ne plus accepter le matériel est très persuasifs.

Il devient urgent de former des systèmes de communications indépendants des médias.

Les enseignants ont besoin de devenir des leaders et solliciter l'appui des parents en plus de connecter les communautés ensemble comme dans le passé et informer les parents de la situation afin qu'ils se battent avec eux pour le futur de leurs enfants et de leurs grands enfants. Les connections entre les communautés sont impératives à la réussite.

Il faut développer de fortes relations avec les parents car ce sont les alliés les plus importants des enseignants. Il faut les munir de connaissances et de stratégies pour lutter le problème pour les futures générations.

Il faudra solliciter l'appui des communautés religieuses car ce sont les seules qui n'ont pu être détruites pour propager le message à travers les discours.

Pour changer les inégalités hiérarchiques, il devient impératif pour les universités d'avoir des campagnes de recrutement pour le genre masculin mais aussi d'enseigner l'égalité par le changement des attitudes, des comportements et des perceptions. Également, il devient impératif de donner plus de support aux élèves ayant des besoins spéciaux.

Il faut monter un mouvement national et mondial dans le but de prévenir l'écrasement des enseignants et l'érosion des systèmes d'éducation publique. Ce mouvement mondial donnera des outils aux enseignants, aux parents et aux élèves pour préserver le système d'éducation publique et les autres systèmes publics tel la santé, etc.

Il faudra former des coalitions mondiales non seulement avec les partenaires en éducation mais aussi d'autres partenaires comme les autres unions.

Il faut développer des liens avec les Chambres de Commerce pour les influencer et leur faire voir le bien commun.

Il faut rehausser l'image de la profession en ayant une tenue vestimentaire professionnelle qui promouvoit une meilleure image des enseignants plutôt que de donner le portrait d'un(e) gardien(ne) glorifié(e). Ceci doit être renforcé au niveau universitaire lors de leur formation.

Il faut enseigner les élèves sur les média pour leur inculquer, si possible, de bonnes valeurs avec des attitudes et des comportements positifs et faire questionner leur travail car c'est là que se fera l'éveil social.

Il faut mettre des systèmes en place pour éliminer le stress de la gérance de classe pour aider les enseignants

Les enseignants ont besoin d'un entraînement sur des stratégies promues par Barbara Coloroso pour avoir affaire avec les brutes.

Les enseignants doivent faire entendre leurs voix au sein du public d'où mettre en place des stratégies de communications poussées enseignées au niveau universitaire. Ils doivent également communiquer les complexités du métier au public.